



# LE MONDE *diplomatique*

MURALISME  
MEXICAIN,  
ART ET  
RÉVOLUTION

PAR LAURENT COURTENS  
Pages 14 et 15.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 719 - 61<sup>e</sup> année. Février 2014

BRAS DE FER AUTOUR DU SALAIRE MINIMUM

## Révolte américaine contre les ogres du fast-food

*Le président Barack Obama a récemment fait de la réduction des inégalités l'objectif principal de son second mandat. Il devra pour cela augmenter le salaire minimum, dont la stagnation depuis plus de sept ans a conduit les employés de la restauration rapide à lancer un mouvement de grève dans plus de cent villes des Etats-Unis.*

PAR THOMAS FRANK \*

À LA sortie de Durham, en Caroline du Nord, l'automobiliste qui emprunte la route de Hillsborough pénètre au cœur d'un étrange territoire. A peine a-t-il laissé dans son rétroviseur les nobles tours de l'université Duke que défilent sous ses yeux un McDonald's, un Cracker Barrel, un Wendy's, un Chick-fil-A, un Arby's, un Waffle House, un Bojangles', un Biscuitville, un Subway, un Taco Bell et un Kentucky Fried Chicken (KFC). Tous les grands noms de la restauration rapide massés comme à la parade sur un tronçon d'à peine un kilomètre et demi. Si l'on remonte à pied cette vrombissante artère de bitume et de calories, on s'aper-



DESTINY SCHWARTZ.  
– « BK Decaburger », 2007

çoit que ses rebords sont jonchés de papiers gras et de gobelets en carton. Mais il est vrai qu'ici le paysage ne s'apprécie habituellement qu'à travers un pare-brise et sur fond d'autoradio. La présence d'un piéton au bord de la route a d'ailleurs le don de désarçonner les automobilistes, raison pour laquelle le journaliste qui s'y promenait a failli se faire écraser deux fois.

Ce n'est pas une voiture qui m'a heurté de plein fouet; plutôt une vision : la

compréhension spontanée de ce qui confère à la restauration rapide son implacable efficacité. Un passage par le Waffle House suffit pour éprouver ce qui se joue dans cette industrie. La construction modulaire, la production de gaufres à la chaîne, les friteuses à double bac, les alignements de distributeurs de condiments et même l'astucieux petit couvercle en plastique sur le gobelet à café, avec son bec verseur repliable, conçu pour que le client sirote son breuvage sans craindre d'en verser une goutte sur son plastron : autant de témoignages de l'ingéniosité humaine devant lesquels on ne peut que rester admiratif. Et pourtant, ce concentré d'efficacité est obtenu au prix d'un énorme gaspillage – de carburant, d'air conditionné, de terre, de déchets. Ici, un chef-d'œuvre d'ingénierie industrielle; là, une débauche de ressources et de main-d'œuvre exploitables à merci.

On pense avec émotion au prodigieux effort national qu'il a fallu fournir pour aboutir à cette révolution de la gastronomie de masse. Les subventions à l'agriculture, les travaux d'irrigation, les programmes de construction de voies rapides, tous ces grands chantiers dont le pays s'enorgueillit depuis quatre-vingts ans n'auraient-ils servi au bout du compte qu'à bâtir une nation d'usines à mangeaille, une route de Hillsborough à l'échelle d'un continent? Un tel élan collectif pour permettre à quelques-uns d'amasser des tonnes d'argent pendant que les autres s'échinent pour un salaire miteux?

(Lire la suite page 16.)

## Censeurs et scélérats

PAR SERGE HALIMI

LA LIBERTÉ d'expression n'existe que quand on l'applique aux propos qu'on réprime. Les atteintes à son principe survivent d'ailleurs très longtemps aux motifs qui les ont justifiées et aux gouvernants qui s'en sont emparés pour sévir. Le 25 octobre 2001, dans le climat de quasi-panique consécutif aux attentats meurtriers du 11 septembre, un seul sénateur américain, M. Russell Feingold, vota contre le Patriot Act, arsenal de dispositions liberticides que le prétexte du combat contre le terrorisme permit de faire adopter en bloc par les élus du Congrès. Treize ans et un président plus tard, ces mesures d'exception demeurent la loi des Etats-Unis.

On sait que les ministres de l'intérieur se soucient davantage d'ordre et de sécurité que de libertés. Chaque menace les encourage à exiger un nouvel attirail répressif qui rassemblera autour d'eux une population inquiète ou scandalisée. En janvier, la France a ainsi interdit à titre préventif plusieurs réunions et spectacles jugés contraires au « respect dû à la dignité de la personne humaine ». S'élevant contre les tirades antisémites de Dieudonné, qui « n'est plus un comique » et dont la démarche « ne relève plus de la création », M. Manuel Valls a menacé : « Je ne veux écarter aucune possibilité, y compris un durcissement de la loi (1). » Mais un Etat démocratique peut-il accepter sans frémir que le ministre de la police juge, ès qualités, l'humour et la création – y compris quand l'un et l'autre sont absents?

En juillet 1830, Charles X révoqua par ordonnance la liberté de la presse. Pour justifier le rétablissement du principe de la censure préalable, qui venait de se substituer au recours a posteriori devant les tribunaux, un des partisans du roi expliqua : « Lorsque la répression intervient, le dommage est commis;

loin de le réparer, la punition y ajoute le scandale du débat (2). » Le lendemain de l'ordonnance royale, les journaux furent toutefois publiés sans autorisation préalable, grâce à divers subterfuges. Le public se précipita pour les lire, les commenter. Et la révolution renversa le régime de Charles X.

Près de deux siècles plus tard, les révoltés, les parias et les scélérats disposent de dizaines de milliers d'abonnés à leur compte Twitter; YouTube leur permet de tenir meeting dans leur salon en dégoisant sur un canapé, face à une caméra. Une fois interdits certains spectacles et réunions publiques jugés « indignes de la personne humaine », faut-il donc également sanctionner la diffusion des mêmes messages par les réseaux sociaux? A coup sûr, ce serait conférer l'aura de victimes du « système » à des commerçants de la provocation. Et donner crédit à leurs accusations les plus paranoïaques.

Réagissant aux dernières initiatives de M. Valls, un ancien ministre socialiste s'est inquiété d'une « profonde régression qui tend à instaurer une sorte de régime préventif, voire de censure morale préalable à la liberté d'expression ». Et il a conclu, sans doute charitablement : « Dans cette affaire, l'émotion, la colère et la révolte contre l'infamie ont fait vaciller les meilleurs esprits (3). »

(1) Entretien à *Aujourd'hui en France*, Paris, 28 décembre 2013.

(2) Cité par Jean-Noël Jeanneney, *Les Grandes Heures de la presse qui ont fait l'histoire*, Flammarion, Paris, 2013, p. 28.

(3) « Jack Lang sur l'affaire Dieudonné : "La décision du Conseil d'Etat est une profonde régression" », *Le Monde*, 13 janvier 2014.

DICTATURE ET MARCHÉ

## La Corée du Nord se rêve en futur dragon

*Souvent, les dirigeants de la République populaire démocratique de Corée s'acharnent à ressembler à leur caricature, comme lors des récentes purges au sein du Parti du travail ou de l'essai nucléaire de l'an dernier. Mais derrière ces actions spectaculaires se dessine un nouveau paysage économique. Pour longtemps?*

PAR PATRICK MAURUS \*

UNE fois de plus, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a fait la « une » de l'actualité internationale. En décembre 2013, l'arrestation, en pleine réunion du Bureau politique, de l'oncle du dirigeant Kim Jong-un, puis son procès et son exécution, le tout en quatre jours, ont fait sensation. Né en 1946, et donc relativement jeune eu égard aux critères locaux, Jang Song-taek était souvent considéré comme le numéro deux du régime. Il aurait « perpétré des actes factieux », pouvait-on lire dans la presse locale. La nature du crime dont il était accusé n'a toujours pas été précisée, ce qui accrédite l'idée d'une condamnation politique. Certains commentateurs occidentaux ont fait de l'homme un mari volage; d'autres l'ont vu dévoré vivant par des chiens affamés... Le spécialiste de la Corée du Nord Bruce Cumings a raison de dire que la RPDC rend fous ceux qui en parlent.

Cette justice particulièrement expéditive et spectaculaire – des images de l'arrestation ont été montrées à la télévision – pourrait laisser penser que rien n'a bougé dans l'appareil judiciaire nord-coréen. Pourtant, si les accusés continuent à être stigmatisés par leur propre avocat, lequel remercie en général la cour pour la sentence prononcée, il semble que l'on n'interne plus sans procès. En octo-

bre 2013, plusieurs tribunaux étaient « en travaux », c'est-à-dire en attente de réécriture du droit. Plus déterminante encore est sans doute la fermeture, signalée par l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, de deux des six camps d'internement les plus importants.

Contrairement aux idées reçues, le régime n'est pas un bloc granitique. Mieux vaudrait parler d'une « polycratie monolithique », expression barbare pour désigner à la fois le délitement de l'Etat, incapable de nourrir la population pendant la crise des années 1990, le maintien de la forteresse militaire, l'émergence d'autoentrepreneurs et de zones économiques spéciales, ainsi que les conflits entre organismes publics.

Le délitement de l'Etat n'est pas son dépérissement. Il s'agit plutôt d'une dégénérescence des pouvoirs publics, à commencer par l'organisme chargé de la distribution de nourriture à 60 % de la population au cours des années de crise économique et de famine. Localement baptisée la « dure marche », celle-ci a duré de 1995 à 1997 et tué, selon les estimations, entre 3 et 10 % de la population. Le pouvoir, si tant est qu'il ait vraiment été populaire auparavant, a alors fait la preuve de son incapacité, quelque cinquante ans après sa mise en place, à répondre aux besoins élémentaires du peuple.

\* Professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), auteur de *La Corée dans ses fables*, Actes Sud, Arles, 2010.

(Lire la suite page 20.)

Des anti-dreyfusards à la Manif pour tous, l'histoire des rapports ambigus entre les droites et les manifestations de rue



224 pages, 18 €

www.editionsladeouverte.fr

M 02136 - 719 - F: 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 200 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$C, Espagne: 5,50 €, Etats-Unis: 7,50 \$US, Grande-Bretagne: 4,50 £, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 30 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.



INDIVIDUS, CLASSES, COMMUNAUTÉS

# Crises d'identités

*Selon le dictionnaire Larousse, l'identité désigne le « caractère permanent et fondamental » d'une personne ou d'un groupe. Or il n'est pas inhabituel aujourd'hui de considérer que nous avons des identités plurielles, produites par l'histoire, les rencontres, la multiplicité des liens que nous tissons. Que signifie alors cette notion paradoxale, tant pour l'individu que pour la collectivité au sein de laquelle il s'exprime ?*

PAR VINCENT DESCOMBES \*

Il ne faut pas, dit-on, discuter des mots, mais plutôt des choses. Sans doute, mais il arrive que nous ne sachions pas bien quelles choses désignent les mots que nous employons. Ainsi du mot « identité » : il surgit dans toutes sortes de controverses, qu'elles portent sur l'identité nationale, l'identité juive, l'identité communiste, les identités sexuelles, etc. C'est bien sûr dans les adjectifs qualifiant à chaque fois l'identité que se cache l'enjeu de ces débats.

Or à quoi servent ces qualifications ? À définir le groupe dont tel individu peut se réclamer, groupe dès lors identifiable au titre d'une identité collective, bref à répondre à la question : « Qui sommes-nous, une nation, un peuple, un parti, etc. ? » Ou bien à multiplier les points de vue sur qui je suis, me dotant ainsi d'une identité plurielle, qui répondrait à la question : « Qui suis-je, moi en particulier ? »

Longtemps, on n'a parlé d'identité que pour désigner l'objet d'un « jugement d'identité », donc le fait de poser par exemple qu'une personne est bien celle qu'elle dit être, ou celle que nous cherchons sous tel nom, ou encore que deux noms désignent une seule et même chose (« lac Léman » = « lac de Genève »). Aujourd'hui, cette notion a souvent une autre acception. Venue des sciences sociales américaines,

elle est entrée dans le sens commun contemporain sur fond d'*identity politics* (en français, on dira plutôt « communautarisme »). Elle postule le droit pour chacun à la reconnaissance de son appartenance à telle ou telle communauté au sein de la société globale, ainsi qu'à l'expression de cette appartenance. L'identité renvoie alors à l'idée d'une politique identitaire, où les choix de l'électeur sont censés devoir découler de sa communauté d'origine, plutôt que de ses opinions personnelles de citoyen. Ce qui ne va pas sans poser quelques questions.

Car s'il est entendu qu'il importe de défendre la diversité, la liberté pour chacun d'être lui-même, il est moins facile de savoir qui en est le vrai défenseur. Celui qui affirme le droit d'une minorité à conserver ses pratiques coutumières (par exemple des particularismes de costume, de régime alimentaire, de calendrier, etc.) ? Ou celui qui estime qu'attribuer une identité collective à une population, c'est oublier qu'elle est composée d'individus qui n'accepteront pas toujours qu'on les tienne pour les représentants tous semblables d'une même « identité » – comme si le fait que je sois citoyen français m'imposait le devoir de me conformer à divers stéréotypes définissant pour certains le vrai Français, l'essence rare de la francité.

## Un problème de « cumul des mandats »

On croit souvent qu'il est possible de se tirer de cet embarras conceptuel par une solution dilatoire : les identités collectives existent, il faut donc les reconnaître, à condition de préciser qu'elles ne sauraient réduire l'individualité de chacun, sa réponse à « Qui suis-je ? ». Car l'identité personnelle serait toujours plurielle, et plutôt deux fois qu'une. Une première fois, parce qu'à tout instant de ma vie je me reconnais toutes sortes de liens avec d'autres individus et tire de ces liens un sens de moi-même aussi multiple que le sont mes appartenances. Une seconde fois parce que, tout au long de mon existence, je ne cesse de me transformer, de sorte que mon identité personnelle ne saurait être figée dans une définition immuable. Il n'y aurait donc pas de conflit entre l'affirmation d'une identité collective et celle de l'identité personnelle.

Toutefois, l'inconvénient du concept d'identité plurielle, c'est qu'assez vite on ne sait plus de quoi l'on parle... On se figure qu'il est facile d'avoir plusieurs identités, parce qu'on croit que ce serait comme avoir plusieurs cartes de visite. Pourtant, si toutes ces cartes sont les miennes, elles ne présentent qu'une seule et même personne. Les théories dites « constructivistes » soulignent qu'il ne faut pas immobiliser l'identité de quelqu'un, sous prétexte que chacun est un être vivant et historique, donc toujours engagé dans un métabolisme vital et existentiel avec son milieu. Elles nous invitent donc à concevoir nos identités comme susceptibles de changer. Mais la question demeure : comment mon identité pourrait-elle changer sans que je sois moi-même changé en quelqu'un d'autre ? Et si j'ai cédé la place à quelqu'un d'autre, où trouve-t-on dans cette affaire *mon* identité, celle qui doit permettre de dire que c'est bien moi qui ne cesse de changer du début à la fin ?

Assurément, nous avons des occupations et des responsabilités multiples, des allégeances variées à des causes distinctes, plusieurs communautés que nous pouvons identifier comme nôtres. Or cette pluralité

d'appartenances peut entraîner des conflits entre les demandes qui nous sont adressées.

À qui donner la priorité, voire l'exclusivité, de nos énergies ? Ces liens collectifs et ces adhésions demandent un engagement, ce qui pose alors un problème du type « cumul des mandats » : il est matériellement impossible à une seule et même personne d'assumer les responsabilités de plusieurs. L'individu ainsi tiraillé dans plusieurs directions connaîtra alors une « crise d'identité » – pour reprendre le terme du psychanalyste Erik Erikson, inventeur de cette notion. Il sera frappé d'indécision et privé de son avenir. De cette crise, il ne pourra sortir que s'il parvient à redéfinir ses liens d'allégeance de façon à ce qu'ils n'exigent plus de lui une impossible pluralisation de lui-même.

Où est donc l'identité dans ces liens multiples ? Si nous savons ce que veut dire le mot quand il s'agit de s'assurer par exemple que nous parlons bien de la même personne – « Vous dites que Poincaré est né à Nancy, mais s'agit-il d'Henri (auquel cas c'est exact) ou de Raymond (auquel cas c'est faux) ? » –, pouvons-nous expliquer ce qu'il signifie lorsque nous le rencontrons dans des déclarations du genre : « Ils veulent parler leur langue, cela fait partie pour eux de leur identité », ou : « Notre quatuor à cordes connaît ces jours-ci une crise d'identité » ?

Quand, sur une fiche d'identité, on doit cocher l'une des deux cases « M » ou « F », la réponse identifie le sexe, pas la personne : la moitié de l'humanité donne la même réponse. De même, l'identité religieuse éventuelle est celle de la confession dont on se réclame. Il en va ici comme de l'identité bancaire. Votre relevé d'identité bancaire identifie le compte que vous avez dans telle banque, pas votre personne. Par conséquent, la diversité des « identités » qualifiées que l'on mentionne en faisant son autoportrait n'affecte en rien notre propre individualité. Elles ne font pas de nous plusieurs personnes en un seul corps, puisque ce n'est pas nous qu'elles identifient. Elles ne constituent pas une identité



MARION SELLENET.  
– « Sans titre », 2013

plurielle, mais renvoie à des identités collectives, que l'on doit distinguer. Ce qui est souvent refusé par la philosophie sociale contemporaine quand elle reproduit l'idéologie politique individualiste dominante, qu'elle privilégie le discours lénifiant et équivoque de l'identité plurielle, invitant à interioriser la diversité du monde (une seule identité, c'est le fanatisme ou l'intégrisme) et à considérer tous les changements (y compris économiques) comme le signe de la vie, auquel répondre par une nouvelle diversification de nos intérêts... L'enjeu est majeur. Car dissoudre le rapport à des identités collectives en une « identité plurielle » a des incidences considérables, tant sur le plan individuel que politique.

Certains, comme Margaret Thatcher, sont prêts à soutenir que les sociétés humaines n'existent pas. On connaît son mot fameux : « *La "société", ça n'existe pas. Il y a des individus, hommes et femmes, et il y a des familles.* » (« *There is no such thing as society. There are individual men and women, and there are families.* ») Pourtant, la même Thatcher ne se privait pas de faire valoir les intérêts de son pays lors des négociations européennes de 1979 (« *Je veux mon argent* » ; « *I want my money back* ») ou sur la scène internationale. Il est facile de professer en pure théorie l'individualisme sociologique le plus strict, mais vient le moment où l'on doit bien réintroduire le collectif qu'on avait pourtant déclaré inexistant et mystifiant... Dire que les sociétés humaines ont une identité, ce n'est pas dire qu'elles sont formées d'éléments qui se ressemblent ou croient se ressembler, mais seulement que chacune existe distinctement, qu'on peut se référer à elle en la distinguant des autres du même genre. On peut même leur donner des noms : le quatuor Modigliani, le régiment de Sambre-et-Meuse, les Etats-Unis d'Amérique, etc. De même, dès qu'un groupe humain porte un nom, il peut être considéré dans son histoire. Le nommer, c'est le tenir pour une entité historique, le même groupe, hier et aujourd'hui.

Mais comment concevoir qu'une société parvienne à traverser les siècles, immuable, inaltérable, toujours semblable à elle-même ? Nous reconnaissons ici un problème classique de la philosophie ancienne que l'on retrouve dans la philosophie analytique contemporaine avec l'idée des critères d'identité. Les réalités de ce monde n'ont pas les mêmes critères d'identité. Il y a des critères d'identité propres au diamant ou au granit. Mais est-ce parce qu'une société parvient à traverser les siècles sans changer en rien qu'elle se maintient dans l'existence ? C'est tout le contraire. Une cité, expliquait déjà Aristote, ressemble à un fleuve. Tout comme un fleuve persiste dans l'existence parce qu'il ne cesse de renouveler ses eaux, une cité perdure parce qu'elle ne cesse de se renouveler – dans sa composition (avec la suite des générations), dans son fonctionnement interne et dans son ajustement au milieu ambiant. Nous avons des critères d'identité (géographiques) pour ce que nous appelons « le même fleuve ». Il en va de même pour les divers types de société. Le critère d'identité pour « la même cité », c'est-à-dire une communauté politique, réside, toujours selon Aristote, dans la transmission des lois et des mœurs.

Mais ce critère d'identité, quand il s'agit de nos sociétés, à qui revient-il de l'appliquer et d'en décider ? La clé du discours contemporain sur les identités collectives tient dans le passage à la première personne du pluriel, au « nous ». De même que je peux me présenter, donner les éléments de ma biographie qui me semblent indissociables de ma personne, de même les groupes humains se présentent les uns aux autres. Il appartient à chacun de dire ce qui, dans les éléments de son autoportrait, lui apparaît comme une partie constitutive de sa personne : ce à quoi lui demander de renoncer – un costume, une langue, un rituel – serait lui demander de renoncer à être lui-même, de faire comme s'il était quelqu'un d'autre, et en quelque sorte de se dédoubler, avec un personnage extérieur pour la galerie et une personnalité intime, dissimulée aux autres.

De même, un groupe possède une identité collective si ses membres ont les formes de langage qui leur permettent de dire au monde : nous existons en tant que groupe (qu'il s'agisse d'un village, d'une entreprise, d'une troupe de théâtre ou d'une nation). Leur identité collective est à chercher dans les moments où les membres d'une société disent « qui ils sont ». Ils ne le disent pas forcément dans une déclaration articulée, dans des phrases, mais dans leurs monuments – montrant ce qu'ils honorent –, dans leurs cérémonies et leurs liturgies – où ils mettent en scène l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes –, dans leurs institutions pédagogiques – où ils décident de ce qu'ils veulent transmettre.

## La question du bien de la cité

EFFECTIVEMENT, pour qu'il y ait démocratie, il faut que chacun soit libre d'avoir et d'affirmer son opinion, même si elle est dissidente. Plus généralement, la démocratie telle que nous l'entendons s'accompagne d'un élargissement des libertés individuelles, et doit accepter le désaccord et le conflit. Mais désaccord et conflit sur quoi ? Sur le gouvernement de la cité. Tant que ces mots ne sont pas prononcés, la définition de la démocratie reste apolitique. Pour qu'elle soit politique, il faut qu'y intervienne la question d'un bien propre de la cité. C'est sur ce point précis que la démocratie réclame le débat et permet le conflit des opinions : qu'il y ait un bien propre pour notre société et que la seule justification d'un gouvernement soit de le prendre en charge, c'est là le principe même d'une communauté politique.

Le groupe s'exprime, oui, mais pour dire quoi ? Pour se prononcer sur ce qu'il juge être son bien propre. Qu'un groupe puisse avoir un bien propre – qu'on l'appelle « bien commun » ou « intérêt général » –, cela n'est pas contestable, sinon par des ultras de l'individualisme sociologique. Il y a des décisions qui seront bénéfiques pour tel groupe et d'autres qu'elles feront souffrir. Et c'est ainsi qu'on en vient à la question politique : un groupe peut-il s'occuper lui-même de son bien propre ? Est-il capable de se gouverner lui-même ? Est-il possible à un citoyen de ce groupe de demander : « Que ferons-nous ? » Sans identité collective, pas de « nous », ce qui veut dire, en termes politiques, pas d'exercice démocratique de la souveraineté, puisqu'une telle forme de gouvernement suppose que chaque citoyen puisse élargir son « moi, je » en un « nous », sujet de la volonté générale.

Cette définition de la démocratie suscite souvent de nos jours une grave objection. La référence à un « nous » de la communauté politique, qui semble exiger une unanimité des citoyens, paraît à la fois impossible en pratique et indésirable en principe. Car si la démocratie, c'est l'acceptation des désaccords, la liberté pour chacun de s'exprimer, le respect des opinions qu'on ne partage pas, l'invocation d'un « nous » relèverait dès lors d'une obsession jacobine pour l'unité d'un corps politique qui devrait toujours parler d'une seule voix. Il faudrait donc chercher à concevoir la démocratie sans le « nous », sans l'expression collective d'un *demos*.

L'humain d'aujourd'hui interprète son droit à l'émancipation comme un droit à définir lui-même son identité telle qu'il la conçoit, ce qui le conduit à y inclure des liens sociaux qui ne doivent rien à un contrat social. Il se sert de l'idiome identitaire pour faire un pas en direction d'une réconciliation avec sa propre humanité. Quant au « nous » de la volonté générale, il exprime l'identité de notre corps politique, son désir d'exister et de se perpétuer. Avoir une identité collective, cela veut dire avoir une histoire et se soucier d'un avenir : ce n'est pas se trouver dans tel ou tel état particulier, par exemple d'indivision et de cohésion. Ainsi, le commencement de la sagesse conceptuelle, en cette matière, est de cesser de confondre l'identité (qui permet de poser la question : « Que ferons-nous ? ») avec l'unité (qui supposerait que les réponses s'accordent toutes)...

\* Philosophe. Auteur de l'ouvrage *Les Embarras de l'identité*, Gallimard, coll. « NRF Essais », Paris, 2013.



**ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ DU MONDE DIPLOMATIQUE DEPUIS SA CRÉATION**

**60 années d'archives  
plus de 700 numéros du journal  
plus de 400 cartes  
plus de 50 000 documents  
accessibles en ligne grâce  
à un puissant moteur de recherche**

**Abonnez-vous !**

**[www.monde-diplomatique.fr/archives](http://www.monde-diplomatique.fr/archives)**

UNE RATIONALISATION AGRICOLE À MARCHÉ FORCÉE

# Evangelistes de Bruxelles dans les campagnes roumaines

Des millions de Roumains vivent de l'agriculture de subsistance. Au nom de la compétitivité, l'Union européenne a décidé d'y mettre un terme. Rappelant des temps anciens, des « agents d'européanisation » parcourent le pays. Loin de leurs spots publicitaires, la population, qui subit l'austérité imposée par les institutions internationales, fait de la résistance.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
PIERRE SOUCHON \*

DÉTECTEUR de radar sur le qui-vive dès la sortie de Bucarest, la voiture du ministère de l'agriculture fonce à travers la campagne. Au pied des Carpates, l'américain Pioneer signale par de discrets piquets son maïs génétiquement modifié. Squelettes d'industrie lourde, des colosses d'acier étalent leur abandon au milieu de centaines d'hectares plantés de céréales Agro Invest : le géant roumain de l'agro-alimentaire affiche sur d'immenses panneaux publicitaires son récent appétit de conquête du *tcher-noziom*, ces terres noires les plus fertiles d'Europe. « *Regardez!* », s'exclame M. Gabriel Garban, directeur de la communication de l'Agence de paiement pour le développement rural et la pêche. « *C'est vous!* » En bordure de route nationale, une usine Michelin rutilante déploie ses cheminées. Un peu plus loin, un faucon crécerelle couve d'un œil perçant un paysan septuagénaire assis dans les herbes folles. Un livre à la main, sa faux posée au sol, l'homme relève la tête pour surveiller son unique vache. « *Il se cultive...* », poétesse M. Garban – et l'on songe alors au célèbre mot de Lucian Blaga, philosophe roumain : « *L'éternité est née à la campagne.* »

En rejoignant Sercaia, dans le centre du pays, il semble que l'éternité ait donné un sérieux coup d'accélérateur. « *La caravane du Programme national de développement rural* [PNDR] *vient dans ton village!* », annonce une affiche placardée sur la porte de la mairie. Dans le stade de football municipal, six « agents d'européanisation » en uniforme bleu entament sous une tente la diffusion d'un Power-Point présentant un « *projet de financement d'une étable* ». La Roumanie bénéficie depuis 2007 du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), qui cofinance l'initiative : il s'agit de convertir en « *entrepreneurs potentiels* » les trois millions et demi de Roumains qui vivent sur moins d'un hectare de l'agriculture de subsistance. La proportion de paysans atteint ici un record européen : 30 % de la population active, contre 28 % en 1989. Après la chute du communisme, la contraction du secteur industriel a provoqué un « retour à la terre » : souvent divisées, les propriétés occupent deux hectares en moyenne, contre cinquante-cinq en France.

« *Le paysan que nous avons croisé est à l'image de l'agriculture roumaine : il n'est pas compétitif, peste M. Garban. Comment se lancer sur le marché européen avec cinq litres de lait par personne ?* » Réponse : en assistant à la projection du PNDR, comme la trentaine d'habitants de Sercaia présents. « *C'est très important de convaincre les leaders d'opinion. Ici, le pope et l'instituteur sont venus* », se félicite M<sup>me</sup> Catalina Musat, collègue de M. Garban. Sur l'écran défilent les « *objectifs opérationnels économique-financiers* » qui devraient permettre à un agriculteur de produire « *vingt-quatre mille kilogrammes de tomates pendant cinq ans* », pour un « *investissement de 23 754 euros, dont 7 400 euros d'aides publiques non remboursables* ». M<sup>me</sup> Musat précise : « *Les petits paysans ne sont pas les bénéficiaires potentiels. Nous nous adressons plutôt aux personnes qui veulent monter un business.* »

M. Alexandru Stramtu est de ceux-là. Cet ingénieur agronome de 31 ans nous fait visiter

tambour battant sa jeune plantation de myrtilles biologiques. L'Union européenne a financé le projet pour moitié, à hauteur de 300 000 euros ; le reste est demeuré à sa charge. « *Je me suis endetté, mais mon affaire marche bien. Je vends tout à une société portugaise, qui exporte mes myrtilles en Allemagne, au Chili... Quelquefois, je retrouve même mes fruits ici!* »

– Ces transports dans le monde entier, ça n'est pas très écologique, pour une production bio ?

– Franchement, je m'en fous complètement. »

## Au supermarché, des pommes de terre italiennes, allemandes...

Le lendemain, à l'orée de Barla, dans le sud de la Roumanie, M. Hadi Khoury nous prend par le bras : « *Bienvenue dans ma ferme! Tu veux bien enfilier ça ?* » Pour éviter de contaminer les cent vingt mille poules qui occupent les quatre bâtiments d'une ancienne coopérative agricole de production (1), M. Khoury, président-directeur général libanais trentenaire du groupe Haditon, nous revêt d'une combinaison blanche. Associé à douze autres industriels originaires en majorité du Proche-Orient, il produit un quart des œufs consommés en Roumanie : « *Si tu n'as pas le tampon de l'Union européenne, les banques ne te regardent même pas. Si tu l'as, ce sont elles qui viennent à toi!* » Le Feader a ainsi contribué à rénover la ferme de M. Khoury pour 1 million d'euros. « *La Roumanie, c'est génial, se réjouit le jeune investisseur. Les ex-bâtiments communistes ne m'ont presque rien coûté, je paye mes vingt-cinq employés une misère, et les subventions européennes sont importantes. Le problème, c'est les Polonais.* »

– Ils vous font de la concurrence ?

– Déloyale. Ils n'ont pas les mêmes normes sanitaires, et ils sont plus subventionnés que nous. C'est le souci avec l'Europe : pour la modernisation, l'argent, c'est parfait, mais on est tous en compétition. »

Député de la circonscription et ancien secrétaire d'Etat à la justice, M. Theodor Nicolescu commente : « *La réussite de Hadi est un exemple pour nous tous. Grâce à l'Union européenne, nous devenons compétitifs, et nous créons les conditions pour que le marché libre fonctionne et guide le comportement des gens.* »

Le soir, nous occupons une chambre de soixante mètres carrés agrémentée d'une salle de bains en marbre dans une pension touristique déserte ouverte avec le soutien du Feader. Autour d'un verre, M. Garban et M<sup>me</sup> Musat évoquent leurs parents physiciens et stylistes de mode, que leur vie citadine a conduits à abandonner les terres ancestrales. Pourtant, la *gospodarie* (propriété familiale) reste dans le pays une unité fondamentale d'organisation sociale. Maison, cour, dépendances et lopin jardiné : le chauffeur du ministère, M. Ion Neagu, explique de son côté qu'il a loué les trois hectares parentaux à un agriculteur qui les exploite en



GEORGES BARTOLI. – Corvée de bois pour la forge de la communauté tzigane de Garda de Sus, 2006

association (2) et lui paye un loyer. « *Mieux vaut mendier à Paris que de travailler la terre...* » L'assertion fait bondir le cuisinier de l'hôtel : « *Moi, je cultive ma gospodarie. J'ai mes cochons, mes poules, mes vaches. Sans ça, comment je m'en sortirais, avec mon boulot saisonnier ?* » Si la jeune serveuse est ravie de profiter de la *gospodarie* de ses parents, elle ne prendrait elle-même une bêche pour rien au monde : « *Je tiens trop à mon dos.* » M. Neagu désire en revanche finir ses jours dans la ferme ancestrale, car « *là est [son] cœur* »... Insensiblement, le rapport au travail de la terre se modifie : sa dévaluation au sein des familles accélère le processus d'abandon des cultures autarciques (3).

Lorsque, à trois cents kilomètres de là, bien loin de la caravane publicitaire du PNDR, M. Teodor Vingarzan assure faire de l'agriculture de subsistance sur cinquante hectares, on peine à le croire. « *Viens avec moi* », nous invite son fils Lucian dans la cour. Cet ingénieur de 34 ans est resté sur le domaine familial de Vintu de Jos, préférant l'entretenir plutôt que, dans le meilleur des cas, « *gagner 300 euros en ville* ». Dans son étable, le jeune homme nous présente ses trois vaches. Il trait la doyenne et nous tend un bol de lait chaud : « *Voilà la modernisation!* », plaisante-t-il en rinçant le bol au robinet planté dans le mur. « *Nous avons l'eau courante depuis peu!* » Les Vingarzan utilisent le fumier de leurs animaux pour fertiliser leurs céréales, qu'ils destinent uniquement à la consommation de leurs bovins : « *En fin d'année, il nous reste un cochon pour Noël, notre lait et nos œufs.* »

Les responsables de cette autosubsistance subie, de ce travail d'« esclaves » ? « *C'est cette saleté d'Union européenne, tempête le père, dont le fils cadet s'est exilé aux Etats-Unis faute de travail. Nos produits locaux sont excellents, tout est bio... Mais les produits de l'Europe de l'Ouest nous écrasent! Ils sont beaucoup plus subventionnés, mécanisés, et donc infiniment moins chers que les nôtres. Je produis tout, ici, et je ne peux rien vendre. Allez faire un tour au supermarché : les pommes de terre sont italiennes, allemandes, françaises...* » M. Vingarzan y avait cru, pourtant : dans les semaines qui avaient suivi la chute de Nicolae Ceausescu, fin 1989, il avait voyagé à l'Ouest. Ses visites des modernes exploitations belges, françaises et autrichiennes l'avaient convaincu : il allait agrandir les terres familiales enfin redistribuées, acheter du matériel, prospérer. « *J'ai été trahi...* »

Contre toute attente, M. Achim Irimescu, secrétaire d'Etat à l'agriculture, voit un avantage majeur à cette agriculture de subsistance : « *Elle joue un rôle social très important, nous assure-t-il dans son bureau bucarestois. C'est une masse de gens qui ne sont pas chômeurs et qui survivent sans demander d'aides à notre gouvernement.* » Néanmoins, ce dirigeant du Parti conservateur désire « *les réintégrer au marché et les rendre compétitifs grâce aux programmes d'aides de l'Union européenne pour les petites exploitations* » : « *Ceux qui ne feront pas les démarches disparaîtront, car la majorité sont des paysans âgés sans repreneurs. C'est la solution naturelle.* » Pourtant, lorsqu'il détaille le train de mesures mis en place – relèvement du seuil des

surfaces permettant de percevoir des fonds, investissements conditionnés à la seule dynamique d'accumulation foncière –, en faisant valoir que cet arsenal législatif a déjà entraîné la perte de « *trois cent mille bénéficiaires de paiements directs* », ce processus semble nettement moins « naturel »...

Le leitmotiv de la « compétitivité » est repris en chœur, comme ce fut le cas en France à partir des années 1960 (4), par l'encadrement technico-économique des agriculteurs. Ainsi, M<sup>me</sup> Cristina Pocol, docteure en économie rurale de l'université des sciences agricoles de Cluj-Napoca, énumère en un long réquisitoire les « *handicaps roumains* » : parcelles morcelées, faible productivité, mécanisation à peine entamée... Elle cite en exemple une pommeraie aperçue à la télévision : « *La surface est immense, tout est informatisé : les produits sont compétitifs. C'est cette voie que nous devons suivre.* »

## Un miel trop cher pour le pouvoir d'achat local

Convaincu par ses voyages en Chine et en Allemagne, M. Tiberiu Biris s'y est essayé. Il a mis sur pied à Blaj une coopérative de production apicole. Réunissant deux cents producteurs autour d'une technologie dernier cri, celle-ci conditionne aujourd'hui quatre cents tonnes de miel par an. Dont la quasi-totalité est exportée. « *Le miel roumain ne peut pas être consommé par les Roumains*, regrette M. Teodor Parau, propriétaire de deux cents ruches. *Nous produisons trop cher pour notre pouvoir d'achat. Donc ce sont de grands importateurs de l'Ouest qui l'achètent.* » Les intermédiaires tirent tellement les prix à la baisse que M. Biris redoute de « *devoir bientôt fermer la coopérative* ». Pourtant, nul doute que le miel du pays est « compétitif » : au kilo, il est environ deux fois moins cher que celui d'Europe de l'Ouest...

Le paradoxe du libéralisme agraire tient en deux propositions : l'agriculture roumaine gagne des parts de marché à l'étranger, mais elle est incapable de nourrir le pays – 70 % des produits consommés sont importés. Poussée par l'Union européenne, cette concurrence libre et très faussée a favorisé l'essor d'une agriculture de rente : en une dizaine d'années, près d'un million d'hectares, soit 6,5 % de la surface

(1) Structures étatiques, les *cooperative agricole de productie* furent démembrées par la loi foncière de 1991, notamment à travers la liquidation de leurs actifs.

(2) Promulguée en 1991 pour contrecarrer le morcellement du paysage agricole à la suite de la décollectivisation, la loi sur les sociétés agricoles rend possibles plusieurs formes d'association : les sociétés commerciales, les associations familiales et les « sociétés agricoles », entités juridiques reconnues constituées d'un nombre variable d'associés.

(3) Cf. Patrick Champagne, *L'Héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française, 1950-2000*, Seuil, coll. « Points Essais », Paris, 2002.

(4) Pour une brève synthèse de ces discours, cf. François Colson, « Le développement agricole face à la diversité de l'agriculture française », *Economie rurale*, n° 172, Paris, 1986.

agricole utile (5), sont passés sous le contrôle d'investisseurs étrangers. Le mouvement de concentration se poursuit, dopé par les subventions communautaires, la modicité des prix du foncier et le faible coût du travail. Fin 2013, le gouvernement a introduit un projet de loi libéralisant totalement l'achat de terres. Il y a un an, le ministre de l'agriculture, M. Daniel Constantin, avait dû se justifier d'avoir emprunté plusieurs centaines de milliers d'euros à l'un des principaux propriétaires de fermes industrielles du pays (6). Il est vrai que deux de ses prédécesseurs, MM. Valeriu Tabara et Stelian Fui, étaient d'anciens salariés de la multinationale Monsanto...

Les conflits d'intérêts sont patents et la ligne politique est claire : en contrepartie de deux accords signés avec le Fonds monétaire international (FMI) en 2009 et en 2011, Bucarest a supprimé deux cent mille emplois publics, amputé d'un quart les salaires des fonctionnaires et augmenté la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de cinq points, à 24 % (7). Le marché du travail, qui propose le plus souvent des contrats mal rémunérés, avec une protection sociale faible, pousse les Roumains à l'émigration : en 2007, environ 12 % d'entre eux travaillaient à l'étranger, la plupart occupant des emplois faiblement qualifiés (8).

## « Même Ceausescu ne l'aurait pas rêvé ! »

Comme si de rien n'était, la politique agricole commune (PAC) apporte au pays exactement les mêmes instruments que ceux adoptés par l'Europe de l'Ouest dans les années 1960. Mais, à cette époque, la question de l'autosuffisance était réglée et le marché du travail absorbait la main-d'œuvre peu diplômée en provenance des campagnes, qui connaissaient souvent des trajectoires d'ascension sociale urbaine. Dans la Roumanie du XXI<sup>e</sup> siècle, la dynamique contractuelle proposée par la caravane du PNDR – les paysans doivent, sur leur initiative individuelle, s'adresser à une instance qui finance un projet économique – entraîne un renforcement des inégalités déjà consacrées entre régions de grandes et petites cultures, entre paysannerie de subsistance et entrepreneurs industriels mieux à même de solliciter les fonds européens (9). Et qu'importe si les campagnes roumaines ont déjà vu défiler leurs prophètes des « bonnes pratiques » : dès 1948, la direction de la propagande et de l'agitation du Parti communiste faisait circuler dans le pays une « caravane cinématographique ». Ce dispositif itinérant proposait des films soviétiques puis nationaux vantant les mérites de la collectivisation (10)...



GEORGES BARTOLI. – Puisage de l'eau dans une ferme près de Miresu Mare, 2006

« *Je suis tellement triste de les tuer...* » Professeure d'histoire de la musique au lycée d'Alba Iulia, M<sup>me</sup> Cezara Fit contemple dans son jardin les cadavres d'une trentaine de poules fraîchement égorgées. Son mari, M. Iosif Fit, membre de l'Union nationale des compositeurs roumains, dispose sur la table les produits maison : tomates, concombres, vin rouge et *tuika* (eau-de-vie de prune). « *Sur le marché, les excellents légumes locaux vendus par de vieilles dames sont hors de prix, déplore M<sup>me</sup> Fit. Dans les grandes surfaces, c'est abordable, mais les produits viennent de loin et sont bourrés de chimie.* » Le couple vient donc de se convertir aux vertus de l'élevage, qui profite aussi à l'une de ses filles, enseignante également : ses 180 euros de salaire mensuel ne lui permettent pas de payer ses factures... L'austérité imposée par les institutions internationales encourage en dernier ressort l'auto-subsistance – en Grèce, depuis les plans d'« aide » du FMI, des dizaines de milliers de citoyens effectuent un retour à la terre remarqué (11). Les compositeurs et les enseignants travaillant aux champs : « *Même Ceausescu ne l'aurait pas rêvé!* », rigole M. Fit.

Dégouté par une classe politique « *pourrie* », il n'entrevoit qu'un « *choc à la Malthus* » pour sortir de l'ornière : « *Une grande catastrophe mondiale entraînerait deux ou trois milliards de morts. Ceux qui s'en sortiraient reconstruiraient sur des principes plus moraux.* » Pour les mêmes raisons, M. Vingarzan souhaite de son côté un « *retour à la royauté* ». Militants à EcoRuralis, unique association roumaine de défense de la petite paysannerie, M<sup>me</sup> Ramona Dominicioiu et M. Attila Szocs tentent de... lever des

fonds pour préserver des graines de tomates, et rejettent en bloc « *les politiques, tous corrompus* ».

Condamnée par tous, jusqu'au chef de l'Etat Traian Basescu, qui en a fait l'un de ses chevaux de bataille, la corruption empêche d'entrevoir dans la gestion publique une éventuelle solution aux problèmes du pays. Mieux : elle masque les politiques conduites, réduites à l'unique objectif de l'enrichissement personnel. Si la Commission européenne tance effectivement de temps à autre Bucarest pour son utilisation des fonds communautaires, elle ne se méprend pas sur le cap tenu : « *L'adhésion à l'Union*



GEORGES BARTOLI. – Un vieux tracteur sert à moudre le grain pour le bétail, Miresu Mare, 2006

# La politique agricole commune rebat les cartes à l'Est

PAR MARIUS GARRIGUE  
ET CLIO  
RANDIMBIVOLOLONA \*

APRÈS un premier refus du Parlement, en janvier 2013, les autorités européennes ont trouvé un accord sur le budget 2014-2020, dont dépend la politique agricole commune (PAC). L'enveloppe sera donc de 373 milliards d'euros, soit 12 % de moins que pour 2007-2013. Mais, plus que le montant du budget communautaire, c'est le nouveau modèle de répartition entre les Vingt-Huit qui est significatif. L'intention de l'Union est de rééquilibrer les aides entre les membres les plus anciens et ceux, principalement de l'est du continent, entrés après 2003 (1). In fine, tous devront atteindre un financement minimum de 196 euros par hectare en 2020.

Moins de budget, plus de partage. Selon M. Alexandre Martinez, attaché agricole à l'ambassade de France en Pologne, cette évolution permettra aux agriculteurs polonais de percevoir des aides directes d'environ 185 euros par hectare les premières années, soit 80 % de la moyenne européenne. Ils espèrent même « *arriver à 240 euros par hectare à moyen terme* », confie le diplomate français.

Ce soutien devrait permettre d'« *améliorer la compétitivité* » d'une agriculture locale en plein essor. « *La Pologne exporte de plus en plus de produits laitiers vers la Russie, l'Union européenne et la Turquie* », confirme M. Martinez ; autant

de marchés que privilégie la France. « *Et ils sont bien plus compétitifs que nous. Ici, il n'y a pratiquement pas de fiscalité, et la main-d'œuvre est bon marché.* » M. Piotr Doligalski, éleveur de vaches laitières dans la région de Kowrozie, témoigne : « *Neuf ans après l'adhésion, nous prouvons que la Pologne n'est pas submergée par les productions de l'ouest de l'Union. C'est même le contraire.* »

Pourtant, la partie n'était pas gagnée d'avance. « *Après la chute du Mur, les petites exploitations polonaises ont fondu à grande allure* », se souvient M. Guillaume Roué, président de l'Interprofession nationale porcine (Inaporc) française. L'agriculture paysanne fondée sur la productivité du travail s'est retrouvée face à une agriculture occidentale intensive reposant sur la productivité du capital (2). L'entrée dans une économie de marché et la chute des prix ont eu raison des paysans les plus démunis. « *En huit ans, nous avons perdu trois cent mille exploitations. La majorité d'entre elles faisaient moins de cinq hectares* », soulignait en 2012 M. Marek Sawicki, ancien ministre de l'agriculture polonais. Au moment de leur adhésion, les pays de l'Est suspendaient leurs exportations pour cause de non-conformité aux normes européennes, tandis qu'à l'Ouest les exportateurs se frottaient les mains, car « *les produits agricoles occidentaux très subventionnés déferlaient en Pologne* ».

La Pologne a en effet dû s'adapter : bétonnage du sol des fermes, analyse microbiologique de l'eau, stockage du lait dans une pièce prévue à cet effet... Bien que des aides spécifiques aient été mises en place, les petits paysans n'ont pas pu suivre. Et ceux qui ont survécu ont maintenant un autre défi à relever. « *L'objectif n'est pas d'augmenter le nombre d'exploitations, mais la taille de*

*celles existantes* », soutient M. Andrej Gross, directeur du Bureau de la restructuration et de la modernisation de l'agriculture dans la région de Kujawsko-Pomorskie. « *Si tu ne l'agrandis pas, tu disparais* », lâche le responsable d'une ferme de près de quatre mille hectares à Chodeczek, à l'ouest de Varsovie. En Hongrie également, « *les programmes européens n'ont bénéficié qu'aux plus grosses exploitations : jusqu'à 45 % de subventions pour des projets tels que la gestion du fumier, 25 % pour la modernisation des infrastructures* », relève la chercheuse Perrine Vandenbroucke (3).

Il en résulte, dans les nouveaux Etats membres, un renforcement des exploitations à la recherche de débouchés internationaux, au détriment de celles tournées vers l'agriculture traditionnelle et l'auto-consommation. Grâce au soutien croissant de Bruxelles, les pays de l'Est s'arment pour conquérir les marchés intra et extra-communautaires. Par exemple, la disparition des quotas de production de lait, programmée pour 2015, ne devrait pas faire blêmir la Pologne, qui a rapidement rempli son quota laitier après son adhésion. Ses éleveurs se positionnent pour répondre à une demande internationale de plus en plus forte.

CES évolutions ne semblent pas inquiéter la filière française. « *Aujourd'hui, pour du lait de qualité en Pologne, en Roumanie ou en Hongrie, il faut payer au moins le même prix qu'en France* », estime M. Frédéric Chausson, directeur du développement coopératif chez Sodiaal (Candia, Entremont, Yoplaît...). « *On ne considère donc pas ces gars comme des compétiteurs* ». Les industriels français voient au contraire dans ces pays des

débouchés pour leur production. En Europe centrale et orientale, le pouvoir d'achat des populations s'améliore à un rythme deux fois plus rapide que dans l'ouest de l'Union. En Hongrie, « *les importations de fruits et de légumes ont augmenté de 25 % par an depuis 2004, avec l'arrivée sur le marché de nouveaux produits plus "présentables"* et moins chers depuis les Pays-Bas ou l'Allemagne », nous explique Vandenbroucke.

En France, on s'inquiète plutôt des pertes de revenus liées à la convergence interne à chaque Etat. Cette politique souhaitée par l'Union fixerait une aide moyenne de 250 à 260 euros l'hectare pour l'ensemble des agriculteurs français, soit une baisse de revenus de 13 % pour les éleveurs laitiers bretons, par exemple (lire l'article page 6). Et ils ne seraient pas les seuls perdants. Les céréaliers redoutent un déséquilibre entre les subventions françaises et celles du reste de l'Europe. Selon Orama, le syndicat des producteurs de céréales et d'oléoprotéagineux, avec la PAC 2014-2020, une exploitation céréalière française de cent cinquante hectares percevrait en moyenne 182 euros par hectare, contre 293 euros actuellement.

Ainsi, la combinaison de la convergence externe et interne pourrait renverser l'équilibre d'ouest en est. « *On craint de se retrouver en 2014 avec des paiements à l'hectare inférieurs à ceux des Roumains* », déclare M. Nicolas Ferenczi, de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB). Et pourtant, les paysans ne sont pas les premiers bénéficiaires de cette double convergence. « *Beaucoup de grandes exploitations qui reçoivent ces aides ne sont même pas roumaines : ce sont des entreprises espagnoles, allemandes, autrichiennes, etc., qui ont*

*acheté des terres en Roumanie pour les exploiter* », témoigne M. Attila Szocs, responsable de la PAC au sein de l'association EcoRuralis.

EN effet, il revient à chaque Etat de mettre en œuvre la redistribution des aides sur son territoire. En Roumanie, le soutien aux plus grandes exploitations n'a fait que renforcer l'accaparement des terres qui avait commencé dès la chute du régime communiste, fin 1989. Et pour cause. L'héritage soviétique confère un avantage hors pair aux investisseurs : d'immenses exploitations se sont bâties à partir des anciennes coopératives de production (lire l'article ci-dessus). « *Ce qui pousse les compagnies étrangères à investir ici est en premier lieu le prix de la terre, mais aussi les aides européennes. Quand elles vont augmenter, l'accaparement des terres va également croître de manière dramatique* », prédit M. Szocs.

« *Les oligarques reçoivent des dizaines de millions d'euros* », tandis que les cinq millions sept cent mille petits paysans sont privés d'aides à cause de la bureaucratie et d'un seuil de surface minimum trop élevé pour la plupart d'entre eux. « *51 % des subventions sont touchées par 1 % des agriculteurs en Roumanie* », dénonce M. Szocs.

(1) Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie (2004), Bulgarie et Roumanie (2007), Croatie (2013).

(2) Cf. Catherine Darrot, « Les paysans polonais à l'épreuve de la PAC », thèse soutenue en 2008 à l'université de Rennes (Agrocampus), <http://tel.archives-ouvertes.fr>

(3) Perrine Vandenbroucke, « Dynamique et durabilité des exploitations agricoles dans la zone périurbaine de Budapest », mémoire soutenu à Agro-ParisTech, 2007.

# Malaise français,

*Bastion électoral de la gauche de gouvernement, la Bretagne fut longtemps le terrain d'expérimentation d'une social-démocratie centriste. Or, durant tout l'automne, les « bonnets rouges » ont animé une contestation aux formes les plus diverses. Ce mouvement traduit le malaise provoqué par le vacillement d'un modèle agricole fondé sur le productivisme et le libéralisme.*

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS  
ET LAURENT GESLIN \*

REDEVANCE sur les véhicules de transport de marchandises de plus de trois tonnes et demie, l'écotaxe devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Mais, le 27 octobre 2013, un millier de manifestants font tomber le portique prévu pour sa perception à Pont-de-Buis, sur la route nationale 165, la voie rapide qui relie Quimper à Brest. Des scènes de guérilla opposent gendarmes et compagnies républicaines de sécurité (CRS) aux manifestants coiffés de bonnets rouges qui brandissent le *Gwenn ha Du*, le drapeau noir et blanc de la Bretagne.

Même si le gouvernement de M. Jean-Marc Ayrault annonce le 29 octobre la « suspension » de l'écotaxe, vingt mille personnes se rassemblent le 2 novembre dans les rues de Quimper à l'appel du collectif Vivre, travailler et décider en Bretagne. Une foule encore plus nombreuse se retrouve le 30 novembre à Kerampuilh, près de Carhaix-Plouguer. Les destructions de portiques se poursuivent ; des radars routiers sont sabotés – une action officiellement condamnée par les « bonnets rouges ».

Le couvre-chef, fabriqué par l'entreprise Armor-Lux, est devenu le signe de ralliement de la contestation. Le symbole est bien trouvé. La révolte des Bonnets rouges enflamma la Bretagne à l'été 1675, alors que Louis XIV venait d'assommer le pays d'impôts nouveaux pour financer la guerre de Hollande. Les principaux foyers insurrectionnels se concentraient en basse Bretagne, notamment dans la région de Carhaix. La fronde fut antifiscale et antiseigneuriale, exigeant l'abolition des redevances, avec l'adoption d'un code paysan.

L'historiographie marxiste y voit une préfiguration de la Révolution française, tandis que certains historiens la lisent comme l'ultime sursaut d'une province qui avait réussi à maintenir ses particularités face au centralisme royal (1). La jacquerie de 1675 marque une cassure dans l'histoire de la Bretagne, riche et densément peuplée au XVI<sup>e</sup> siècle et au début du XVII<sup>e</sup> siècle, mais qui voit la source de sa fortune se tarir avec le ralentissement du commerce maritime.

## Un communisme rural tombé en déshérence

LES manifestations de Quimper et de Carhaix rassemblaient une foule hétéroclite : agriculteurs, salariés menacés de licenciement, mais aussi artisans « étouffés par les taxes », chefs d'entreprise... Il fallait méconnaître l'ampleur de la crise pour ne voir dans ce mouvement qu'une manifestation poujadiste. Les propos de M. Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, dénonçant des « esclaves qui manifestent pour les droits de leurs maîtres (2) », ont été largement condamnés, le sénateur communiste du Morbihan Michel Le Scouarnec parlant

même d'un « mépris inacceptable pour des gens qui souffrent ». Pour sa part, l'historien Jean-Jacques Monnier déplore l'aveuglement de certains syndicats, passés à côté de la mobilisation en organisant des rassemblements séparés : « Il aurait été possible de réunir toutes les forces en une seule manifestation où le poids des salariés, des syndicats et de la gauche aurait été suffisant pour écarter tout risque de récupération. »

« Comme en 1675, nous nous sommes retrouvés au cœur de la révolte », s'enorgueillit M. Christian Troadec, l'homme fort du Poher, une région rurale et enclavée

du Kreiz Breizh, la Bretagne centrale. Ancien journaliste, reprenneur de la brasserie Coreff puis créateur du festival des Vieilles Charrues, qui attire chaque été des centaines de milliers de personnes sur le site de Kerampuilh, M. Troadec, 47 ans, a été élu maire de Carhaix en 2001. Le porte-parole des « bonnets rouges » a su se faire un fief de cette petite ville coincée au carrefour du Finistère, des Côtes-d'Armor et du Morbihan. Marqué par la longue histoire d'un communisme rural tombé en déshérence, le Kreiz Breizh reste une terre de solidarité et d'entraide.

Carhaix est aussi un bastion du renouveau culturel, qui abrite le premier lycée Diwan. Les enfants de M. Troadec, régionaliste convaincu, sont scolarisés dans ce réseau d'établissements associatifs où l'enseignement se fait en langue bretonne. Le maire se veut homme de gauche, mais il est surtout homme de réseaux et de contact, jugeant ses interlocuteurs au comptoir de la Brasserie de la mairie. En 2008, il a mené le combat contre la fermeture de la maternité de Carhaix, emblématique d'une Bretagne centrale menacée par l'abandon des services publics. Si ses méthodes sont parfois critiquées, et si on le taxe souvent d'autoritarisme, sa légitimité à porter la voix de la région semble indéniable.

La pointe de la péninsule a vécu une année noire. Le 4 juin 2013, le groupe norvégien Marine Harvest, leader européen des salaisons de poissons, qui a réalisé 200 millions d'euros de bénéfices au premier semestre 2013, annonce la fermeture de ses sites de Châteaugiron (Ille-et-Vilaine) et de Poullaouen, près de Carhaix. Pour un Poher où les emplois sont rares, le coup est dur. Puis, le 11 octobre, l'abattoir Gad de Lampaul-Guimiliau (Finistère) cesse à son tour son activité, laissant sur le carreau près de neuf cents salariés. « L'usine faisait vivre toute la région, de Morlaix à Landivisiau », déclare M. Olivier Le Bras, délégué syndical Force ouvrière (FO). En 2008, le groupe Gad est passé sous le contrôle de la Centrale coopérative agricole bretonne (Cecab), un géant de l'agroalimentaire originaire du Morbihan. Subissant la concurrence des abattoirs allemands, qui emploient à bas prix des salariés d'Europe de l'Est, la Cecab a choisi de se couper un bras pour se recentrer sur son activité la plus rentable, les conserves de légumes.

Dans ce contexte, l'écotaxe a mis le feu aux poudres. Elle a suscité un rejet multiforme, du Parti communiste à l'Union pour un mouvement populaire (UMP) en passant par les régionalistes de l'Union démocratique bretonne (UDB) et même le Parti socialiste (PS) local. Soit pour son principe, soit pour ses modalités d'application. « La Bretagne est un territoire périphérique et péninsulaire : l'écotaxe nous soumet à la double peine, en rendant nos exportations encore plus coûteuses », déplore M. Gérard Lahellec, vice-président communiste de la région chargée des transports. La contestation des « bonnets rouges » s'est d'ailleurs concentrée dans la pointe ouest, dans un Finistère élargi à ses marges costarmoricaines et morbihannaises, sans faire tache d'huile en Ille-et-Vilaine, où les plans sociaux se sont également multipliés ces derniers mois.

Lors des opérations musclées contre les portiques de l'écotaxe, le gros des

troupes était fourni par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Finistère, présidée par M. Thierry Merret. Pour ce producteur de légumes de Taulé, la crise ne remet pas en cause la pertinence d'un « modèle breton » de développement agricole. « Je ne mangerais pas les poulets que nous exportons, mais là-bas, au Maghreb, ils veulent des os qui fondent dans la bouche », affirme-t-il avec conviction. Selon lui, les causes de la crise seraient purement conjoncturelles : « Avec l'euro fort, nos volaillers ne sont plus compétitifs et nous perdons des marchés à l'étranger. Il faut que l'Etat nous laisse produire, sans multiplier les taxes et les contraintes réglementaires. » La filière avicole a pourtant été la première à trembler, avec la mise en redressement judiciaire en juillet 2012 du groupe Doux, géant mondial du poulet surgelé, originaire de Châteaulin (Finistère) (3).

## « Garder la tête hors de l'eau »

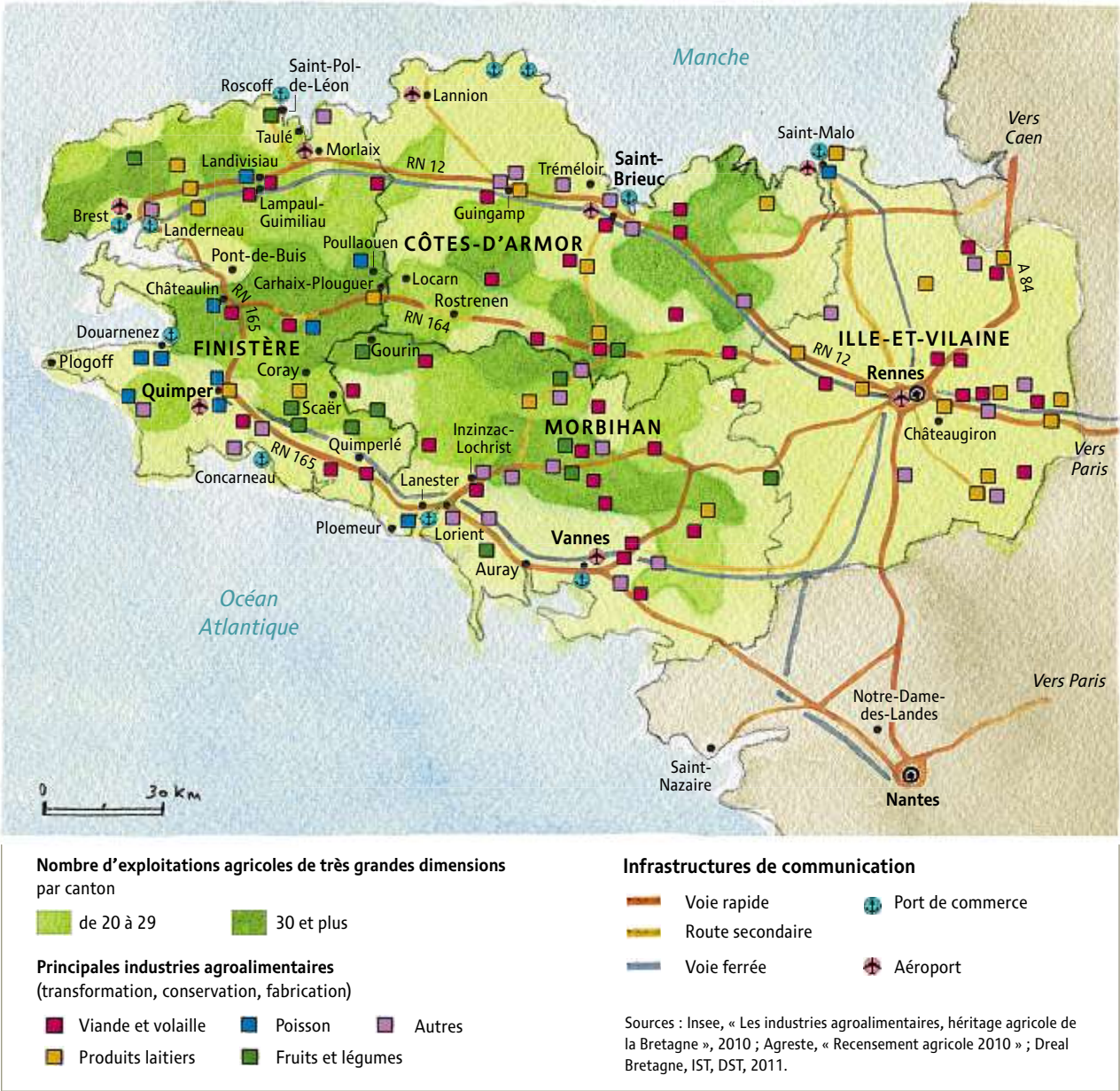
POUR M. René Louail, ancien porte-parole de la Confédération paysanne et actuel conseiller régional (Europe Ecologie - Les Verts), c'est bien ce « modèle breton » qui est au bord de la faille : « Les aides de la politique agricole commune [PAC] et celles de l'Etat maintiennent artificiellement un standard productiviste qui ne marche plus. » Il est certainement l'un des rares en Bretagne à trouver des vertus à l'écotaxe, qui permettrait, « en taxant le transport des matières premières volumineuses, de créer sur place des produits à forte valeur ajoutée ». En attendant, en dépit des engagements répétés en faveur d'un tournant « agro-écologique », la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, adoptée par l'Assemblée nationale le 14 janvier, ne remet pas en question la course au rendement. « Les exploitations sont de plus en plus importantes. Les paysans s'endettent pour augmenter leurs capacités et sont obligés de produire à flux tendu pour garder la tête hors de l'eau », poursuit M. Louail. *Beaucoup ne tiendront pas le choc. Dans dix ans, la moitié des trente-quatre mille exploitations que compte la Bretagne auront disparu. »*

En s'associant avec son frère, éleveur laitier dans la petite commune de Tréméloir

(Côtes-d'Armor), M<sup>me</sup> Sophie Pedron a fait un pari sur l'avenir. La jeune femme est à la tête d'un élevage de cent truies : « Je me suis endettée sur douze ans pour rénover les bâtiments », explique-t-elle. Son frère et elle exploitent soixante-dix-sept hectares, mais sont obligés d'acheter chaque année quelque sept cents tonnes d'aliments auprès du groupe coopératif Le Gouessant. Les porcs sont vendus à une autre coopérative, Triskalia. « Cela nous permet de conserver un peu d'autonomie, de ne pas être totalement intégrés à un groupe. » Le travail est pénible, mais la rentabilité de cette « petite » ferme reste étroitement dépendante des prix du marché. « On se préoccupe du bien-être animal, mais jamais du bien-être des exploitants. »

Le processus de concentration devrait encore s'accélérer avec le décret signé par le ministre de l'agriculture, M. Stéphane Le Foll : depuis le 31 décembre 2013, le seuil d'autorisation administrative pour les porcheries est passé de quatre cent

(1) Cf. Arthur de la Borderie, Boris Porchnev et Emsav Stadel Breizh, *Les Bonnets rouges*, Yoran Embanner, Fouesnant, 2012 (1<sup>re</sup> éd. : 1975).  
(2) Agence France-Presse, 2 novembre 2013.  
(3) Lire Tristan Coloma, « Quand les volailles donnent la chair de poule », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008.



AGNÈS STIENNE



## Arithmétique et certitudes

DANS son numéro du 31 janvier 2009, la revue médicale britannique *The Lancet* démontre qu'en Russie le programme de privatisations massives et rapides du début des années 1990 a provoqué un effondrement soudain de l'espérance de vie : « Près de cinq années entre 1991 et 1994 (1). »

A la parution de l'article, l'hebdomadaire britannique *The Economist*, qui avait soutenu la « thérapie de choc », balaie ces critiques. Graphiques à l'appui, il affirme que *The Lancet* « se trompe quant au calendrier et à l'impact des réformes » : « La tragédie russe, c'est que les réformes ont été trop lentes, pas trop rapides » (2).

Dossier clos ? Un livre récent (3) décortique la réponse de *The Economist* à *The Lancet*. Et le résultat est accablant : « En utilisant des chiffres lissés par périodes de cinq années – et en éliminant certaines sources pour leur en préférer d'autres –, les éditeurs du magazine écrètent la courbe de la mortalité russe des années 1990. Un accroissement important et soudain se transforme alors en diminution progressive. (...) Si l'un de nos étudiants s'était rendu coupable d'une telle légèreté, nous l'aurions directement envoyé chez le doyen de la faculté. »

*Perseverare diabolicum*. Au mois de janvier 2014, *The Economist* annonçait avoir trouvé la solution à la crise de la dette en Europe : les privatisations. « Bougez-vous un peu !, lançaient-il aux dirigeants politiques. Où sont les héritiers de Thatcher et de Reagan (4) ? »

RENAUD LAMBERT.

(1) David Stuckler, Lawrence King et Martin McKee, « Mass privatisation and the post-communist mortality crisis : A cross-national analysis », *The Lancet*, vol. 373, n° 9661, Londres, 31 janvier 2009.  
(2) « Mass murder and the market », *The Economist*, Londres, 22 janvier 2009.  
(3) David Stuckler et Sanjay Basu, *The Body Economic : Why Austerity Kills*, Allen Lane, Londres, 2013.  
(4) « The \$9 trillion sale », *The Economist*, 11 janvier 2014.

CONTRE LE GOUVERNEMENT

colère bretonne

cinquante à deux mille porcs. « *La plupart des élevages peuvent désormais s'agrandir sans enquête publique, sans étude d'impact sur l'environnement, sans avis des services de l'Etat chargés de la protection de la santé publique ou de l'environnement* (4). » De même, l'abolition des quotas laitiers à l'horizon 2015, en dérégulant la production, devrait accroître la pression concurrentielle et donner un coup d'accélérateur à la concentration.

Près d'Inzinzac-Lochrist (Morbihan), la ferme de M. Gwenael Justome est installée sur les bords du Blavet. L'homme a fait le choix inverse : en 2009, son exploitation laitière est passée en bio. « *Si je n'avais pas changé mon mode de production, alors que les autres s'agrandissaient, je serais mort* », lance-t-il. Il produit chaque année deux cent mille litres de lait et trois cent mille pots de yaourt, vendus aux cantines scolaires de Lorient, Ploemeur et Lanester. « *En augmentant la valeur ajoutée de nos produits, en privilégiant les circuits courts, nous maîtrisons nos choix de développement. Il est possible de rompre avec le système dans lequel nous enferment les coopératives.* » Cet exemple de reconversion ne pourra pas

être généralisé à toute la filière agroalimentaire, mais il montre que d'autres modèles sont possibles.

Le 10 janvier, le groupe chinois Synutra lançait la construction d'une usine de séchage de lait à Carhaix. D'ici à 2015, elle devrait employer deux cent cinquante salariés et produire cent vingt mille tonnes de poudre à partir du lait que la coopérative Sodiaal s'est engagée à collecter auprès de sept cents éleveurs de la région. M. Troadec pense avoir trouvé la parade à la fin annoncée des quotas. Il s'est fortement impliqué dans l'arrivée de cet investisseur, convaincu que l'avenir passe toujours par une plus grande ouverture aux marchés internationaux. Pourtant, les coopératives bretonnes ont joué avec le feu en se lançant à l'assaut du marché mondial : elles subissent de plein fouet la concurrence de la main-d'œuvre bon marché des nouveaux membres de l'Union européenne (*lire le reportage pages 4 et 5*). Dans le même temps, la grande distribution fait peser de lourdes contraintes sur les producteurs en exigeant un approvisionnement à flux tendu, particulièrement pénalisant pour la pointe de la Bretagne. D'où l'hostilité des chefs d'entreprise à l'écotaxe.

Combat pour la déréglementation

UNE structure incarne cette implication du patronat local dans le mouvement des « bonnets rouges » : l'Institut de Locarn, niché au cœur de la campagne vallonnée du Kreiz Breizh, à une quinzaine de kilomètres de Carhaix. Créé en 1991, ce think tank fut notamment à l'origine du label « produit en Bretagne », réunissant la plupart des entreprises de la région, Loire-Atlantique incluse. Soutenu par le conseil régional dès le début, Locarn est l'un des lieux où s'élaborerait ce mystérieux « consensus breton » unissant milieux économiques et responsables politiques de gauche comme de droite. L'institut, que fréquentait le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian à l'époque où il présidait la région, se trouve à la croisée de plusieurs cercles formant un lobby efficace. Au Club des Trente comme dans les Dîners celtiques de Paris se croisent l'homme d'affaires Vincent Bolloré, l'ancien président-directeur général de TFI Patrick Le Lay ou le patron des hypermarchés E. Leclerc, M. Michel-Edouard Leclerc (5).

Ce vendredi de la fin décembre, M. Jean-Pierre Le Mat, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) des Côtes-d'Armor, présente un rapport d'étape sur le mouvement des « bonnets rouges », avant que ne commence la conférence du jour, intitulée « La Russie réémergente et l'Eurasie ». Le fondateur de l'institut, M. Joseph Le Bihan, qui aurait eu sa carte au Parti communiste dans les années 1950, se lance dans un exposé sur la démographie russe qui vire au panégyrique de la « grande Russie ». L'intervenant principal, un banquier d'affaires établi à Moscou, démontre, cartes à l'appui, l'« inexistence » de l'Ukraine et évoque avec réprobation le « sacrilège » commis par le groupe punk et féministe des Pussy Riot. Quelques grands patrons présents dans la salle hochent la tête. L'orateur conclut, naturellement, sur les occasions de faire des affaires que représente l'« Eurasie » pour les entreprises bretonnes...

Locarn dispense des formations – financées par Pôle emploi et le conseil régional – à de jeunes diplômés. Les exercices d'« intégration » comportent des marches de nuit en forêt encadrées par d'anciens légionnaires, ce que ne manquent pas de dénoncer ceux qui accusent l'institut d'être infiltré par l'Opus Dei, par les réseaux identitaires de Jeune Bretagne ou par ceux du Printemps français. Mais le stage vise surtout à inculquer les sacrosaints principes du libéralisme économique.

Car l'Institut de Locarn est à la pointe du combat pour la déréglementation. Son président, M. Alain Glon, explique que le monde est entré dans une période de « fortes turbulences » marquée par un conflit « entre la puissance et l'intuition ». La Bretagne pourrait sortir de cette phase délicate en 2032 – une date qui ne doit rien au hasard, puisqu'elle marque le cinq centième anniversaire de l'acte d'union

entre le duché et le royaume de France. M. Glon, qui a fait fortune en important des farines animales, n'a rien d'un gourou ésotérique. La holding Glon-Sanders est toujours détenue à 35 % par son fondateur, mais l'actionnaire principal est désormais le groupe Sofiprotéol, leader du marché français des huiles végétales, dont le président n'est autre que M. Xavier Beulin, exploitant dans le Loiret et président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Selon M. Glon, la région a « 99 % des atouts nécessaires pour réussir » ; le 1 % restant correspond à ces entraves qu'imposerait l'Etat : fiscalité, droit du travail, cotisations-chômage, etc. Il se plaît à marteler que « *le problème de la Bretagne, c'est la France* ». Pour lui, l'enjeu principal, avant la défense d'une identité, est bien celui d'une déréglementation généralisée. Lui faisant écho, M. Marc le Fur, député UMP des Côtes-d'Armor, n'hésite pas à opposer un « modèle français basé sur l'assistanat » à un « modèle breton supposant un quasi-plein-emploi mais de faibles salaires ». Sa circonscription concentre beaucoup de grandes coopératives agricoles et connaît un taux de

chômage encore plus faible que la moyenne régionale, elle-même inférieure à la moyenne française. « *C'est l'anti-Lozère* », assure M. Le Fur, qui n'a pas hésité à se coiffer d'un bonnet rouge.

Si la notion de « droit à l'expérimentation » se retrouve dans bien des bouches, de la gauche régionaliste aux patrons libéraux en passant par le PS, nul ne lui donne le même contenu. Le pacte d'avenir signé le 13 décembre 2013 n'a guère contribué à clarifier ces ambiguïtés. Le document n'a été approuvé que d'extrême justesse par le conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) et le conseil régional. La droite mais aussi les écologistes et les régionalistes ont voté contre. Ces derniers dénonçaient un ensemble de « mesurètes ». « *Le pire*, commente M. Herri Gourmelen, porte-parole des élus régionaux de l'UDB, *c'est qu'on donne l'impression que la Bretagne jouit d'un traitement de faveur, alors qu'elle reste sous-dotée, que le pacte n'est rien d'autre qu'un contrat de plan Etat-région, réaffectant des lignes budgétaires déjà prévues.* » Toutefois, lors de la signature du pacte, M. Ayrault est allé plus loin en proposant de faire de la région une « pionnière » de la décentralisation.

La Bretagne sera-t-elle le laboratoire des « pouvoirs réglementaires » que le président de la République souhaite accorder aux régions ? Elle pourrait y prétendre, en raison non seulement des particularités de son positionnement géographique, de son fort sentiment d'identité collective, mais aussi de son clair ancrage à gauche. En 2007 et en 2012, elle a été la région qui a accordé les scores les plus élevés à M<sup>me</sup> Ségolène Royal, puis à M. François Hollande.

Son glissement à gauche, amorcé au début des années 1970, est inséparable de l'affirmation d'un « modèle économique breton », aujourd'hui contesté : la modernisation de l'agriculture fut largement portée par les militants de la Jeunesse agricole catholique (JAC), qui ont également donné nombre de cadres locaux au PS. Le développement des industries agroalimentaires a encore renforcé l'influence d'une gauche qui a su conserver un lien privilégié avec les couches populaires, et notamment la classe ouvrière. D'un scrutin à l'autre, la participation électorale reste supérieure à la moyenne, et le Front national obtient toujours des scores très réduits.

Pourtant, alors qu'il jouit toujours d'une position quasi hégémonique, contrôlant, outre la région, les conseils généraux des Côtes-d'Armor, du Finistère et d'Ille-et-

Vilaine, ainsi que la plupart des grandes et moyennes villes de la région, le PS semble étonnamment dépourvu d'initiative politique. Certains grands élus déplorent que le Bureau régional d'études et d'informations socialiste (Breis), une structure symbole de la culture régionaliste qui a longtemps été celle du PS breton, ne se soit pas réuni durant toute la crise des « bonnets rouges ». Aux élections municipales de 2008, la gauche a perdu de nombreuses communes de l'Ouest : Morlaix, Landernau, Châteaulin, Douarnenez, Quimperlé, etc. Une érosion de ce réservoir électoral est une menace que les socialistes ne peuvent prendre à la légère.

Le PS avait réussi à capitaliser à son profit la dynamique sociale des grandes mobilisations des années 1970, comme celle contre le projet de centrale nucléaire de Plogoff. En 2014, c'est contre le projet

de Notre-Dame-des-Landes, défendu par un premier ministre PS, qu'un vent de fronde se répand. M. Troadec a pris l'initiative d'appeler à la manifestation du 18 février contre la construction de l'aéroport, au risque d'une rupture avec ses « alliés » de Locarn.

Le mouvement des « bonnets rouges », qui doit réunir ses premiers états généraux le 8 mars à Morlaix, pourrait bien témoigner de la profondeur du divorce entre la gauche sociale-démocrate et les couches populaires.

JEAN-ARNAUD DÉRENS  
ET LAURENT GESLIN.

(4) Nolwenn Weiler, « Le gouvernement relance les porcheries industrielles », Basta !, 7 janvier 2014, www.bastamag.net

(5) Cf. Clarisse Lucas, *Le Lobby breton*, Nouveau Monde, Paris, 2011.



ZWY MILSHTAIN. – « Un bonnet rouge sur un âne vert », 2007

Fractures territoriales

TEMPS couvert sur la Bretagne centrale. Une pluie fine tombe avec méthode sur les reliefs moutonneux du Kreiz Breizh. De loin en loin, quelques exploitations agricoles disparaissent derrière des haies bocagères. Le territoire est innervé par un réseau hiérarchisé de petites et moyennes villes ; mais ici, des bourgs comme Coray, Rostrenen ou Scaër ont perdu depuis longtemps la plupart de leurs fonctions urbaines : les commerces ont quitté le centre-ville pour se concentrer dans des zones périphériques, les services publics se sont raréfiés, la desserte ferroviaire a totalement disparu. L'émigration vers la région parisienne ou vers des destinations bien plus lointaines est une réalité ancienne : dans le centre de Gourin (Morbihan), une réplique de la statue de la Liberté rappelle l'importance de l'exil vers New York.

Pourtant, la Bretagne attire. Selon les recensements, depuis le début des années 2000, elle gagne même entre vingt-cinq et trente mille habitants par an. Mais cette population se concentre dans quelques zones. Les jeunes actifs s'installent dans l'agglomération rennaise et le long des « corridors » que dessinent les deux grands axes routiers à quatre voies qui structurent le territoire, la route nationale (RN) 12 le long de la côte nord et la RN 165 au sud. Le littoral méridional, quant à lui, séduit les retraités, originaires ou non de la région (1). « *Quand j'étais maire d'Auray, j'avais développé l'habitat social*, dit M. Michel Le Scouarnec. *Mais dans certains bourgs, où plus de la moitié des habitations sont des résidences secondaires, les jeunes ont de plus en plus de mal à trouver un logement.* »

Selon les plans d'aménagement de l'Etat et de la région, confirmés par les dispositions du pacte

d'avenir, la RN 164, artère vitale de la Bretagne centrale, devrait être presque entièrement doublée à l'horizon 2020. Cependant, les disparités territoriales ne risquent-elles pas encore de s'aggraver après la mise en place de la métropolisation impulsée par le gouvernement de M. François Fillon en 2010 et poursuivie par celui de M. Jean-Marc Ayrault ? Adoptée par le Parlement le 19 décembre dernier, cette réforme, qui accorde le statut de métropole aux intercommunalités ou aux bassins d'emploi de plus de quatre cent mille habitants, donne aux pôles urbains sélectionnés des compétences élargies, en particulier dans les domaines du développement économique, de l'habitat, de l'aménagement de l'espace, de la distribution de l'eau et de la gestion des déchets. « *Les métropoles de Rennes, Brest et Nantes vont s'adjuger certaines compétences des régions, comme la gestion des fonds européens* », s'alarme M. Daniel Cueff, conseiller régional écologiste et président de l'établissement public foncier de Bretagne. « *La région ne s'occupera plus que des "trous", des zones les plus sinistrées. En théorie, cette réforme doit diriger la richesse vers les centres urbains développés pour qu'elle "ruisselle" ensuite sur le reste du territoire. Dans les faits, elle va surtout accentuer la paupérisation de l'Ouest et du centre, au bénéfice d'un triangle Rennes-Vannes-Nantes.* »

Lors de sa conférence de presse du 14 janvier, le président François Hollande a ouvert la voie à une vaste réorganisation territoriale de l'espace français. Deux hypothèses sont envisageables : celle d'une « réunification » de la région par rattachement de la Loire-Atlantique ou celle de sa dilution dans une entité plus vaste, le « Grand Ouest ». La première hypothèse fait largement consensus en Bretagne comme dans le département concerné. Le conseil

régional de Bretagne s'est prononcé en 2001 et 2008 en faveur du rattachement. Et, selon des sondages menés entre 2000 et 2009, 58 % des Bretons et 62 % des habitants du département sont favorables au retour de la Loire-Atlantique en Bretagne. Nantes fut la capitale du duché, et n'a été séparée de la Bretagne qu'en 1941, par un décret du maréchal Philippe Pétain.

Cependant, le redécoupage risque de s'inscrire, comme la métropolisation, dans une logique libérale de mise en concurrence des territoires : il s'agirait de créer des régions plus puissantes à une – très incertaine – « échelle européenne ». Certains milieux économiques militent d'ailleurs en faveur de la création d'une métropole Nantes-Rennes-Angers, autour du futur aéroport international de Notre-Dame-des-Landes, ce qui aurait pour conséquence directe de marginaliser encore plus la pointe de la Bretagne.

Le jour même de la conférence de presse du chef de l'Etat, les chantiers STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) annonçaient la signature d'un contrat de construction d'un ferry géant à propulsion au gaz naturel liquéfié. Ce navire « écologique », qui représente deux millions six cent mille heures de travail, a été commandé par Brittany Ferries, société basée à Roscoff (Finistère), créée en 1972 à l'initiative de la Société d'initiatives et de coopération agricoles (SICA) de Saint-Pol-de-Léon... Certains y verront un signal positif sur la possibilité de relocaliser de l'emploi et sur le potentiel économique d'une Bretagne « à cinq départements ».

J. -A. D. ET L. G.

(1) Cf. la carte « L'évolution de la population entre 2006 et 2011 », *Le Télégramme*, Morlaix, 5 janvier 2014.

# A Sotchi, produire de l’or

« Plus vite, plus haut, plus fort. » La devise olympique s’applique aussi bien aux performances des skieurs qu’au budget des Jeux d’hiver organisés à Sotchi. Pour M. Vladimir Poutine, il s’agit à la fois de célébrer l’identité nationale et de réaffirmer la puissance de l’Etat dans le Caucase du Nord. Mais les rebelles islamistes du Daghestan ont juré de saboter la fête.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL GUILLAUME PITRON \*

Des palmiers partout. Des faux, d’abord, tels ces néons verts fluorescents en forme de cocotiers inclinés au-dessus de la route reliant l’aéroport au centre-ville de Sotchi. Des vrais, surtout : surplombant le fronton de la cité balnéaire, ils forment un mince rideau végétal départageant la mer Noire et les contre-forts du Caucase. « *Bienvenue au paradis !, s’enthousiasme M. Igor Sizov, un habitant de la ville. Le climat sous ces latitudes, similaire à celui de la Côte d’Azur française, est l’un des plus agréables du monde !* » Nombre de jours d’ensoleillement par an : trois cents. Température moyenne : 14,5 °C. Pic de chaleur record : 39,4 °C en juillet 2000... En novembre, le thermomètre affiche encore 20 °C. Les promeneurs déambulent sur le port en mangeant des glaces ou se délassent au soleil sur les plages de galets gris.

A une portée de fusil de la frontière abkhaze, Sotchi tranche avec les représentations de taïga subarctique, de combinats ouraliens et de retraites napoléoniennes traditionnellement associées à la Russie. A telle enseigne que, durant l’ère soviétique, cette station thermale prisée des classes moyennes, de la nomenklatura communiste et même de Joseph Staline fut une ambassadrice de la réussite socialiste. « *Durant la guerre froide, les Occidentaux n’étaient autorisés à se rendre que dans trois agglomérations de l’URSS : Moscou, Saint-Petersbourg et Sotchi* », rappelle M. Sizov. Certes, le bloc communiste s’est effondré il y a vingt-trois ans, mais les symboles persistent. Et, du 7 au 23 février 2014, la « capitale d’été de la Russie » jouera à nouveau son rôle de vitrine du pays à l’occasion d’une manifestation que son climat subtropical ne la prédisposait a priori en climat à accueillir : les XXII<sup>es</sup> Jeux olympiques (JO) d’hiver.

« *Les deux tiers du territoire russe gèlent sous le permafrost. Pourquoi organiser ces Jeux sous les tropiques ?* », s’interroge, un rien désespéré, Ivan Nechepurenko, journaliste au *Moscow Times*. En fait, en dépit des apparences, cette ville

\* Journaliste.

constitue, loin devant les régions désertes de l’Oural et de l’Altaï, le meilleur choix possible. Sotchi est bien desservie par les infrastructures de transports de la région de Krasnodar, et les pistes skiables de Krasnaïa Poliana (« clairière rouge » en russe), à seulement cinquante kilomètres dans les montagnes du Caucase, connaissent un enneigement idéal. Il s’agit aussi d’un choix personnel du président Vladimir Poutine, très attaché à la ville, au point d’avoir investi un capital politique considérable pour défendre la candidature russe devant le Comité international olympique (CIO), entre 2005 et 2007.

## Sous la supervision personnelle du président

Surtout, l’exploit technique que constitue l’organisation des premiers JO de l’ère post-URSS dans un cadre géographique exceptionnel, à cheval entre mer et montagne, révèle, selon Nechepurenko, une volonté fiévreuse de repousser les frontières du possible, une quête de l’extraordinaire à la mesure des ambitions aujourd’hui nourries par le plus vaste pays du monde. Cet orgueil se traduit par la volonté de relever de multiples défis géopolitiques : les obus russes tombaient en 2008 sur la Géorgie, à laquelle Sotchi a autrefois appartenu ; les djihadistes du Caucase ont juré de saboter la fête. Et par un chantier hors normes : alors que les Jeux d’hiver de Vancouver, en 2010, placés sous le signe du développement durable et d’une minimisation de l’empreinte de l’homme sur l’environnement, n’avaient coûté « que » 1,4 milliard d’euros, ceux de Sotchi s’annoncent comme les plus chers jamais organisés. « *Les coûts s’élèvent déjà à 51 milliards de dollars (environ 37 milliards d’euros)*, note l’analyste politique Maria Lipman. *Et, si l’on disposait d’une étude indépendante, ils pourraient même s’avérer bien plus importants.* »

Au bout d’une route en lacets fréquentée par des poids lourds, des convois militaires et quelques vaches égarées, le village olympique de Krasnaïa Poliana émerge, à six cents mètres d’altitude, au milieu d’un brouillard de poussière. Difficile de croire, à la vue des grues et des camions qui s’activent devant les échafaudages, que la construction de dix-neuf mille chambres sera achevée dans moins de cent jours. En revanche, Rosa Khutor, l’une des quatre stations de ski desservies par le village de Krasnaïa Poliana, est prête. Livré clés en main par la holding Interros, propriété du magnat du nickel Vladimir Potanine, le centre alpin accueillera notamment les épreuves de super-G et de combiné nordique. Son directeur exécutif, M. Alexander Belokobylski, reclus dans l’un des bureaux de la ville encore fantôme, est « *fier de montrer au monde le plus beau visage de la Russie* », celui d’une nation capable d’édifier en cinq ans dans le Caucase l’équivalent des infrastructures développées en un demi-siècle dans les Alpes françaises.

Les compétitions de patinage, de hockey ou de curling se tiendront quant à elles dans le parc olympique situé en bord de mer, à moins de cinquante kilomètres. « *Tout est prêt, on passe les derniers coups de balai* », assure l’accompagnatrice de la société Olympstroy, maîtresse d’œuvre du chantier, tout en détaillant les caractéristiques des six stades climatisés, d’une capacité totale de soixante-dix mille places, disposés en cercle autour d’un anneau central. Et ce n’est pas tout : logements, routes, voies ferrées, réseau électrique, tout-à-l’égout...

Depuis la désignation de Sotchi par le CIO, en juillet 2007, quatre cents ouvrages ont été menés à bien par plus de trois cents entreprises employant, au plus fort de leur activité, jusqu’à soixante-quinze mille ouvriers recrutés dans toutes les régions du pays et dans ses anciens satellites. Les chantiers ont pris du retard, mais qu’importe : les autorités ont annoncé l’embauche de sept mille paires de bras supplémentaires, venues du Daghestan et de Tchétchénie, pour honorer en temps et en heure les engagements de la Russie.

A la tête de ce projet : M. Poutine. Du fait de sa longévité au sommet de l’Etat (1), il pourra s’enorgueillir d’avoir tout à la fois présidé à la préparation des JO, assisté à leur déroulement et engrangé les bénéfices politiques associés. Il surveille personnellement l’avancée des travaux. On ne compte plus les visites du président sur les sites olympiques, au point qu’il aurait passé, ces derniers mois, davantage de temps dans la résidence officielle des dirigeants russes à Bocharov Ruchei, située dans les environs de Sotchi, qu’au Kremlin...

Sa méthode : la reconstitution, au niveau local, de la « *verticale du pouvoir* », c’est-à-dire la réaffirmation de l’autorité centrale de l’Etat, réduite à néant

morts), revendiqués par le chef rebelle tchétchène et fondateur de l’émirat du Caucase, M. Dokou Oumarov, ont laissé de profondes cicatrices, la tenue des Jeux accrédite l’image d’un pays sûr, capable de garantir l’inviolabilité de son territoire. Un pari d’autant plus risqué que M. Oumarov a appelé en juillet 2013 à « *empêcher par tous les moyens* » la tenue des Jeux, et que, fin décembre, deux attentats-suicides dans la ville de Volgograd, au nord du Caucase, ont fait trente-quatre morts...

## Défi lancé aux Etats-Unis

de l’empire et un sentiment d’exceptionnalité particulièrement vivace. Tous ces éléments forment un terreau favorable à la résurgence d’un nationalisme dont le président, depuis sa réélection à la tête du pays, en mars 2012, se fait le héraut.

« *M. Poutine a d’abord été le grand guérisseur des blessures nationales, capable de reconstituer la structure de l’Etat. Puis il a voulu en devenir le grand modernisateur. Cette séquence s’est soldée par un échec, car la présidence de M. Dmitri Medvedev, de 2008 à 2012, n’a pas produit l’ouverture démocratique escomptée. Dorénavant, M. Poutine émerge comme un dirigeant national, largement soutenu par l’opinion publique* », observe Andreï Melville, enseignant à la HSE. Une stratégie que démontre le renforcement d’un discours célébrant volontiers la singularité du modèle et de l’identité russe. « *C’est un véritable*

après la chute du communisme. A l’échelle des chantiers, les caractéristiques d’un Etat fort – voire autoritaire – sont partout présentes. Les sommes dépensées proviennent en effet avant tout de la manne pétrolière, fruit de la renationalisation de la compagnie loukos, en 2004, et de la mise au pas des oligarques – à commencer par son propriétaire, M. Mikhaïl Khodorkovski, emprisonné en 2004 et gracié en décembre dernier. Désormais assujettis au pouvoir politique, M. Potanine et M. Oleg Deripaska ont été contraints d’investir à perte dans la construction des stations de Rosa Khutor et de Krasnaïa Poliana.

## Une station balnéaire devenue jungle de béton

Les responsables locaux ne se conformant pas au cahier des charges sont tombés en disgrâce, tel M. Akhmed Bilalov, ancien vice-président du Comité olympique russe, limogé en février 2013 en raison du retard pris dans la construction du site de saut à skis, et aujourd’hui réfugié en Allemagne... Quant aux médias, ils sont étroitement surveillés : « *Même le tremblement de terre de magnitude 5,6 récemment survenu à cent cinquante kilomètres de Sotchi a été complètement passé sous silence par la presse !* », raille Alexander Valov, fondateur de Blog Sotchi, l’un des rares supports d’information indépendants. « *Critiquer les JO est tabou.* »

« *Les Jeux symbolisent d’ores et déjà l’héritage de M. Poutine* », confirme Nechepurenko : un mariage de fermeté et de centralisme qui assure toujours au président de la Fédération de Russie une solide popularité auprès de son électorat. Or cette poigne n’a d’égal que le chaos occasionné par la modernisation à marche forcée de Sotchi. Certes, la station balnéaire souffrait d’un manque cruel d’infrastructures : « *Les travaux nous ont fait beaucoup de bien* », se réjouit M. Sizov, qui se remémore « *les pannes d’électricité à répétition, les transports en commun embryonnaires et l’aéroport construit en panneaux de bois contreplaqué* ». Mais transfigurer à la hâte un paisible village en plate-forme balnéaire charrie également son lot d’effets secondaires... La notoriété accrue de Sotchi a affriolé une kyrielle de promoteurs immobiliers, et les dizaines de gratte-ciel récemment sortis de terre ont moins vocation à loger les spectateurs attendus durant les JO qu’à être revendus au meilleur prix une fois la fête terminée.

(1) M. Poutine a été chef du gouvernement russe en 1999 et 2000, puis président de la Fédération de Russie entre 2000 et 2008, puis encore chef du gouvernement entre 2008 et 2012, sous la présidence de M. Dmitri Medvedev. Il est à nouveau président depuis mai 2012.

# Géopolitique du saut à skis

POSÉE à un chef de chantier œuvrant sur les sites olympiques, la question du respect des droits humains et des réglementations environnementales nous vaut un regard incrédule, tant ce sujet paraît loufoque. S’il avait fallu commencer par éradiquer la corruption systémique et consulter la population à chaque décision administrative, nous répond-on en substance, les fondations de la patinoire olympique seraient aujourd’hui à peine sèches. « *Le Comité international olympique a paralysé toute initiative démocratique en cautionnant la réalisation de travaux colossaux en un temps record !* », confirme Fedor Loukianov, rédacteur en chef de la revue de diplomatie *Russia in Global Affairs*. « *Dès lors, par essence, ce qui se passe à Sotchi ne pouvait en aucun cas constituer un test pour l’Etat de droit dans notre pays.* »

Qu’importe les critiques : le respect de ses engagements par le pays a permis au président Vladimir Poutine de remporter une première bataille symbolique. La Russie consolide son statut d’Etat prospère et structuré, dans une mise en scène tout en contraste avec l’humiliation née de sa déconfiture, deux décennies plus tôt. La destruction des institutions et des services publics diligentée par l’Ouest, la prédation des oligarques lors des privatisations, l’effondrement de la production – une baisse de 40 % entre 1991 et 1998 – avaient généralisé un sentiment de déclassement. Lequel se traduisait notamment par la conviction que la nation n’aurait plus la capacité d’accueillir une compétition internationale.

La fierté de voir la flamme olympique pénétrer dans l’enceinte du Fisht Stadium, à Sotchi, en est donc décuplée. « *Avec la glasnost [transparence] et le passage du modèle collectiviste à l’économie de marché, l’Etat russe a traversé sous M. Mikhaïl Gorbatchev puis sous Boris Eltsine des périodes révolutionnaires, auxquelles doit succéder une période de stabilisation*, expose l’analyste politique Konstantin von Eggert. *Or c’est précisément cette stabilité qu’incarnent M. Poutine et les Jeux de Sotchi.* »

Le symbole projeté par les Jeux est aussi celui d’un Etat à la souveraineté réaffirmée. L’enterrement du projet soviétique a eu pour corollaire la perte d’influence de la Russie sur ses anciens satellites. Un traumatisme aggravé par le séparatisme tchétchène, puis par les « révolutions de couleur » qui ont touché la Géorgie en 2003, l’Ukraine en 2004, le Kirghizstan en 2005... La campagne militaire victorieuse d’août 2008 contre la Géorgie, vécue par la population comme un conflit par procuration contre les Etats-Unis, avait déjà permis de hisser à nouveau le drapeau. En 2014, la réaffirmation de la présence russe dans cette région insoumise revêt une dimension géopolitique qu’illustre le parcours emprunté par la flamme olympique : elle doit être exhibée au pôle Nord, dans l’espace et jusque sur les îles Sakhaline, théâtre d’une dispute territoriale avec le Japon. « *Cette parade de souveraineté illustre combien M. Poutine s’identifie, dans le sillage d’Ivan le Terrible, à un grand réunificateur du peuple russe* », analyse Sergueï Medvedev, professeur de

politique internationale à l’Ecole des hautes études en sciences économiques de Moscou (HSE).

Le fait que la flamme achève son périple à Sotchi correspond, là encore, à une visée symbolique précise : théâtraliser le contrôle d’une région en proie aux soubresauts des luttes armées dans le Caucase. Alors que les attentats survenus dans le métro de Moscou en mars 2010 (trente-neuf morts) et à l’aéroport Domodedovo en janvier 2011 (trente-six

« *SOTCHI, ce ne sont pas des Jeux, c’est une psychothérapie !* », jure Alexeï Moukhine, au volant de son 4×4 lancé à pleine vitesse sur les grandes artères de la capitale. Pour le directeur général du Centre de l’information politique, le passage de la Russie dans l’orbite occidentale a anéanti les spécificités de l’Etat russe, « *au point que nous ne savons plus aujourd’hui qui nous sommes* ».

Les Jeux olympiques interviennent en effet en pleine interrogation de la Russie sur elle-même. « *Nous sommes un pays jeune, dans lequel, depuis 1991, tout est nouveau : la composition ethnique, l’organisation politique, les bases économiques, la Constitution...* Pour les Russes, cela implique de définir les contours d’une nouvelle identité qui ne soit pas communiste – et c’est difficile », explique von Eggert. S’y ajoutent une nostalgie latente

*phénomène politique*, observe Melville. *Et les Jeux de Sotchi participent de cette tendance.* »

Dans ce contexte, les XXII<sup>es</sup> Jeux olympiques d’hiver constituent en effet l’occasion idéale de véhiculer un message : le retour de la « Grande Russie », une nation fréquentable (d’où, en décembre, la grâce accordée à l’oligarque Mikhaïl Khodorkovski et l’amnistie des deux Pussy Riot Nadeïda Tolokonnikova et Maria Alekhina), prospère et influente, dans un monde qualifié par M. Poutine, depuis son discours de Munich en 2007, de « *multipolaire* ». A la différence de la Chine, qui, après les JO de 2008, a veillé à se tenir en retrait des affaires du monde, la Russie entend jouer les premiers rôles dans le concert des nations en offrant une solution de rechange crédible au leadership américain et plus généralement occidental.

Une volonté de rivalité que la diplomatie russe a manifestée à plusieurs reprises : la guerre-éclair contre la Géorgie en 2008 ; les progrès enregistrés par le projet de gazoduc russo-italien South Stream (qui contourne l’Ukraine) aux dépens de son concurrent Nabucco, soutenu par l’Union européenne et les Etats-Unis ; le succès de la renégociation sur le nucléaire iranien, en novembre 2013, fruit d’un intense lobbying de M. Poutine afin de promouvoir le dialogue plutôt que l’usage de la force ; la résolution de l’Organisation des Nations unies (ONU) sur la destruction de l’arsenal chimique syrien (1) ; et, plus récemment encore, la signature par l’Ukraine d’accords

COÛTEUX DE L’HISTOIRE

# blanc sur la mer Noire

Conséquence, le front de mer a été totalement défiguré : « *La seule station balnéaire de Russie court au suicide* », s’indigne l’élue communiste Ludmila Shestak. Et pour cause : adopté en 2009 et entériné par le CIO, le nouveau plan d’urbanisme, qui interdisait en particulier l’édification d’immeubles supérieurs à trois étages, est mort-né. Financièrement intéressés, dit-on, aux bénéfices des promoteurs, « *les édiles ont accordé des dérogations systématiques aux projets de gratte-ciel de vingt étages et plus. Au point qu’aujourd’hui l’exception est devenue la règle* », déplore l’architecte Olga Kozinskaïa, qui, devant la gabegie, a démissionné en 2011 de la commission municipale chargée d’appliquer le plan d’urbanisme.

Des centaines de constructions sans permis, une corruption endémique qui représenterait, selon l’opposant Boris Nemtsov, jusqu’à 22 milliards d’euros pour l’ensemble des chantiers : le climat de laisser-faire et d’impunité a eu raison de l’âme de Sotchi, « *métamorphosée en moins de temps qu’il ne faut pour le dire en une jungle de béton* », constate Valov. « *La Russie subit encore les contrecoups du chaos des années 1990, et la défiguration de Sotchi en est le meilleur symbole* », estime M<sup>me</sup> Kozinskaïa. Pour l’architecte, les Jeux n’auraient jamais dû se tenir si prématurément dans l’histoire de la Russie postcommuniste : « *Vous voyez bien que notre Etat n’a pas eu le temps de se reconstruire.* »

## L'espoir de séduire les vacanciers étrangers

Une opinion que partage M. Semen Simonov, responsable de l’antenne locale de l’organisation non gouvernementale (ONG) Memorial. Selon lui, les conditions de travail des ouvriers n’ayant pas la nationalité russe – soit le tiers des effectifs – illustrent la confusion à l’œuvre dans la poursuite des chantiers. « *Je suis sur le point d’adresser au procureur une liste de sept cent quatre employés qui n’ont pas été payés depuis mars 2013* », déclare-t-il entre les quatre murs de son petit bureau dépouillé. Dans sa ligne de mire, plusieurs sociétés de bâtiment et travaux publics russes et turques aux méthodes douteuses : « *Elles engagent des intérimaires étrangers sans leur fournir de permis de travail, puis menacent de les dénoncer aux autorités.* » Victimes de ce chantage, les vacataires ouzbeks, qui constituent la majorité des seize mille travailleurs non russes, se voient imposer des salaires de misère avoisinant le dollar de l’heure. Et pour leurs collègues qui réclament encore leur dû, le maquis des sous-traitants empêche presque toujours les réclamations d’aboutir. « *A l’évidence, Olympstroy ne veut rien savoir de ce qui se passe*

économiques avec Moscou, plutôt que d’un accord d’association avec Bruxelles (2).

Elément primordial de la matrice nationale depuis l’ère communiste, le sport sert également cet objectif : « *Les Jeux perpétuent cette idée de grandeur associée aux deux empires – la dynastie des Romanov et le soviétisme – qui ont façonné l’identité du pays* », analyse von Eggert. Trait d’union entre un passé magnifié et un avenir que l’on espère brillant, le sport prolonge, avec force dépenses somptuaires, l’écriture du récit national.

S’ils se déroulent sans incident et si les athlètes russes se distinguent par leurs bonnes performances, ces Jeux permettront à M. Poutine de rehausser son prestige sur la scène politique intérieure. « *Il s’agira d’une victoire personnelle éclatante pour lui, qui entend laisser dans l’histoire la trace d’un chef d’Etat capable de mener à bien la transition de la Russie postcommuniste vers la modernité* », note Arnaud Dubien, directeur de l’Observatoire franco-russe à Moscou. Un répit de courte durée, prédisent néanmoins de nombreux commentateurs, tant les défis se multiplient à l’horizon : une popularité en baisse (« seulement » 60 % d’opinions positives, contre 80 % en 2008), la nécessité d’ouvrir le pays à l’immigration professionnelle malgré une opinion publique réticente, la pacification du Daghestan, et surtout une croissance annuelle décevante, estimée par le ministère des finances à seulement 1,4 % en 2013 et à environ 2,5 % jusqu’en 2030. Ces prévisions s’expliquent par la baisse

*aux échelons inférieurs* », tempête M. Simonov, pour qui ce « *chaos organisé* » répond à une logique bien rodée : « *Faire travailler le plus de monde, le moins cher possible et dans les délais les plus courts.* »

A l’antenne moscovite de Human Rights Watch, on est mal à l’aise : « *Si répréhensibles soient-ils, de tels procédés n’égale pas les abus que nous avons dénoncés lors des JO de Pékin, en 2008* », dit M<sup>me</sup> Yulia Gorbunova, membre de l’ONG. De même, au regard des millions de déplacés de la capitale chinoise, les deux mille familles russes relogées, dans des conditions que M<sup>me</sup> Gorbunova juge dans l’ensemble satisfaisantes, illustrent un souci de médiation de la part des autorités. Mais, pour le reste, les habitants de Sotchi n’ont eu le droit que de se taire, relégués au rang de simples figurants dans cette grande comédie du pouvoir. « *Il y a eu trop de mensonges, trop de passages en force* », regrette M. Vladimir Kimaev, membre de l’asso-

ciation Environmental Watch on North Caucasus, en énumérant les violations systématiques des réglementations environnementales constatées depuis le début des chantiers.

Une fois la cérémonie de clôture achevée, les considérations économiques s’imposeront avec plus de force. « *L’exécutif veut capitaliser sur les infrastructures sportives pour faire de Sotchi une aire récréative sur le flanc sud de la Russie* », assure M. Andreï Moukhine, directeur général du Centre de l’information politique. Avec ses pistes skiables de classe mondiale, son circuit de formule 1 prêt à accueillir un premier Grand Prix en octobre 2014 et ses parcs d’attractions, à l’image du Sochi Park, réplique de Disneyland aménagée à deux pas des stades olympiques, la capitale d’été se rêve en carrefour de loisirs, susceptible de séduire les vacanciers venus de Russie, d’Asie et d’Europe. Fraîchement nommé par M. Poutine, le nouveau

ministre pour la construction et les services publics, M. Mikhail Men, s’est d’ailleurs vu confier la tâche de conférer une viabilité économique à la zone.

Car force est de constater qu’à ce jour aucune stratégie de rentabilité à long terme n’a réellement été échafaudée. « *Les deux millions de touristes attendus chaque année ne suffiront pas à rentabiliser les infrastructures* », prophétise déjà M. Dmitri Bogdanov, gérant d’un complexe hôtelier et homme d’affaires influent à Sotchi. S’y ajoutent les perspectives économiques décevantes du pays, guère propices à l’augmentation du pouvoir d’achat des classes moyennes. Prise en tenaille entre une demande locale pas assez riche pour passer ses vacances sur la mer Noire et des vacanciers étrangers suffisamment fortunés pour lui préférer les côtes turques ou françaises, Sotchi, symbole de la puissance russe, pourrait se révéler un gouffre économique.

GUILLAUME PITRON.



des investissements étrangers et par la faiblesse du commerce extérieur, accentuées par un net déclin démographique : peuplée de 148,7 millions d’habitants en 1991, la Russie n’en compte plus que 142,5 millions en 2013. Un chiffre qui pourrait encore descendre à 128 millions d’ici 2030 (3).

Ces considérations ne découragent guère M. Poutine, qui souhaite poursuivre une politique de rénovation des infrastructures du pays, notoirement sous-développées, en multipliant les engagements internationaux. « *Depuis la célébration du tricentenaire de Saint-Petersbourg, en 2003, tous les événe-*

*ments majeurs ont constitué un prétexte au développement de la Russie* », observe Loukianov. Le concours de l’Eurovision à Moscou en 2009, le 24<sup>e</sup> sommet du Forum de coopération économique pour l’Asie-Pacifique à Vladivostok en 2012, le sommet du G20 à Saint-Petersbourg en 2013, les Championnats du monde de natation à Kazan en 2015, et bien sûr, en 2018, la Coupe du monde de football, au cours de laquelle une dizaine de villes – dont Sotchi, Kaliningrad, Moscou et Volgograd – accueilleront les matchs : autant de prétextes au développement d’un territoire vaste comme trente-trois fois la France.

### Un colosse aux pieds d’argile ?

exclut de fait toute possibilité de gouvernement démocratique – « *accouche de mégaprojets dont personne n’a besoin* », s’indigne Lilia Shevtsova, politologue au Centre Carnegie. *Ce sont autant de villages Potemkine qui aggravent les risques d’effondrement du pays* ». Car les faiblesses structurelles demeurent flagrantes : une économie

largement dépendante des hydrocarbures, des spécialisations industrielles héritées du complexe militaro-industriel soviétique (armement, métallurgie, spatial), un secteur bancaire sous-dimensionné...

Derrière ce renforcement des infrastructures, il y a une stratégie précise : le maintien d’une présence aux marges de l’ex-empire, sur le flanc asiatique (Vladivostok) face au concurrent japonais et au rival chinois, sur l’aile occidentale (Kaliningrad) pour riposter à l’extension de l’Union européenne, aux portes du Caucase (Sotchi) pour substituer le développement économique aux tensions séparatistes. En définitive, selon Natalia Zubarevich, chercheuse à l’Institut indépendant de politique sociale, « *tout est question de sécurité nationale, une priorité à laquelle les services de renseignement sont plus que jamais attachés* ».

Si tout se passe bien, l’interprétation qui sera faite de la réussite olympique est assez prévisible. Les soutiens du président Poutine – les classes moyennes travaillant dans les secteurs d’économie dirigée, les bureau-

crates et les élites régionales – y verront une consolidation bienvenue de l’Etat dont dépendent leurs sources de revenus. Les pourfendeurs du régime – les classes supérieures concentrées dans les grandes villes – qui critiquent le virage autocratique et l’incapacité de l’Etat à diversifier son économie seront confortés quant à eux dans leur vision d’un colosse aux pieds d’argile. Pour les habitants de Sotchi, enfin, tout aura changé... et rien à la fois : les embouteillages créés par les fréquents passages du convoi présidentiel dans la cité balnéaire, le climat azuréen et, bien sûr, les bruissements du vent qui inlassablement caresse, sur le front de mer, les feuilles soyeuses des palmiers.

G. P.

(1) Lire Jacques Lévesque, « La Russie est de retour sur la scène internationale », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

(2) Lire Sébastien Gobert, « L’Ukraine se dérobe à l’orbite européenne », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.

(3) Lire Philippe Descamps, « La Russie en voie de dépeuplement », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

# Le « printemps arabe » n'a

*Trois ans après le début d'un mouvement qui a emporté les dictatures de MM. Zine El-Abidine Ben Ali, Hosni Moubarak et Mouammar Kadhafi, la contestation dans le monde arabe, menacée par les ingérences étrangères et par les divisions confessionnelles, cherche un second souffle. Si la Syrie vit le pire des scénarios, la Tunisie confirme que l'aspiration à la citoyenneté et la recherche de compromis peuvent déboucher sur des avancées réelles.*

PAR HICHAM BEN ABDALLAH EL-ALAOUÏ \*

À SES débuts, le « printemps arabe » a fait voler en éclats les préjugés occidentaux. Il a mis à mal les clichés orientalistes sur l'incapacité congénitale des Arabes à concevoir un système démocratique et ébranlé la croyance selon laquelle ils ne méritaient pas mieux que d'être gouvernés par des despotes. Trois ans plus tard, il s'est obscurci. Les incertitudes restent entières quant à l'issue du processus, qui entre dans sa quatrième phase.

La première étape, achevée en 2011, vit déferler une gigantesque vague de revendications concernant la dignité et la citoyenneté, nourrie de protestations

massives et spontanées. L'étape suivante, en 2012, fut celle d'un repli des luttes sur leur contexte local et de leur ajustement à l'héritage historique de chaque pays. Simultanément, des forces extérieures commencèrent à réorienter ces conflits dans des directions plus périlleuses, conduisant les peuples dans la situation qu'ils connaissent aujourd'hui.

L'année dernière, on a donc assisté à une troisième phase, marquée par l'internationalisation et par l'ingérence de plus en plus agressive des puissances régionales et occidentales. La focalisation sur les rivalités entre sunnites et chiites s'est généralisée à tout le Proche-Orient, poussant chaque Etat et chaque société à se polariser sur l'axe des identités confessionnelles. L'antagonisme entre islamisme et

sécularisme s'est durci à grande échelle. Le danger vient de ce que les rivalités géopolitiques et les tensions religieuses l'emportent sur les spécificités de chaque pays et semblent réduire les acteurs locaux à des marionnettes aux mains de puissances étrangères.

La comparaison entre la Syrie, Bahreïn, l'Egypte et la Tunisie révèle un spectre multicolore d'influences internationales. Dans les deux premiers pays, les interventions extérieures ont attisé la guerre civile et galvanisé les franges les plus radicales des insurgés. En Egypte, le soutien occidental à la politique autoritaire du nouveau régime a laminé les motivations démocratiques initiales. Seule la Tunisie paraît engagée sur une voie prometteuse, dans la mesure où elle reste relativement épargnée par les affrontements géopolitiques, religieux et idéologiques qui ont balayé la région.

Dans chacun de ces pays, toutefois, le « printemps arabe » a laissé l'empreinte indélébile d'une mobilisation populaire dans laquelle les citoyens ont pris conscience de leur force. Il a ouvert des espaces de contestation que l'Etat ne peut plus refermer qu'au prix d'une répression politiquement coûteuse. Si incertain que soit l'avenir, l'ordre de fer qui prévalait auparavant s'est bel et bien effondré.

En Syrie, la guerre est née d'un mouvement de désobéissance civile rapidement transformé en soulèvement populaire de

grande ampleur. La réaction brutale du régime aux premières alertes a échoué à intimider les manifestants, mais elle a amorcé un cycle dévastateur de protestations et de répression. Si l'appareil militaire du président Bachar Al-Assad a vite anéanti l'espoir d'une révolution pacifique, ce sont les calculs géopolitiques et les enjeux confessionnels venus se greffer sur elle par la suite qui ont précipité l'insurrection dans une guerre civile abominable : à ce jour, cent vingt mille morts, deux millions et demi de réfugiés et quatre millions de déplacés.

Depuis toujours, la Syrie se caractérise par la diversité de ses traditions religieuses et communautaires. En exploitant les tensions internes, les puissances extérieures ont brisé cette fragile mosaïque. Le pays revêt une importance centrale dans un Proche-Orient où s'entrechoquent les intérêts des Etats-Unis, d'Israël, de l'Arabie saoudite, du Qatar, de la Jordanie, de la Turquie et de l'Iran. L'ancêtre division de cette partie du monde entre les deux tendances rivales de l'islam, le sunnisme et le chiisme, a été exacerbée par ces Etats ambitieux pour tenter d'accroître leur influence.

Le clan des Alaouites qui forme le régime de M. Al-Assad est considéré comme faisant partie d'un arc chiite allant de l'Iran au Liban du Hezbollah, tandis que les groupes de rebelles appartiennent pour la plupart au camp sunnite. Mais cet antagonisme recouvre un échiquier autrement plus nuancé. Tout comme les moudjahidins afghans des années 1980, l'opposition syrienne manque cruellement de cohésion. Ses représentants à l'étranger connaissent mal ou pas du tout les groupes armés qui se battent sur le terrain. Ceux-ci vont chercher leurs soutiens ailleurs : dans le nord du pays, ils s'appuient généralement sur l'aide de la Turquie et du Qatar, tandis que dans le sud ils reçoivent armes et assistance de la Jordanie, de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis.

Ces imbrications géopolitiques donnent lieu à des paradoxes qui contre-

disent une lecture strictement confessionnelle du conflit. Riyad a salué le coup d'Etat militaire en Egypte contre les Frères musulmans, qui sont pourtant de même obédience que les groupes qu'il arme sur le front syrien. Le récent dégel entre Washington et Téhéran relativise lui aussi la vision binaire souvent véhiculée par les médias occidentaux : Israël et l'Arabie saoudite s'estiment tous deux abandonnés par Washington face à Téhéran et se retrouvent soudainement alliés de facto.

Le clivage entre forces laïques et islamistes pèse également. Si l'Armée syrienne libre (ASL) revendique son ancrage séculier, la plupart des autres groupes composent une marquerie religieuse qui va des islamistes modérés aux djihadistes proches d'Al-Qaïda en passant par les salafistes. Difficile, par ailleurs, d'évaluer dans quelle mesure les factions les plus radicales, comme Ahrar Al-Cham ou l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), manifestent une véritable conviction religieuse ou utilisent leur enseigne à des fins plus prosaïques. Reste que cette fragmentation, source de discordes croissantes, a ouvert un second front au sein même du camp insurgé, comme le montrent les combats meurtriers qui ont opposé début janvier l'ASL et l'EIL dans le nord de la Syrie. Cette dispersion de la guerre civile n'est pas étrangère à la survie du régime de M. Al-Assad.

On présente souvent le conflit syrien en termes de simple mécanique : quand le pouvoir s'affaiblit, l'opposition se renforce, et inversement. C'est oublier que l'argent et les armes ne font pas tout dans une guerre, et qu'il faut aussi des ressources en hommes. Or, sur ce plan, la pénurie menace constamment le régime de Damas. Le renfort des forces Al-Qods d'Iran, des unités du Hezbollah libanais et des milices locales (*chabhiha*) est donc vital à la préservation de sa puissance militaire. Le recours à l'arme chimique n'étant plus une option, le pouvoir dépend plus que jamais de ses supplétifs étrangers.

## Les Frères musulmans foudroyés

PRINCIPALE source d'inquiétude : la radicalisation nouvelle de l'opposition et du régime syrien. Le Front Al-Nosra et l'EIL, qui se réclament tous deux d'Al-Qaïda, profitent largement de l'aide venue du Golfe. L'Arabie saoudite a aussi accru son implication en soutenant des groupes non affiliés à la mouvance terroriste fondée par Oussama Ben Laden, bouleversant ainsi le rapport de forces au sein de l'opposition. Et, de son côté, l'armée régulière a profondément changé. Depuis la bataille de Qousair, en mai-juin 2013, les forces Al-Qods et le Hezbollah ont redéployé la troupe en petites unités mobiles organisées comme des milices.

Pour toutes ces raisons, les puissances étrangères se soucient peu de faire cesser le conflit. Les Etats-Unis ne peuvent se permettre une nouvelle guerre et s'accrochent de voir leur hégémonie battue en brèche au Proche-Orient, leur stratégie consistant désormais à privilégier l'Asie. Dans la logique de la realpolitik américaine, Washington n'a plus les moyens d'empêcher un pourrissement de la question syrienne : comme l'a indiqué le consultant Edward Luttwak dans le *New York Times* (1), la sagesse commande de laisser les belligérants s'entre-tuer autant que possible, car le triomphe d'une opposition dominée par les islamistes serait tout aussi néfaste pour les intérêts occidentaux que la victoire du clan Al-Assad. L'allié saoudien, lui, verrait d'un bon œil la chute du régime de Damas, et pourrait se satisfaire d'un pays morcelé, en proie au chaos, qui couperait l'axe chiite reliant le Liban et l'Iran. Une Syrie ingouvernable constitue pour Téhéran et Moscou une option préférable à la victoire des insurgés, quitte à laisser un membre de la famille Al-Assad réduit au rôle de pantin siéger dans son palais de Damas, comme le fit un temps son homologue afghan.

Une paix à courte échéance paraît donc des plus improbables. Si les auteurs des atrocités commises sur le terrain doivent répondre de leurs actes, les puissances

étrangères qui attisent ces violences endossent une large part de responsabilité. La guerre civile est devenue si épouvantable que peu se souviennent encore des cortèges de la première heure, lorsqu'un peuple réclamait simplement le droit à la dignité et à la citoyenneté. Dans cette tragédie, c'est peut-être le plus triste.

A Bahreïn aussi, les puissances étrangères démontrent leur aptitude à exacerber les tensions locales, mais d'une manière tout autre qu'en Syrie. Les premières manifestations dans cette petite île du Golfe traduisaient un désir de démocratie très largement partagé : on estime qu'à leur apogée elles ont mobilisé presque un cinquième de la population. Si l'intervention militaire du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (2) a vite tué dans l'œuf cette aspiration collective, l'échec du mouvement s'explique aussi et peut-être surtout par l'irruption de la géopolitique et des mots d'ordre confessionnels.

Alors qu'en Syrie un pouvoir alaouite fait face à une population majoritairement sunnite, Bahreïn est une monarchie sunnite majoritairement peuplée de chiites. C'est pourquoi les intérêts respectifs des deux puissances rivales de la région, l'Iran et l'Arabie saoudite, s'y heurtent de plein fouet. Compte tenu de sa proximité géographique, Riyad exerce sur son voisin un droit de regard particulièrement intrusif. Soutenue par l'Occident, l'intervention des troupes du CCG répondait explicitement au vœu de Riyad de maintenir Bahreïn dans sa zone d'influence.

Au départ, chiites et sunnites défilaient côte à côte, sur une même ligne de revendication démocratique. C'est seulement lorsque l'intervention saoudienne a eu lieu que la carte confessionnelle a évincé peu à peu les objectifs politiques. Cette capta-

(1) Edward Luttwak, « In Syria, America loses if either side wins », *The New York Times*, 24 août 2013.

(2) Ses six membres sont l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.



**UN ATLAS EXHAUSTIF** des 193 pays de l'ONU avec, pour chacun d'entre eux, les chiffres-clés (population, PIB, chômage...), une carte et une analyse par un correspondant du *Monde*.

**UNE ANNÉE ÉCONOMIQUE CONTRASTÉE** selon les grandes régions du monde. Reprise aux Etats-Unis, stagnation en Europe, ralentissement dans les pays émergents, quid de la Chine et de ses réformes ? un décryptage de l'année passée pour éclairer les tendances économiques et sociales à venir.

**ZOOM SUR LA FRANCE** saisie par le doute.

**ET NOTRE PLANÈTE ?** Un état des lieux des grandes questions environnementales : climat, pollution atmosphérique, transition énergétique, science et conflits d'intérêts...

Rédigée par les meilleurs spécialistes du *Monde*, la nouvelle édition du *Bilan* vous attend chez votre marchand de journaux !

LE BILAN DU MONDE – 220 PAGES – 9,95 € SEULEMENT



QUATRE DESTINS POUR UNE RÉVOLUTION

# pas dit son dernier mot

tion de la dynamique locale par des intérêts extérieurs a cependant mis en lumière la fragilité du régime. Sans la perfusion financière, militaire et politique des Etats du Golfe, la dynastie Al-Khalifa ne disposerait ni des moyens ni de la légitimité nécessaires pour se maintenir au pouvoir. Sa survie ne dépend plus désormais que de ses protecteurs étrangers.

L'internationalisation du conflit a ruiné une chance historique de voir la société bahreïnienne résoudre ses vieilles tensions confessionnelles par le dialogue démocratique. Alors que les mêmes causes ont entraîné l'explosion de la Syrie, à Bahreïn elles maintiennent sous respiration artificielle un régime autocratique.

A la différence de la Syrie et de Bahreïn, l'Égypte est un pays suffisamment fort et autonome pour tenir tête aux pressions extérieures. Les grandes puissances étrangères n'en sont pas moins étroitement liées au drame politique qui s'y joue. En juillet 2013, un coup d'Etat militaire a renversé le gouvernement décrié, mais légitime, des Frères musulmans. N'importe où ailleurs, une rupture aussi brutale du processus démocratique aurait soulevé une indignation planétaire. En Égypte, elle a pourtant reçu l'approbation des chancelleries occidentales. Les Etats-Unis et leurs alliés européens, mais aussi l'Arabie saoudite et ses voisins du Golfe, de même que la Jordanie, le Maroc et Israël, tous ont très vite endossé le coup de force militaire, qui les débarrassait d'un Mohamed Morsi démocratiquement élu mais jugé incontrôlable.

Sitôt le nouveau régime en place, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït s'empressèrent de lui verser une aide économique de 12 milliards de dollars, soit neuf fois plus que le 1,3 milliard annuel de l'assistance militaire américaine. Le choix de Riyad s'explique par au moins deux raisons : d'une part, la défiance de longue date du régime wahhabite envers les Frères musulmans ; d'autre part, la crainte que l'exemple de la jeune démocratie égyptienne ne fasse tache d'huile, ne donne un mandat populaire à des forces islamistes et n'enhardisse les Saoudiens à contester les dirigeants de leur pays.

Le fait que l'Occident ait cautionné le coup d'Etat militaire n'a pas accru son prestige au sein de la population égyptienne, échaudée par le message implicite selon lequel une démocratie n'est acceptable que si elle porte au pouvoir les candidats adoubs par les puissances étrangères. L'ironie de l'histoire est qu'en tournant le dos aux Frères musulmans Washington et ses alliés ont saboté de leur propre chef le projet arabo-occidental d'un bloc sunnite cohérent susceptible de contenir l'influence iranienne, provoquant du même coup une insolite convergence des politiques étrangères saoudienne et israélienne.

Il est vrai que le coup d'Etat du général Abdel Fatah Al-Sissi résultait aussi d'une situation économique désastreuse et de l'impopularité croissante de M. Morsi. Même ses électeurs avaient perdu confiance dans la capacité du gouvernement à répondre aux problèmes du

## Rendre des comptes au peuple

DURANT leur bref passage au pouvoir, les Frères musulmans se sont bien gardés d'amorcer une islamisation forcée de la société. Leur objectif consistait plutôt à consolider leur domination politique sur le terrain institutionnel. Ce n'est pas un hasard si, lors du coup d'Etat, le gouvernement Morsi s'est défendu en faisant référence à l'argument de la légitimité (*chara'iy*a) plutôt qu'à la loi islamique (*charia*). A cet égard, la crainte occidentale de voir le « printemps arabe » déboucher sur une contagion islamiste au Proche-Orient paraît sans grande consistance.

En Égypte même, le coup d'Etat militaire a reçu la bénédiction du mouvement de jeunes Tamarrod, de l'Eglise copte et des formations laïques libérales. Le libéralisme revendiqué par ces dernières n'incluait manifestement pas la défense du



chômage et de la corruption. Les ambitions hégémoniques des Frères musulmans, qui refusaient de partager la moindre parcelle du pouvoir, ont précipité leur discrédit. Elles se sont aussi heurtées à la résistance de l'appareil d'Etat, toujours composé de policiers, de juges et de *fouloul* (dignitaires de l'ancien régime) viscéralement hostiles à la confrérie. Cet « Etat profond » n'a pas raté l'occasion de remonter à la surface. Une tâche d'autant plus aisée que les Frères musulmans, en bousculant des juges, des gouverneurs et des notables pour placer leurs propres hommes au sein de l'appareil d'Etat, s'étaient aussi aliéné leurs alliés potentiels au sein de la gauche et des salafistes.

La foudre qui s'est abattue sur eux signifie également la fin de l'aura d'invincibilité qui entourait autrefois l'islamisme. La confrérie n'était ni un groupe révolutionnaire ni la branche locale de quelque front terroriste international, mais une organisation plutôt conservatrice prônant la piété religieuse, le libéralisme économique et la charité envers les plus pauvres. Elle ne s'arrogeait aucun monopole sur l'islam et n'entretenait aucun lien avec les salafistes ni avec les théologiens d'Al-Azhar (3). Ses adeptes vivent aujourd'hui en prison ou dans la clandestinité. Plus prudents, ou plus roués, les salafistes du parti Al-Nour ont manifesté leur pragmatisme en faisant allégeance au régime militaire. Avec le « printemps arabe », la sphère islamiste s'est à la fois diversifiée et fragmentée, tout en faisant émerger de nouvelles figures hors des cercles scolaires et politiques traditionnels.

pluralisme politique, lequel s'avère incompatible avec l'exclusion des Frères musulmans. Dès lors, le pluralisme pouvait disparaître tout à fait. La censure imposée par le nouveau régime militaire s'avère en effet plus implacable que celle qui régnait sous la présidence de M. Hosni Moubarak. Non seulement les Frères musulmans ont été rayés de la carte avec une brutalité inédite depuis l'ère du président Gamal Abdel Nasser, mais leur bannissement s'est accompagné d'une campagne nationaliste et xénophobe assimilant leurs militants à des « terroristes » à la solde de l'étranger. Conséquence inattendue de la révolution égyptienne, une présidence autocratique s'est muée en une dictature militaire qui recourt à la loi martiale et à la violence légale. Les élections n'ont pas été supprimées, mais elles se déroulent sous étroit contrôle.

Du fait de l'interdiction des Frères musulmans et de l'atomisation de toutes les forces politiques du pays, l'armée s'est imposée par défaut. Elle ne quittera pas le pouvoir de son propre chef, du moins aussi longtemps qu'elle jouira de la complicité des puissances occidentales et des Etats du Golfe, car elle se considère comme la clé de voûte de la société.

L'Égypte n'est pas en proie aux tensions ethniques et religieuses qui minent certains de ses voisins ; l'hypothèse d'un conflit ouvert semble donc écartée. Il n'en demeure pas moins que les militaires ne peuvent se contenter de restaurer l'ordre ancien. Le coût d'une répression massive est devenu politiquement exorbitant, et les Égyptiens ont pris goût à la force des mobilisations de masse. Le fossé entre islamisme et sécularisme risque par ailleurs de se creuser davantage. Certains Frères musulmans pourraient être tentés de prendre les armes.

Mais la principale nouveauté, c'est l'exigence de plus en plus grande, au sein du peuple, de se voir rendre des comptes. Même lors du coup d'Etat de juillet 2013, les militaires ont dû justifier leur action, après qu'une initiative démocratique mandatée par des groupes de citoyens eut exprimé haut et fort ses inquiétudes. Le régime est désormais placé devant un choix épineux : va-t-il ressusciter le système Moubarak, avec un général Al-Sissi passant du kaki au costume-cravate, ou préférera-t-il le modèle pakistanais, où les civils ont leur mot à dire, mais laissent aux militaires leur droit de veto sur les dossiers importants ?

En comparaison, la transition tunisienne ressemblerait presque à une promenade de santé. Menée par des acteurs locaux apparemment soucieux de stabilité et de respect des règles démocratiques, elle est restée largement épargnée par les manipulations extérieures. Cela s'explique notamment par sa géographie : bien que surveillée de près par l'ancienne puissance coloniale française, la Tunisie a rarement servi de théâtre aux compétitions géopolitiques des intérêts étrangers. Sa population est relativement homogène sur le plan religieux. La pomme de discorde la plus notable, depuis la chute du président Zine El-Abidine Ben Ali, c'est la lutte à laquelle se livrent les islamistes et les laïques.

Le parti Ennahda, d'inspiration islamiste, a gagné les premières élections libres, mais il a commis la même erreur que les Frères musulmans : il a interprété le mandat reçu comme un sésame pour le pouvoir absolu. Rapidement, la situation politique s'est détériorée, avec l'assassinat de plusieurs opposants de gauche



AMMAR ABOU BAKR. – Protagoniste de Génération Tahrir, ce professeur d'arts plastiques bombe les murs du Caire pour porter la voix de la révolution là où on ne l'entend pas. La galerie d'art contemporain Sophie Lanoé (Paris) expose depuis 2011 des artistes dont certains sont directement issus du « printemps arabe »

et la montée en puissance des groupes salafistes, farouchement hostiles au pluralisme électoral. Leurs menaces ont jeté un froid au sein de la population, peu habituée à un tel climat.

En Tunisie, aucun camp ne peut prétendre à l'hégémonie, et Ennahda a d'abord formé une coalition avec deux partis laïques. Les mouvements libéraux et progressistes ont donc fini par accepter le dialogue national proposé par le gouvernement et par travailler avec les islamistes – à l'exclusion des plus radicaux, notamment les salafistes. Tous les partis de l'échiquier électoral ont convenu que le risque d'une spirale de violences politiques ne pouvait plus être ignoré. En outre, la fracture entre religieux et séculiers s'est révélée moins insurmontable que prévu. Peu de choses différenciaient finalement les islamistes modérés de

## Des sujets devenus citoyens

TANDIS que le « printemps arabe » entre dans sa quatrième année, il faut s'attendre à une poursuite des ingérences dans les conflits locaux et à une amplification de leurs effets délétères. Les lignes de front géopolitiques, religieuses et idéologiques déchirent maintenant tout le Proche-Orient. Ce n'est qu'en renonçant à s'immiscer dans les révolutions que le monde extérieur peut aider à les faire renaître.

On peut toutefois repérer quelques tendances plus précises pour l'année qui commence. Tout d'abord, les monarchies du Golfe risquent de peser encore davantage sur les affaires de leurs voisins arabes. La rente pétrolière leur donne une influence décisive sur des pays moins bien lotis comme l'Égypte, le Maroc et la Jordanie, où leurs aides dépassent celles du bloc occidental. Moins importantes, celles-ci ont cependant pour avantage de ne dépendre ni des cours du pétrole ni des humeurs des princes.

Ensuite, il faut souligner l'importance des pactes conclus en période de transition nationale. Dans d'autres contextes de démocratisation, comme en Amérique latine, les pactes d'accommodement entre forces rivales furent profondément institutionnalisés et acceptés par tous. Au Proche-Orient, en revanche, la logique de partition l'emporte sur la recherche du compromis, de sorte que les fractions se déchirent pour le pouvoir au lieu de le partager.

En troisième lieu, la faiblesse des institutions locales, ajoutée aux interventions

leurs rivaux laïques, tandis que ces derniers reconnaissent plus volontiers l'importance de la religion dans tout nouveau système politique.

Mais c'est surtout la remuante société civile qui a réactivé le calendrier de la transition démocratique. L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) ainsi que l'organisation patronale de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica), l'ordre des avocats et la Ligue tunisienne des droits de l'homme ont donné de la voix durant le dialogue national. Ils ont fixé de nouveaux objectifs au gouvernement et appelé à la ratification de la Constitution.

L'armée, quant à elle, pèse nettement moins qu'en Égypte : peu nombreuse en effectifs et dépolitisée, elle est restée dans ses casernes depuis 2011. L'ancien régime de M. Ben Ali était un Etat policier, pas une dictature militaire. Sa gouvernance technocratique et kleptomane pouvait fort bien se passer d'une assise idéologique. C'est pourquoi la révolution tunisienne a limogé les élites de l'ancien parti unique tout en laissant intactes la bureaucratie et les forces de police, qui n'étaient pas connectées au régime. La préservation de cette ossature a contribué à maintenir une relative stabilité de l'ordre légal. En outre, l'ancienne autocratie avait mis en place une robuste structure d'institutions et de lois, qui avait certes peu servi au cours des dix dernières années de l'ère Ben Ali, mais qui peut aujourd'hui s'avérer utile pour bâtir un système démocratique fonctionnel. Précisément parce que le népotisme d'autrefois était dépourvu de toute idéologie susceptible de réapparaître, la restauration d'un Etat autoritaire paraît peu vraisemblable.

La Tunisie a la chance de pouvoir répondre à ses incertitudes par ses propres moyens, sans se préoccuper du bon vouloir des autres. Les puissances mondiales et régionales ont joué un rôle mineur dans la transition en cours. Washington n'a pas mis son veto à l'entrée d'Ennahda au gouvernement, ni favorisé tel ou tel candidat. Les Etats pétroliers du Golfe se sont abstenus de soutenir massivement leurs favoris. La France se cantonne à une neutralité circonspecte, son image restant entachée par l'indéfectible soutien qu'elle a apporté à M. Ben Ali jusqu'à l'ultime seconde de son règne. En cas de succès, l'expérience tunisienne serait reçue comme un signal d'espoir dans toute la région, et peut-être au-delà.

mal avisées de puissances étrangères, a donné du grain à moudre aux saboteurs du processus démocratique. Les salafistes tunisiens et les faux libéraux égyptiens sont des personnages de second plan qui n'ont rien à perdre en brisant les compromis difficilement négociés. Ils gagnent en importance à mesure que les institutions s'érodent et que les intérêts en jeu s'accroissent. Dans des scénarios extrêmes, des Etats défailants n'ont pas les moyens d'enrayer le cercle vicieux du dilemme sécuritaire. Au Yémen et au Liban, nombre de groupes préfèrent prendre les armes plutôt que de s'en remettre à un Etat incapable de les protéger, moyennant quoi ils l'affaiblissent encore un peu plus.

Le dernier point, plus positif, concerne la citoyenneté. Les peuples arabes ne se perçoivent plus comme des masses de sujets, mais comme des forces citoyennes qui méritent le respect et la parole. Quand un nouveau soulèvement surgira, il sera à la fois plus spontané, plus explosif et plus durable. Les citoyens arabes ont été témoins des solutions extrêmes auxquelles leurs gouvernements sont prêts à recourir pour se maintenir au pouvoir. Les régimes coercitifs connaissent bien, eux aussi, la détermination des masses à les « dégager ». Le « printemps arabe » n'a pas dit son dernier mot.

**HICHAM BEN ABDALLAH EL-ALAUI.**

(3) Institution majeure de l'islam sunnite dont le siège se trouve au Caire.

# Au Soudan du Sud, l’écroulement

*Une féroce guerre civile a éclaté fin 2013 au Soudan du Sud, moins de trois ans après l’indépendance du pays. Opposant les partisans du président Salva Kiir à ceux de son ancien vice-président, M. Riek Machar, elle menace la stabilité régionale. Un fragile cessez-le-feu a été annoncé le 23 janvier pendant que, de l’autre côté de la frontière, l’armée soudanaise provoque des déplacements massifs de populations.*

PAR GÉRARD PRUNIER \*

LE 15 décembre 2013, une intense fusillade retentit au quartier général de la garde présidentielle à Juba, la capitale du Soudan du Sud. Elle marque le début d’une guerre civile qui, dès lors, n’a cessé de prendre de l’ampleur. Que s’est-il passé ? Selon le président de la République Salva Kiir, une tentative de coup d’Etat avait été ourdie par l’ancien vice-président Riek Machar, qu’il avait démis de ses fonctions le 23 juillet. Selon ce dernier – sauvé in extremis grâce au sacrifice de ses gardes du corps, tous tués –, les échanges de tirs résultaient au

contraire d’une manœuvre du président lui-même destinée à éliminer son opposition.

Le doute n’est pourtant pas permis. « Nous n’avons pu trouver aucune preuve de la moindre tentative de coup d’Etat », a déclaré, le 9 janvier 2014, M<sup>me</sup> Linda Thomas-Greenfield, sous-secrétaire d’Etat américaine aux affaires africaines. Une version confirmée de façon imagée par M. Machar : « J’ai été obligé de m’enfuir en pyjama. » Depuis, les combats entre ses partisans et l’armée font rage.



CAMILLE LEPAGE. – Après le bombardement du village de Kauda (Kordofan du Sud), novembre 2012

CAMILLE LEPAGE/HANSLUCAS.COM

## Un jeu du chat et de la souris

COMMENT LA République du Soudan du Sud, ce jeune Etat né en juillet 2011 d’une sécession consécutive à un référendum, a-t-elle basculé ? Pour le comprendre, il faut remonter à l’accord pétrolier du 27 septembre 2012 entre Khartoum et Juba, et à la décision de M. Kiir de se porter candidat à sa propre succession en 2015. Ses huit années de présidence (1) sont loin d’avoir été un succès : violences ethniques, rébellions fréquentes, administration déficiente, absence de développement économique et corruption massive – au point que, dans une lettre ouverte restée célèbre, le président avait tancé ses propres ministres : « Remboursez les 4 milliards de dollars que vous avez volés, car nous en avons besoin pour le développement. »

Les Etats-Unis, parrain du nouvel Etat, font preuve à son égard d’une complaisance coupable. En effet, une véritable mafia diplomatique favorable au Mouvement populaire de libération du Soudan (Sudan People’s Liberation Movement, SPLM), l’organisation rebelle opposée à Khartoum qui a pris le pouvoir à Juba au moment de l’indépendance, lui a assuré la bienveillance de l’administration Obama et a interdit toute critique envers l’enfant chéri de Washington.

Khartoum a su profiter de la situation. Le président Omar Al-Bachir, conscient de détenir les clés de la réélection de son homologue sudiste, s’est engagé dans une habile politique de chantage. Quels buts poursuivait-il ? D’abord, étrangler la guérilla nordiste menée par le Front révolutionnaire soudanais (Sudan Revolutionary Front, SRF), une organisation parapluie rassemblant tous les mouvements en lutte contre son régime. Le SRF se bat depuis l’automne 2011 en s’appuyant essentiellement sur les ethnies noires musulmanes, dont la fidélité a longtemps été acquise aux Arabes sur la base d’une communauté de religion. Mais cette loyauté s’est effilochée au cours des années de guerre (1983 à 2002) et a fini par disparaître.

\* Membre de l’Atlantic Council et consultant indépendant en affaires africaines.

Longtemps utilisés contre les chrétiens, les Noirs musulmans ont fini par prendre conscience de leur aliénation tant sociale qu’économique, et par changer de camp. La crise au Darfour, en 2003 (2), avait marqué la première étape de leur engagement ; paradoxalement, l’indépendance du Sud chrétien, en 2011, a marqué la seconde, encore plus décisive. Désormais, le pouvoir islamiste de Khartoum se sait donc engagé dans une lutte à mort pour sa survie. Et, face à des musulmans, il ne peut plus utiliser l’argument religieux. Il a donc logiquement

recours au racisme et brandit la menace que représentent les « esclaves » (*al abid*), un terme encore couramment utilisé au Soudan arabe pour parler des Noirs...

Premières demandes du président Al-Bachir : l’application de l’accord pétrolier de septembre 2012 et la fin du soutien de M. Kiir au SRF. Mais il voulait plus. La situation économique de Khartoum étant désespérée, il exigea que Juba abandonne les termes plutôt favorables de l’accord (10,25 dollars par baril de brut au titre du droit de transit du Sud à travers les oléoducs du Nord) pour se mettre à payer immédiatement les 3 milliards de « droits compensatoires » prévus, dont l’échéancier n’avait pas été défini.

Pour cela, il fallait aller plus loin dans la prise de contrôle du Sud par le Nord. M. Al-Bachir fit donc pression sur M. Kiir en interrompant les exportations pétrolières, puis en les rétablissant partiellement – un jeu du chat et de la souris. En juillet 2013, ayant compris le plan de Khartoum, M. Kiir met à pied tout son cabinet, renvoie le vice-président Machar et, dix jours plus tard, reconstruit une équipe gouvernementale truffée d’hommes connus pour être des affidés de Khartoum (MM. Riak Gok, Telar Ring Deng, Abdallah Deng Nhial). Dès lors, le pétrole recommence à couler et l’argent à rentrer.

En novembre 2013, le président Al-Bachir se rend à Juba pour annoncer à son

homologue que le moment est venu de payer les « droits compensatoires ». Le versement débiterait immédiatement et se réglerait au fur et à mesure, par une augmentation des droits de transit. M. Kiir se soumet, mais les droits bondissent aussitôt (3). Le président Al-Bachir a gagné sur toute la ligne. Juba est désormais gouverné par une camarilla ethnico-prébendaire qui allie au noyau dur des

(1) Il avait déjà dirigé le gouvernement intérimaire de 2005 à 2011.

(2) Lire « Darfour, la chronique d’un “génocide ambigu” », *Le Monde diplomatique*, mars 2007.

(3) Leur montant est un secret d’Etat. Il tournerait autour de 30 dollars le baril.

# Avec les réfugiés

les forces gouvernementales et les rebelles du SPLM/A-N, alliés historiques du parti au pouvoir au Soudan du Sud. Le conflit a débuté en juin 2011, alors que celui-ci s’apprêtait à faire sécession (1). Les autorités de Khartoum lancent alors un ultimatum pour exiger de Juba – la capitale du futur pays – qu’il déplace vers le sud ses forces armées toujours présentes au Kordofan du Sud et au Nil Bleu, deux Etats fédérés du Nord. Quelques jours plus tard, l’armée soudanaise tente de désarmer les insurgés au Kordofan du Sud, déclenchant une nouvelle guerre civile.

## Dans les camps, les rebelles font la loi

Moins de trois mois plus tard, le conflit s’étend au Nil Bleu. Les rebelles qui, au gré des contingences de l’histoire, se sont retrouvés au nord de la nouvelle frontière internationale entre les deux Soudans se séparent alors formellement de Juba et deviennent un groupe soudanais à part entière. Depuis lors, les insurgés du Kordofan du Sud sont parvenus à s’emparer de larges portions de territoire. Mais ceux du Nil Bleu, moins bien préparés, ont subi de lourds revers. Après avoir rapidement perdu la ville stratégique de Kourmouk et les monts Ingessana, ils ne contrôlent plus qu’un tout petit territoire, près de la frontière avec le Soudan du Sud.

Un voyage depuis le Soudan du Sud vers les zones rebelles du Nil Bleu donne à voir un paysage désolé. Une fois passée la frontière invisible, acacias et fourrés se succèdent le long de la piste. Hormis quelques camps rebelles et des jeunes en uniforme marchant au bord de la route, la vie humaine se fait rare et discrète. Sur le trajet entre le poste-frontière de Guffa et le village de Samari, plus au nord, une école porte les traces d’un bombardement d’Antonov. Les cours y ont cessé depuis longtemps. A l’intérieur, sur les murs, des dessins d’enfants reflètent les traumatismes de la guerre : deux hommes ouvrant le feu sur un civil ; sous un hélicoptère, un corps décapité.

Soumises aux survols et aux bombardements quasi quotidiens de l’aviation de Khartoum, les populations ont trouvé refuge dans la savane. Sous les arbres, à l’écart des routes, les déplacés survivent grâce à la cueillette et à quelques rations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui leur parviennent par contrebande depuis les camps. En signe de désespoir, plusieurs d’entre eux brandissent du *gop*, une racine vénéneuse qu’ils sont réduits à consommer après l’avoir fait bouillir toute une journée pour la rendre inoffensive.

Khartoum refuse aux organisations humanitaires tout accès aux zones rebelles, provoquant ainsi un exode et l’effondrement des maigres services qui existaient auparavant. Aucune école, aucun dispensaire n’opère plus au Nil Bleu, bien que des dizaines de milliers de civils s’y trouvent toujours. Les plus vulnérables en subissent les conséquences de manière disproportionnée : ceux, handicapés ou trop âgés, qu’on a dû abandonner ; d’autres, trop faibles, morts de faim ou de fatigue sur le chemin des camps ; des enfants, blessés dans un bombardement, morts dans les bras de leurs parents avant qu’on puisse les soigner.

Quelques jours plus tard, loin des micros, les humanitaires qui assistent les réfugiés dans les camps au Soudan du Sud nous font part de leurs dilemmes. Seuls quelques dizaines de kilomètres les séparent des déplacés en détresse restés au Nil Bleu. Mais la frontière s’impose aux associations. Qui veut risquer les représailles de Khartoum et être pris pour cible par les Antonov ? Le Kordofan du Sud bénéficie de l’assistance de quelques organisations non gouvernementales prêtes à risquer la traversée depuis le Soudan du Sud ; mais le Nil Bleu, oublié des caméras, n’a pas cette chance.

Le blocage de l’aide humanitaire suggère que Khartoum a pour intention de déplacer, par la faim et la terreur, les populations des zones contrôlées par les rebelles ; une stratégie déjà déployée au Darfour, ainsi que dans les zones frontalières avec le Sud durant

(1) Lire Gérard Prunier, « Le régime de Khartoum bousculé par la sécession du Sud », *Le Monde diplomatique*, février 2011.

### Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 28 février 2014

|    |                           |                               |
|----|---------------------------|-------------------------------|
| 4  | SRI LANKA                 | Fête de l’indépend.           |
| 6  | N <sup>lle</sup> -ZÉLANDE | Fête nationale                |
| 7  | GRENADE                   | Fête de l’indépend.           |
| 11 | IRAN                      | Anniversaire de la révolution |
| 16 | LITUANIE                  | Fête de l’indépend.           |
| 18 | GAMBIE                    | Fête de l’indépend.           |
| 22 | SAINTE-LUCIE              | Fête nationale                |
| 23 | BRUNEI                    | Fête de l’indépend.           |
|    | GUYANA                    | Fête nationale                |
| 24 | ESTONIE                   | Fête de l’indépend.           |
| 25 | KOWEÏT                    | Fête nationale                |
| 27 | RÉPUBLIQUE DOMINICAINE    | Fête de l’indépend.           |

\* Journaliste.

## JEUNE ETAT DU CONTINENT AFRICAIN

## des espoirs démocratiques

Dinkas Rek et Agar (4) des membres d'autres ethnies, récompensés pour leur complaisance.

L'opération orchestrée par Khartoum participe de l'étouffement de la démocratie au Sud. En fait, l'Etat sud-soudanais n'en est pas un. Il n'est que la projection des structures hypercentralisées d'un mouvement de guérilla autoritaire, avec une armée composée de régiments ethniques mal amalgamés, issus des divers groupes régionaux de combattants des années 1983-2002. Cette fragmentation sous-jacente s'est renforcée avec l'«intégration» progressive

des milices qui avaient combattu pour Khartoum pendant la guerre et qui avaient été juxtaposées, régiment par régiment, sans souci d'homogénéisation.

La question n'est pas seulement de savoir qui va gagner la présidentielle de 2015, mais aussi et surtout comment se déroulera le scrutin. Verra-t-on un grand changement qualitatif permettant de passer d'un régime de bandes à un Etat de droit ? Avant les événements de décembre, on évoquait timidement un mouvement réformiste et une lutte pour la démocratie. Ce scénario paraît désormais peu probable.

un président ambitieux (M. Kiir) tente de durcir son pouvoir face au défi démocratique lancé par son propre parti.

Le facteur ethnique joue dans ce cadre politique : les soldats nuers se sont soulevés spontanément pour défendre leur champion, l'ex-vice-président. A Juba, les soldats dinkas se sont immédiatement livrés à des tueries visant presque exclusivement les Nuers, civils ou militaires. Mais les brisures de ce clivage abondent. La veuve du grand dirigeant du mouvement indépendantiste, M<sup>me</sup> Rebecca Garang, pourtant dinka, s'est rangée dans le camp réformiste, et son fils aîné fait partie de la délégation du Nuer Machar. Les onze politiciens réformistes détenus appartiennent à cinq ethnies, et parmi eux figurent deux Dinkas. Au Nord, dans les combats autour de la ville pétrolière de Bentiu, ce sont des Nuers ralliés à M. Kiir qui affrontent d'autres Nuers fidèles, eux, à M. Machar. Partout en Equatoria, région qui n'est ni nuer ni dinka, les petites tribus (Madis, Baris, Lotukos, Toposas) choisissent leur camp, en général celui de M. Machar et des réformistes.

Nulle part on ne constate ce déterminisme qui voudrait que chacun suive aveuglément son affiliation tribale. L'enjeu

## Brisures du clivage ethnique

ON considère trop facilement que la brutalité de la crise actuelle procède d'un conflit ethnique. Or il s'agit au premier chef de l'effritement d'un régime autoritaire qui hésite entre la voie d'une modernisation démocratique et un durcissement clientéliste. Si, comme souvent en Afrique, les acteurs s'identifient à des ethnies, la clé des événements se trouve ailleurs : dans le mouvement beaucoup plus vaste qui a conduit une partie de l'élite indépendantiste du SPLM à se remettre en question parce que ses intérêts étaient menacés. Dans la vie politique embryonnaire du Soudan du Sud, l'essentiel des débats ne se déroulent pas au Parlement, mais au sein de ce mouvement, qui a conservé les structures verticales héritées de son passé léniniste. Le Conseil national de libération (CNL) constitue ainsi une sorte de «Parlement du parti» dont M. Kiir tente de brider l'expression en voie de démocratisation.

Pour lui, comme pour ses partisans, un aggiornamento démocratique peut remettre en cause de précieuses positions acquises. Le 15 décembre, l'opposition en cours de formation se préparait à organiser un grand meeting unitaire pour réclamer une réunion du CNL. Le bataillon dinka de la garde

présidentielle tenta alors de désarmer un bataillon nuer – M. Kiir est dinka et M. Machar, nuer – tandis que d'autres soldats arrêtaient les onze politiciens «réformistes» jugés les plus dangereux. M. Machar parvint à s'enfuir ; les unités nuers de l'armée se soulevèrent et la guerre civile commença, avec son cortège d'horreurs. Si l'hypothèse d'un coup d'Etat commandité par M. Machar est improbable, la comparaison avec le 18 Brumaire (5) paraît, quant à elle, pertinente :

CAMILLE LEPAGE. – Soldats de l'Armée populaire de libération du Soudan nord, Kordofan du Sud, novembre 2012



CAMILLE LEPAGE/HANS LUCAS.COM

## du Nil Bleu

la seconde guerre civile soudanaise (1983-2005). Face à ce dessein, les rebelles s'organisent, s'appuyant sur la source de moyens humains et matériels la plus accessible : les camps de réfugiés. Privés de profondeur stratégique au Nil Bleu, ils ont fait de Maban leur base arrière. Dans la ville de Bunj, près des camps, des groupes de jeunes hommes, armés ou non, vont et viennent dans des pick-up blancs couverts de boue – un camouflage improvisé contre les Antonov. Les rebelles y gèrent leur logistique, tirant parti des voies de commerce informel qui relient Maban et l'Éthiopie à Yabous, ville du sud du Nil Bleu et base principale du SPLM/A-N.

Dans les camps, leur hégémonie sur les réfugiés est palpable. M. Malik Agar, le président du mouvement, y organise chaque mois des réunions où les chefs locaux sont encouragés à fournir des combattants. D'abord fondé sur le volontariat, ce recrutement serait devenu forcé depuis novembre 2012. Les «déserteurs» et ceux qui, désignés par leur cheikh pour aller au combat, refusent la conscription sont enlevés de nuit par des hommes en armes. Chaque mois, des camions entrent dans les camps pour collecter une «taxe» révolutionnaire en nourriture et en argent. Les employés du HCR qui ont cherché à documenter ces agissements ont subi des menaces, et rares sont les réfugiés prêts à les évoquer ouvertement avec des étrangers.

Mais, alors que les civils paient le prix fort, l'enjeu des batailles paraît vain au regard du délitement généralisé qui frappe les deux Soudans. A court terme, les rebelles n'ont que peu d'espoir de reprendre le contrôle de Kourmouk, leur bastion historique au Nil Bleu. Le gouvernement, de son côté, limite ses efforts militaires dans cet Etat pour les concentrer sur le front du Kordofan. Le SPLM/A-N, allié depuis 2011 aux trois principales factions rebelles du Darfour sous le nom de Front révolutionnaire soudanais (Sudan Revolutionary Front, SRF), y étend progressivement sa guerre d'usure, qui atteint désormais le Kordofan du Nord, rempart du pouvoir central. En parallèle, l'Etat soudanais fait face à une profonde crise politique et économique qui provoque une érosion rapide des loyautés dans les zones périphériques. A terme, c'est moins le scénario d'une marche conquérante des

rebelles sur la capitale que celui d'une «somalisation» du pays qui se profile.

Depuis peu, le Soudan du Sud se trouve lui aussi en pleine implosion (*lire l'article ci-dessus*). En décembre dernier, le président Salva Kiir apparaissait en uniforme à la télévision nationale pour accuser son ancien vice-président – et rival de longue date – Riek Machar de tentative de coup d'Etat. Ce dernier, craignant pour sa vie, a alors fui la capitale en pirogue et pris la tête d'un soulèvement armé. En quelques jours, les mutins conquéraient brièvement la ville stratégique de Bor, à deux cents kilomètres de Juba, avant de s'assurer le contrôle de la plus grande partie de l'Etat de l'Unité, paralysant 20 % des infrastructures pétrolières nationales. Depuis, les deux camps continuent de se livrer bataille dans plusieurs villes-clés et ont déjà causé le déplacement de plus de cinq cent mille civils.

## Khartoum pas vraiment inquiété

Dans cette crise interne au Soudan du Sud, les rebelles du SPLM/A-N jouent la neutralité. Mais les réfugiés du Kordofan du Sud et du Nil Bleu ont beaucoup à perdre d'une déstabilisation de leur pays d'accueil. Si les combats venaient à s'étendre, ils se verraient privés d'aide humanitaire et pris en tenaille entre l'armée soudanaise et les factions sudistes. Selon Al-Jundi, jeune réfugié à Maban, «*les gens sont prêts à retourner au Nil Bleu s'il le faut*».

Son fatalisme paraît justifié. La réponse internationale n'a pas été à la hauteur. L'attention des grandes puissances et des acteurs régionaux, purement réactive, saute d'une crise à l'autre, négligeant largement la situation au Kordofan du Sud et au Nil Bleu. Le Conseil de sécurité des Nations unies, un temps préoccupé des relations entre les deux frères ennemis (2), se concentre désormais sur la crise au Soudan du Sud. De leur côté, les médiateurs internationaux, sous l'égide de l'Union africaine, ont abandonné leurs efforts pour amener Khartoum et le

SPLM/A-N à la table des négociations. Une rencontre prévue en décembre dernier a été annulée. La raison officielle – le décès de Nelson Mandela – dissimulait mal le manque d'enthousiasme pour un nouveau cycle qui paraissait voué à l'échec. «*Les médiateurs ont prouvé qu'ils étaient incapables de travailler sur deux dossiers à la fois*», estime Jérôme Tubiana, analyste pour le Soudan à l'International Crisis Group. Les guerres au Kordofan du Sud et au Nil Bleu, jugées secondaires, passent à la trappe. Une aubaine pour Khartoum, qui a le champ libre pour intensifier ses offensives militaires.

La situation actuelle consacre l'échec de l'approche disjointe de la question soudanaise adoptée depuis plus d'une décennie (3) : on traite séparément les conflits au Nil Bleu et au Kordofan du Sud, la crise au Darfour et l'autoritarisme à Khartoum. Comme le résume le chercheur Claudio Gramizzi, «*la communauté internationale a traité les différents dossiers soudanais en vase clos, ce que Khartoum a toujours plus ou moins encouragé, car cela joue en sa faveur*».

Or c'est la domination économique, politique et culturelle d'une élite sur les régions périphériques qui est à l'origine des conflits soudanais. Et l'autodétermination du Sud, arrachée à Khartoum en 2005, alors que la brutale contre-insurrection au Darfour atteignait son paroxysme, devait s'accompagner d'efforts de démocratisation à l'échelle nationale.

Cependant, face à la résistance des élites de Khartoum comme de Juba à toute ouverture pluraliste, les grandes puissances ont préféré sacrifier l'objectif démocratique au profit de la sécession du Sud et d'une stabilité à court terme. L'idée d'un effort global pour résoudre les crises au Nord progresse auprès des diplomates européens et américains. Mais, sans une action coordonnée en faveur d'une ouverture démocratique de Khartoum, la paix au Soudan demeurera un horizon lointain.

JEAN-BAPTISTE GALLOPIN.

(2) Lire «Amer divorce des deux Soudans», *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

(3) Cf. John Young, *The Fate of Sudan : The Origins and Consequences of a Flawed Peace Process*, Zed Books, Londres, 2012.



de ces choix se traduit souvent en termes de vie ou de mort. Car la violence est extrême, et s'intensifie d'autant plus vite que les médiateurs – les pays membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Intergovernmental Authority on Development, IGAD) (6) – sont divisés, voire quasiment en lutte les uns contre les autres. L'Éthiopie tente désespérément de rester neutre dans un conflit qui, à terme, menace sa sécurité. Le Kenya, un moment tenté par le soutien à M. Kiir, s'est retiré. Et l'Ouganda a fait pire : au nom de l'appui au «gouvernement élu» de Juba, le président Yoweri Museveni a bombardé les zones rebelles, et se trouvait à la mi-janvier engagé dans une lourde offensive militaire en direction de Bor, devenant ainsi juge et partie.

Au-delà des déclarations de principe, la «communauté internationale» élargie (Etats-Unis, Union européenne, Chine) est restée étrangement silencieuse, comme si cette soudaine crise frappant le benjamin des pays du continent, universellement fêté voici trois ans, la laissait sans voix. La Chine, principale cliente du pétrole soudanais, semble résignée à attendre une issue qu'elle anticipe mal. Les Etats-Unis sont gênés par leur responsabilité indirecte. Ils ont toléré une violence dérive antidémocratique et ils s'en repentent, sans pour autant accepter que sa contestation soit passée à la lutte armée.

Où allons-nous ? Si la violence, aggravée par l'implication ougandaise, ne cesse pas rapidement, le pays risque de s'enfoncer dans une spirale où le tribalisme, un moment relégué au second rang par la lutte pour la démocratisation, reviendrait sur le devant de la scène. Le danger, pour un pays aussi sous-institutionnalisé, serait alors celui de la dissolution totale. Et de la catastrophe régionale car, de la République centrafricaine à la Somalie en guerre civile, du Soudan au bord de l'effondrement économique à la dictature érythréenne, toute la sous-région s'enfoncerait dans une crise de grande envergure dont l'Éthiopie risquerait à terme de devenir la victime.

GÉRARD PRUNIER.

(4) L'ethnie dinka, majoritaire au Soudan du Sud (en l'absence de recensement fiable, on l'estime à 40 % de la population), forme une «tribu» si vaste qu'elle est subdivisée en «sections», lesquelles se comportent souvent comme des entités autonomes. Il en va de même pour les Nuers, deuxième ethnie du pays.

(5) Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), Napoléon Bonaparte renverse le Directoire par un coup d'Etat et devient premier consul.

(6) Créée en 1996, l'IGAD regroupe six pays : Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie et Soudan.

## Nos précédents articles

- « Ingérences et manipulations au Soudan », par *Augusta Conchiglia* (mars 2013).
- « Chronique d'une indépendance annoncée », par *Marc Lavergne* (février 2011).
- « Poker menteur au Soudan », par *Jérôme Tubiana* (juillet 2010).

# Que viva

Dans le sillage de la révolution mexicaine du début du XX<sup>e</sup> siècle, des artistes s'unissent afin de créer des œuvres qui rendent sensibles ses causes et ses aspirations. En choisissant la fresque, peinte sur les murs des lieux publics, ils offrent à tous la rencontre de la tradition et de la modernité, la transformation de la réalité commune en légende. Ils signent ainsi l'un des grands manifestes de l'engagement.

PAR LAURENT COURTENS \*

EN 1922, sous l'égide du secrétariat de l'éducation publique, une poignée d'artistes s'activent dans le patio d'un ancien bâtiment colonial de Mexico. Ils peignent des géants : des paysans, des mineurs, des Indiens sans terre, des contremaîtres, de plantureux banquiers – ils peignent le peuple en armes, ses héros, ses oppresseurs, son travail, ses fêtes, son histoire, l'épopée de la révolution mexicaine.

En 1922 toujours, ces mêmes artistes et des dizaines d'autres se regroupent en un Syndicat des travailleurs techniques, peintres et sculpteurs. Ils signent une « Déclaration sociale, politique et esthétique » adressée « aux races humiliées dans les siècles, aux soldats devenus bourreaux aux ordres de leurs chefs, aux ouvriers et paysans soumis aux coups des riches, aux

\* Critique d'art, programmeur à l'Institut supérieur pour l'étude du langage plastique (Bruxelles).

intellectuels qui ne flattent pas la bourgeoisie (1) ». Condamnant la peinture de chevalet, jugée « ultra-intellectuelle et aristocratique », ce manifeste fondateur du muralisme mexicain proclame la nécessité d'un art monumental et public, d'un « art pour tous, d'éducation et de lutte ». Son dessein : s'inscrire dans le monde, produire un monde. Il élit comme support le mur, représentant de l'espace social.

Ardeur fiévreuse et soutien officiel conduiront le muralisme à produire, en une cinquantaine d'années, plus de mille trois cents œuvres publiques. Du simple panneau agrémentant une bibliothèque aux programmes michelangesques de plusieurs centaines de mètres carrés, les *murales* surgissent partout à même la vie : dans les rues, les ministères, les hôpitaux, les universités, les maisons syndicales... Ces œuvres sont d'abord le fait des « trois grands », José Clemente Orozco, Diego Rivera et David Alfaro Siqueiros, et de leurs camarades cosignataires.

Toute une génération s'est forgée dans la pratique ou dans le rayonnement du muralisme, et celles qui ont suivi n'ont pas échappé à son emprise. Qu'il s'agisse de le prolonger, de le déconstruire ou de l'exorciser, il constitue au Mexique un cadre de référence aussi bien qu'un environnement visuel quasi incontournables.

## « Le début de l'art moderne sur l'ensemble du continent américain »

Par-delà les frontières, le mouvement s'est offert à l'Amérique latine comme un « idiome distinctif », un « véhicule d'idées politiques, sociales et culturelles à une époque où la soif de justice était, presque automatiquement, unie au désir de renouer avec les racines indigènes » (2). Il marque ainsi, pour le poète mexicain Octavio Paz, « le début de l'art moderne non seulement au Mexique, mais aussi, en tant que mouvement, sur l'ensemble du continent américain » (3). Autre prolongement, peut-être plus inattendu : aux États-Unis, le modèle mexicain influencera notamment l'itinéraire d'un Jackson Pollock, partiellement formé à l'atelier expérimental ouvert en 1936 à New York par Siqueiros.

Cette déflagration, si ample, si porteuse, est liée à la révolution mexicaine. Celle-ci, entamée en 1910 sous la conduite de Francisco Madero, marquée par les figures puissantes de Pancho Villa et d'Emiliano Zapata, aboutit en février 1917 à la promulgation d'une nouvelle Constitution. Longue, sanglante, confrontée à ses propres dissensions internes et aux violents sursauts de la réaction, elle a mis fin au règne quasi ininterrompu (1876-1911) du général-président Porfirio Díaz, qui fut marqué par la complète emprise des États-Unis sur le développement industriel, l'inféodation culturelle à la France, le mépris total de la

population indienne et de son histoire (4). Nationale et agraire, la révolution n'est rien de moins que la « découverte du Mexique par les Mexicains ». Une « révélation » (5).

Cette révélation, les futurs muralistes la vivent en direct, comme soldats, officiers, correspondants de guerre... Mobilisés dans un premier temps pour une réforme de l'enseignement artistique, les étudiants des Beaux-Arts (parmi lesquels Siqueiros et Orozco) se radicalisent et se politisent très vite entre 1911 et 1913. Ils rejoignent les troupes révolutionnaires, participent à la création d'un journal, *La Vanguardia*, dont Orozco est le caricaturiste. Siqueiros, à 20 ans,

est second capitaine d'un des bataillons du général Manuel Diéguez. Ces jeunes gens découvrent le peuple, leur pays et son patrimoine, « les temples merveilleux de notre culture préhispanique, dit Siqueiros, les églises des meilleures périodes coloniales, l'art populaire qui avait été méprisé par nos maîtres et professeurs (6) ». Autant d'exemples d'art public à vocation éducative et spirituelle, arts muraux en somme.

Il y aura d'autres sources, d'autres impulsions. En 1919, à l'occasion d'un voyage en Europe proposé par le secrétaire d'État à l'éducation publique, Siqueiros est à Paris. Il retrouve Rivera, établi dans



DIEGO RIVERA. – « Une histoire du Mexique »



DIEGO RIVERA. – « Mort du capitalisme », 1928



DIEGO RIVERA. – Mur sud de « L'Industrie de Detroit » (détail), Detroit Institute of Arts, 1932-1933

ARDE PICTURALE ET POLITIQUE

## Mexico !



populaire du Mexique» (détail), 1953

la capitale depuis 1909 et proche des cercles d'avant-garde, cubistes notamment. Assoiffés de possibles, ils découvrent la peinture métaphysique de Giorgio De Chirico, les premiers faits d'armes des surréalistes et du futurisme, s'exaltent au contact des œuvres d'Andrea Mantegna, de Masaccio...

Il y aura des divergences, et chaque participant au mouvement va élaborer des formulations singulières, mais tous auront créé avec radicalité un art qui fera écho aux causes originelles de la révolution mexicaine : la souffrance multiséculaire des Indiens comme les frustrations des créoles, les aspirations du peuple à la terre et à la liberté comme celles de l'intelligentsia à

la «mexicanité» et à la modernisation des arts. Cette tension entre tradition et modernité, le muralisme tente de l'intégrer pour dessiner un horizon commun. Horizon qui apparaît comme indissociable d'un autre apparu à ce moment-là de l'histoire : la révolution sociale, le socialisme.

Les héros d'Orozco, de Siqueiros et de Rivera se nomment Prométhée – qui vola le feu aux dieux pour le donner aux hommes –, Cuauhtémoc – le dernier empereur aztèque, qui, sous la torture, refusa de parler –, Moctezuma – symbole de la résistance au colon espagnol. Ils se nomment aussi Madero, Zapata, Karl Marx et Lénine. Des mythes, des inspirateurs,



BOB SCHALKWIJK/ART RESOURCE/SCALA, FLORENCE



BOB SCHALKWIJK/ART RESOURCE/SCALA, FLORENCE

DIEGO RIVERA.  
– « Homme à la croisée  
des chemins » (détail), 1934

des combattants. Les trois hommes peignent de grandes fresques – *L'Homme maître de l'univers* (1934), de Rivera, mesure presque cinq mètres sur onze – qui assument une dimension pédagogique, voire parfois propagandiste, tout en inventant une forme à la fois savante, hardie et accessible à tous dans le quotidien, afin d'«aider l'homme dans sa lutte pour devenir une personne humaine (7)».

Les conditions de l'histoire ne se décrètent pas, et le muralisme n'est pas un modèle généralisable. Mais il est de ces grands mouvements qui ont su donner une réponse à l'indispensable question : dès lors que la nécessité de l'engagement est explicitement posée, où et comment celui-ci s'ancre-t-il dans le réel de l'existence ?

LAURENT COURTENS.

- (1) Rédigée par David Alfaro Siqueiros et signée, entre autres, par Ramón Alva de la Canal, Xavier Guerrero, Carlos Mérida, Roberto Montenegro, José Clemente Orozco, Fermin Revueltas Sánchez et Diego Rivera.
- (2) Edward Lucie-Smith, *Latin American Art of the 20th Century*, Thames and Hudson, Londres, 1993.
- (3) Octavio Paz, *Le Signe et le Grimoire. Essais sur l'art mexicain*, Gallimard, coll. « Art et artistes », Paris, 1995.
- (4) Cf. Leslie Manigat, *L'Amérique latine au XX<sup>e</sup> siècle. 1889-1929*, Seuil, coll. « Histoire », Paris, 1991.
- (5) *Ibid.*
- (6) Philip Stein, *Siqueiros : His Life and Works*, International Publishers, New York, 1994.
- (7) Diego Rivera, *Ecrits sur l'art*, Ides et Calendes, coll. « Pergamine », Neuchâtel, 1996.



BOB SCHALKWIJK/ART RESOURCE/SCALA, FLORENCE

DIEGO RIVERA. – « Dictature », 1936

## « Pour un art révolutionnaire indépendant »

*Ce manifeste, fruit de la collaboration d'André Breton, de Diego Rivera et, probablement, de Léon Trotsky (alors l'hôte du peintre), qui choisira, semble-t-il pour des raisons stratégiques, de ne pas le signer, a été publié à Mexico le 25 juillet 1938 sous forme de tract. En voici un extrait.*

L'ART ne peut consentir sans déchéance à se plier à aucune directive étrangère et à venir docilement remplir les cadres que certains croient pouvoir lui assigner, à des fins pragmatiques extrêmement courtes. Mieux vaut se fier au don de préfiguration qui est l'apanage de tout artiste authentique, qui implique un commencement de résolution (virtuelle) des contradictions les plus graves de son époque et oriente la pensée de ses contemporains vers l'urgence de l'établissement d'un ordre nouveau.

L'idée que le jeune Marx s'était faite du rôle de l'écrivain exige, de nos jours, un rappel vigoureux. Il est clair que cette idée doit être étendue, sur le plan artistique et scientifique, aux diverses catégories de producteurs et de chercheurs. « L'écrivain, dit-il, doit naturellement gagner de l'argent pour pouvoir vivre et écrire, mais il ne doit en aucun cas vivre et écrire pour gagner de l'argent... L'écrivain ne considère aucunement ses travaux comme un moyen. Ils sont des buts en soi. »

Il est plus que jamais de circonstance de brandir cette déclaration contre ceux qui prétendent assujettir l'activité intellectuelle à des fins extérieures à elle-même et, au mépris de toutes les déterminations historiques qui lui sont propres, régenter, en fonction de prétendues raisons d'Etat, les thèmes de l'art. Le libre choix de ces thèmes et la non-restriction absolue en ce qui concerne le champ de son exploration constituent pour l'artiste un bien qu'il est en droit de revendiquer comme inaliénable. En matière de création artistique, il importe essentiellement que l'imagination échappe à toute contrainte, ne se laisse sous aucun prétexte imposer de filière. A ceux qui nous presseraient, que ce soit pour aujourd'hui ou pour demain, de consentir

à ce que l'art soit soumis à une discipline que nous tenons pour radicalement incompatible avec ses moyens, nous opposons un refus sans appel et notre volonté délibérée de nous en tenir à la formule : *toute licence en art*.

Nous reconnaissons, bien entendu, à l'Etat révolutionnaire le droit de se défendre contre la réaction bourgeoise agressive, même lorsqu'elle se couvre du drapeau de la science ou de l'art. Mais entre ces mesures imposées et temporaires d'autodéfense révolutionnaire et la prétention d'exercer un commandement sur la création intellectuelle de la société il y a un abîme : si, pour le développement des forces productives matérielles, la révolution est tenue d'ériger un régime *socialiste* de plan centralisé, pour la création intellectuelle elle doit dès le début même établir et assurer un régime *anarchiste* de liberté individuelle. (...)

De ce qui vient d'être dit il découle clairement qu'en défendant la liberté de la création, nous n'entendons aucunement justifier l'indifférentisme politique et qu'il est loin de notre pensée de vouloir ressusciter un soi-disant art « pur » qui d'ordinaire sert les buts plus qu'impurs de la réaction. Non, nous avons une trop haute idée de la fonction de l'art pour lui refuser une influence sur le sort de la société. Nous estimons que la tâche suprême de l'art à notre époque est de participer consciemment et activement à la préparation de la révolution. Cependant, l'artiste ne peut servir la lutte émancipatrice que s'il s'est pénétré subjectivement de son contenu social et individuel, que s'il en a fait passer le sens et le drame dans ses nerfs et que s'il cherche librement à donner une incarnation artistique à son monde intérieur.

ANDRÉ BRETON ET DIEGO RIVERA.

# Révolte américaine contre

(Suite de la première page.)

L'été dernier, à Durham, un événement exceptionnel a ébranlé le secteur de la restauration rapide : une grève. Une action d'autant plus inattendue qu'elle s'est déroulée dans un Etat, la Caroline du Nord, réputé pour son hostilité viscérale aux syndicats, et qui se flatte par ailleurs d'être une sorte de berceau du fast-food, puisque trois géants de ce secteur – Hardee's, Bojangles' et Krispy Kreme – sont nés sur son sol.

Le mouvement est parti d'un Burger King. Situé sur une intersection routière au milieu de nulle part, l'établissement évoque davantage un fortin du *Désert des Tartares* qu'un restaurant. Un matin à 6 heures, une poignée d'employés s'alignent devant l'entrée du bâtiment et se mettent à scander : « *Les droits du travailleur font partie des droits de l'homme !* » A cette heure matinale, les esprits peinent à s'échauffer, alors on tente un autre slogan : « *On ne peut pas survivre avec 7,25 dollars !* » – allusion au salaire horaire minimum (5,36 euros) pratiqué dans cette branche.

Les envoyés des chaînes d'information locales font bientôt leur apparition, de même que deux patrouilles de police. Un client attablé seul à la fenêtre du Burger King contemple la scène. Alors qu'approche

l'heure d'affluence, des automobilistes klaxonnent pour marquer leur soutien.

En fin de matinée, les grévistes entreprennent d'élargir le mouvement en se rassemblant devant un McDonald's du centre-ville de Durham, puis devant un Little Caesars sur une route à huit voies dans la ville de Raleigh. Leur nombre croît à vue d'œil. Massés sur le bord du trottoir, ils brandissent des pancartes pendant que leurs enfants jouent sous les arbres rachitiques qui survivent dans cette zone périurbaine. Des camionneurs font retentir leur sirène en guise de solidarité. On entend aussi quelques insultes, lancées en passant par des chauffeurs de pick-up.

La dernière étape du jour se fait au KFC de Raleigh. Il est 16 heures ; la chaleur ambiante n'a pas éteint l'ardeur des protestataires, dont le nombre s'élève maintenant à cent cinquante. Ils ont été rejoints par le révérend William Barber II, un dirigeant local de l'Association nationale pour la promotion des personnes de couleur (National Association for the Advancement of Colored People, NAACP), qui organise des rassemblements hebdomadaires pour dénoncer la politique répressive du gouverneur républicain Patrick McCrory, responsable de près d'un millier d'arrestations de manifestants depuis son entrée en fonction, en janvier 2013.

Avec sa silhouette de colosse légèrement voûtée par l'arthrose et sa puissante voix

de basse qui tient en respect le bruit de la ville, le révérend Barber harangue la foule agglutinée devant le KFC. Peu importe, dit-il, le nombre d'heures de travail accumulées : jamais un salarié de la restauration rapide n'accède au seuil d'un revenu suffisant. Ce que réclament les grévistes, ajoute-t-il, c'est le droit de « *jouir du fruit de leur labeur* ». L'expression n'a pas été choisie au hasard : elle figurait parmi les revendications défendues par les Afro-Américains dans les Etats du Sud après la fin de l'esclavage. Explicite, l'allusion prend tout son sens lorsque l'orateur enchaîne : « *Je suis venu ici pour vous dire que ce fruit est corrompu. Le fruit est corrompu quand vous travaillez dans un KFC et que vous pouvez à peine vous payer le poulet que vous y préparez. Le fruit est corrompu quand votre travail consiste à nourrir d'autres personnes, mais qu'il ne vous permet pas de nourrir vos propres enfants.* »

Beaucoup de choses ont été écrites sur le mouvement social inédit qui a balayé le secteur de la restauration rapide aux Etats-Unis depuis plus d'un an, de la Pennsylvanie à l'Etat de New York, du Rhode Island à la Caroline du Sud, et qui a culminé, le 5 décembre 2013, avec une grève nationale dans plus de cent villes du pays. Mais ce à quoi l'on a assisté ce jour-là en Caroline du Nord n'était pas une grève au sens traditionnel du terme. Dans d'autres Etats, les débrayages, soutenus par le puissant

syndicat des employés du secteur des services (Service Employees International Union, SEIU), ont été suffisamment massifs pour entraîner la fermeture de nombreux établissements. Rien de tel à Durham et à Raleigh, où la lutte s'est limitée à des protestations collectives sporadiques. Ici, très peu d'employés ont cessé le travail. Et nul syndicat ne les a épaulés : le seul soutien organisé est venu d'un collectif de défense des habitants, Action NC.

Aussi n'est-il guère surprenant que les travailleurs de la restauration rapide rencontrés en Caroline du Nord semblent tout ignorer des pratiques de l'organisation ouvrière. Comme le reconnaissait une gréviste, mal à l'aise sur ses talons

hauts, le conflit les a pris comme par surprise. Personne n'était préparé au défi physique que représente un piquet de grève. Personne, non plus, n'a sérieusement songé à dissuader les consommateurs de franchir la porte de l'établissement. Et lorsque la chaleur est devenue étouffante, certains grévistes n'ont pas hésité à retourner sur leur lieu de travail pour se commander une boisson. La plupart, en outre, n'imaginaient pas une seconde que leur action pourrait leur attirer les foudres de leur employeur – une naïveté problématique, mais logique dans un Etat où les droits syndicaux sont pour ainsi dire inexistantes. La Caroline du Nord connaît en effet le taux de syndicalisation le plus faible du pays.

## Une main-d'œuvre adulte et diplômée

**L**ES griefs, en revanche, étaient parfaitement solides. Robe noire et croix au cou, M<sup>me</sup> Willietta Dukes aligne les emplois au rabais dans des fast-foods sous franchise. Elle se déclare dévouée à son travail et soucieuse de satisfaire le client. Mais après avoir passé seize ans à baigner dans l'huile de friture et à élever ses deux enfants, elle n'a toujours pas les moyens de se loger. C'est son fils aîné qui l'héberge dans sa chambre d'amis. Pendant ce temps, dit-elle, ses employeurs se félicitent bruyamment des primes qu'ils reçoivent. Un jour, le manager de son équipe lui a confié sa technique de réduction du stress : le soir, à la maison, se prélasser dans un bain chaud. « *Alors que moi, je n'ai même pas de maison !* », soupire M<sup>me</sup> Dukes. Récemment, sa direction lui a fait parvenir un courrier – délivré par FedEx – la mettant en garde contre la malignité des syndicats...

M<sup>me</sup> Lucia Garcia a emmené son fils de 6 ans sur le piquet de grève du Burger King. Elle travaille dans un McDonald's de banlieue, où la bonne fortune lui attribue 7,95 dollars de l'heure – 70 cents au-dessus du salaire minimum. En dépit de ce privilège, et bien que son mari travaille lui aussi, elle et sa famille ne mangent à leur faim que grâce aux colis alimentaires de l'église. Un comble pour quelqu'un qui sert des hamburgers toute la journée. *« C'est triste, lâche-t-elle, parce que cela fait honte à mes filles. »*

Plus personne n'ignore la politique salariale en vigueur dans la restauration rapide, qui emploie treize millions de personnes aux Etats-Unis. Chacun connaît aussi l'argument censé justifier cette politique : les employés sont surtout des jeunes sans diplômes, ils n'ont pas de famille à charge et vivent ce premier emploi comme un passage obligé pour accéder à une situation plus lucrative.

Travailler dans un fast-food serait en somme une sorte de service rendu à la nation, une version contemporaine du service militaire accompli par nos aïeux.

La condition des employés de cette branche en Caroline du Nord démontre l'inanité de ce conte pour enfants. Ce sont souvent des adultes d'âge mûr, de surcroît pères ou mères de famille. Un gréviste au moins parmi ceux interrogés à Raleigh était titulaire d'un diplôme universitaire. Un boulot est un boulot, et en ces temps de disette les enseignes criardes qui fournissent de la nourriture de piètre qualité, certes, mais à des prix abordables constituent pour beaucoup le seul gagne-pain disponible, indépendamment de l'âge et de la qualification.

Ceux qui reprennent les éléments de langage du patronat de la restauration rapide n'ont aucune idée de l'effort considérable que celui-ci a dû fournir pour maintenir les salaires à un niveau aussi bas. De fait, les conditions imposées au personnel ont été élaborées avec un soin non moins méticuleux que les recettes de hamburgers ou les couvercles de gobelet. Elles découlent d'une ingénierie destinée à rendre les travailleurs aussi interchangeables que les flacons de mayonnaise.

Dans son livre *Fast Food Nation* (1), le journaliste Eric Schlosser décrit une course maniaque à la standardisation. Les aliments arrivent congelés au restaurant avant d'être cuisinés par des machines infaillibles dont l'utilisation ne requiert aucune qualification particulière. « *Des emplois délibérément "déqualifiés" peuvent être pourvus par une main-d'œuvre à bas coût*, écrit le journaliste.

(1) Eric Schlosser, *Fast Food Nation : The Dark Side of the All-American Meal*, Houghton Mifflin, Boston, 2001.

# Le Monde

# HISTOIRE & CIVILISATIONS

La plus belle perspective  
sur 5 000 ans d'histoire

Une collection  
présentée par  
Jacques LE GOFF

L'œuvre historique  
de référence

 NATIONAL  
GEOGRAPHIC

[www.histoire-et-civilisation.fr](http://www.histoire-et-civilisation.fr)

En partenariat avec

Une collection de 30 beaux livres à lire, admirer, conserver

DÈS LE 23 JANVIER CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 france  
inter

\*Chaque volume de la collection est vendu au prix de 39,90 €, sauf le n°1, offert gratuitement en prime à 3,99 €. Offre réservée aux abonnés. Dans la limite de 3000 exemplaires. Voir les conditions : [www.lemonde.fr/inter](http://www.lemonde.fr/inter)

## Subvention au patronat

**C**OMBIEN Washington dépense-t-il pour assurer la survie des travailleurs et garantir du même coup la compétitivité du hamburger ? Selon le Projet de loi nationale sur l'emploi (National Employment Law Project, NELP), une organisation non gouvernementale qui défend les droits des salariés modestes, les programmes d'assistance aux employés de la restauration rapide se chiffreraient à environ 7 milliards de dollars par an. Une telle subvention au patronat peut choquer dans un pays qui a vu tant de travailleurs s'enliser dans le marécage de la pauvreté au cours des cinq dernières années. L'inquiétude des Américains à ce sujet tarde pourtant à trouver une traduction politique. La majorité démocrate au Sénat et l'entourage du président Barack Obama ont certes annoncé qu'ils soutenaient l'idée d'une augmentation du salaire minimum à 10 dollars de l'heure ; mais leur pusillanimité et l'obstruction des républicains bloquent là encore toute avancée.

La droite est en effet hantée par la crainte que la crise actuelle ne provoque des bouleversements politiques semblables à ceux qui ont marqué la Grande Dépression dans les années 1930. C'est pourquoi elle s'acharne à incriminer les pauvres et à leur faire supporter le coût de la récession. Aux yeux des conservateurs, l'existence de travailleurs si mal payés qu'ils ne peuvent se maintenir à flot sans les aides publiques ne signifie nullement qu'ils devraient recevoir un meilleur salaire ou exercer leurs droits syndicaux, mais au contraire qu'il faut supprimer... les aides publiques devenues trop coûteuses.

En octobre dernier, les républicains ont ainsi fait adopter à la Chambre des représentants – où ils sont majoritaires – un texte limitant drastiquement les programmes de bons alimentaires. Peut-être s'imaginent-ils qu'en taillant en pièces les derniers dispositifs d'assistance ils inciteront les travailleurs à compter davantage *« sur eux-mêmes »*.

T. F.

D'UN CONFLIT SOCIAL INÉDIT

# les ogres du fast-food

*La dépendance à l'égard du travailleur ou de la travailleuse est grandement atténuée par la facilité avec laquelle il ou elle peut être remplacé. »*

A cet égard, l'appellation de « restaurant » se révèle inappropriée : les industriels eux-mêmes lui préfèrent le terme de « système alimentaire ». Il va sans dire que dans un tel système les syndicats ne sont pas les bienvenus. D'après Schlosser, McDonald's abritait dans les années 1960 et 1970 un « commando volant » de cadres supérieurs chargés d'étouffer toute velléité de syndicalisation aux quatre coins du pays. Plus récemment, en 2009, l'Association nationale de la restauration (National Restaurant Association, NRA) a mené une campagne tapageuse contre un projet de loi qui prévoyait de faciliter la création de syndicats dans les entreprises. Les maîtres du hamburger entretiennent aussi une armée de redoutables lobbyistes, au premier rang desquels M. Richard Berman, le fondateur du Centre pour la liberté du consommateur (Center for Consumer Freedom, CCF), qui inonde les médias de réquisitoires antisyndicaux et de plaidoyers en faveur du droit inaliénable de s'empiffrer à toute heure de nourriture nocive pour la santé.

D'une manière générale, les Américains adorent les entrepreneurs qui standardisent leur nourriture. Leur imaginaire collectif est imprégné de la célébration des grands patriotes du formatage alimentaire : le pionnier du hamburger à 15 cents, l'inventeur de la fausse gastronomie mexicaine, le génie de la pizza cuite en trente secondes, le bâtisseur de sandwiches à quatre étages, etc. Autant de glorieux bienfaiteurs adulés par les médias, dont les Mémoires s'arrachent en librairies et auxquels les candidats à l'élection présidentielle n'omettent jamais de présenter leurs hommages. Certains ont d'ailleurs concouru eux-mêmes pour la Maison Blanche...

Et puis, il y a la troupe des petits patrons un peu moins héroïques, appelés les franchisés, qui mettent leur ambition au service d'une marque et d'un système conçus par quelqu'un d'autre. Sans doute ne connaîtront-ils jamais la gloire d'un Harland Sanders, le fondateur de l'empire KFC ; pourtant, ils brillent eux aussi par



DESTINY SCHWARTZ. – « Why Pay More ? » (Pourquoi payer plus ?), 2011

leur individualisme et leur sens de l'initiative, se dévouant sans relâche à quelque nouveau concept de pizza style esquimaou ou de sucrerie glacée au goût hawaïen. Ceux-là également, les Etats-Unis les aiment. Ne font-ils pas partie de « nos voisins », comme le soulignait un éditeur de Fox News exaspéré par le mouvement de grève dans la restauration rapide ? Comment ne pas reconnaître qu'ils ont « travaillé dur toute leur vie et risqué leurs fonds propres » afin de faire prospérer le rêve américain, ainsi que le rappelait quelques jours plus tard un autre commentateur de la même chaîne ?

employeurs dans la jouissance des profits ainsi dégagés (lire l'encadré page 16).

On sait comment fonctionnent les géants de la restauration rapide : ils accumulent des bénéfices faramineux, distribuent de la nourriture de mauvaise qualité et gratifient leurs lieutenants de bonus princiers. En outre, ils appartiennent de plus en plus souvent à des fonds de pension ou à des groupes de spéculateurs, ceux-là mêmes qui ont provoqué la crise sans fin à cause de laquelle tant de travailleurs n'ont désormais plus d'autre choix que de postuler à un emploi jetable dans leurs baraques à frites.

Le cas de Burger King illustre parfaitement ce mécanisme. L'ancien numéro deux américain du hamburger n'est plus aujourd'hui qu'un jouet entre les mains des banquiers. Acquis en 1997 par Diageo, une multinationale de l'alcool, l'entreprise a été revendue en 2002 à un consortium financier incluant Goldman Sachs et Bain Capital, le fonds d'investissement créé par M. Romney. En 2010, elle passe sous le contrôle du fonds américano-brésilien 3G Capital, qui la précipite dans une déchéance dont elle peine encore à se relever. Un long et douloureux conflit avec ses salariés ne peut que lui faire du bien.

Les exemples similaires abondent. La chaîne de poulets frites Bojangles' a d'abord attiré la convoitise de Falfurrias Capital Partners, avant d'être engloutie par le fonds d'investissement Advent International. Sun Capital Partners possède les chaînes Friendly's, Captain D's, Johnny Rockets et Boston Market. Fog Cutter Capital Group et Consumer Capital Partners ont racheté respectivement Fatburger et Smashburger. Quant à Roark Capital, propriétaire d'Arby's, de Cinnabon, de Carvel et de Moe's Southwest Grill, son engouement pour la filière l'a logiquement conduit à se doter en prime d'une compagnie de collecte de déchets, Waste Pro.

Même les franchisés qui tiennent l'aimable fast-food au coin de la rue ne sont plus tout à fait de simples « voisins ». Chez eux aussi, les sirènes de Wall Street l'ont emporté sur l'amour du grailon. Le plus gros franchisé de Burger King est une compagnie commerciale domiciliée à Syracuse, dans l'Etat de New York, qui détient pas moins de cinq cent soixante-six établissements. Son président a empoché près de 2 millions de dollars en 2011, stock-options incluses. Un autre opérateur de Burger King, Strategic Restaurants, est tombé dans l'escarcelle du fonds de

placement Cerberus Capital Management, qui collectionne des participations dans près de trois cents entreprises du monde entier. Pizza Hut, pour sa part, a cédé sa principale franchise à Merrill Lynch, qui l'a ensuite revendue au fonds Olympus Growth Fund V. Pendant ce temps, les rentiers de Valor Equity se sont taillé une tranche de Little Caesars et de Dunkin' Donuts à travers leur filiale Sizzling Platter.

Aussi bien au niveau des marques que de leurs franchises, le patronat de la restauration rapide de Caroline du Nord n'a pas pipé mot sur la grève de l'été dernier. Pour une raison simple : faire état du mécontentement de sa main-d'œuvre aurait nui à l'image d'un secteur soucieux d'apparaître comme un artisan du bonheur familial. Rien n'entame davantage la réputation d'un restaurant qu'une serveuse

en colère postée devant l'entrée et qui se plaint de ne pas pouvoir faire vacciner son enfant de 6 mois faute de revenus.

Muette, la filière ne s'est en revanche pas privée d'envoyer au front ses chiens de garde. La grève venait à peine d'éclater que l'Institut des politiques d'emploi (Employment Policies Institute), l'un des groupes de pression dirigés par M. Berman, fit paraître une pleine page dans le *Wall Street Journal*. Au-dessus de la photographie d'un robot de cuisine japonais, un message publicitaire proclamait que l'action des grévistes n'était « pas un combat contre le management, mais un combat contre la technologie ». Le sous-entendu n'a pas échappé aux travailleurs : au cas où ils s'obstineraient, on pourrait aussi bien se passer d'eux en déployant des automates dans tous les fast-foods du pays.

## « Nous croyons dans les gens »

Monsieur Berman n'a pas tort. Les journalistes ont été remplacés par des blogueurs, les ouvriers par des robots, les professeurs d'université par des assistants et par des cours sur Internet. Pourquoi le dieu de l'efficacité s'arrêterait-il en si bon chemin ? On suggérerait volontiers à certains dirigeants politiques de s'inscrire sur la liste...

En Caroline du Nord, la restauration rapide a donné naissance à une histoire légendaire. Boddie-Noell est la première entreprise à avoir investi ici dans l'ouverture d'un Hardee's, du nom d'une chaîne qui débite des hamburgers bon marché copiés sur ceux de McDonald's. Au fil des années, elle est devenue la plus grosse franchise de la marque aux Etats-Unis. Etrangement, elle n'a pas été rachetée par un fonds de pension et n'a jamais menacé son personnel de le remplacer par des robots. C'est une affaire familiale dont la devise – « *Nous croyons dans les gens* » – semble lui tenir à cœur. Elle se flatte d'avoir mis en place une aumônerie chargée d'« apporter un soutien aux employés qui connaissent des soucis personnels ou professionnels ». Lesquels soucis n'ont visiblement pas disparu, puisque plusieurs salariés de l'entreprise ont rejoint le piquet de grève du Burger King.

Boddie-Noell est aussi propriétaire d'une plantation. Situé dans les environs de Nashville (Tennessee), le terrain de Rose Hill s'orne d'une maison de maître bâtie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par les ancêtres de la famille Boddie. Les hauts

et les bas que la plantation a connus dans son histoire illustrent les vicissitudes du capitalisme américain.

La famille Boddie a vendu Rose Hill au plus fort de la Grande Dépression dans les années 1930, qui n'a pas épargné les 1 % les plus riches. Elle a pu racheter son bien en 1979 grâce aux recettes du Hardee's. C'est donc l'intercession miraculeuse de la restauration rapide qui a permis aux héritiers de récupérer leur paradis perdu. Aujourd'hui, la maison de maître a été reconverte en centre de conférences. Elle accueille aussi des fêtes de mariage pour adeptes du folklore sudiste.

Une allée de myrtilliers en fleur guide le visiteur jusqu'à un portail en fer ouvragé portant les armoiries de la dynastie Boddie. Plus loin, un féérique manoir aux murs blancs immaculés et au porche impeccablement bleu soutenu par quatre colonnes majestueuses. On appuie sur la sonnette, mais rien ne bouge. Rose Hill semble totalement désert. Voir cette somptueuse demeure ainsi inhabitée en ces jours de grève fait surgir une autre vision, celle d'un monde dans lequel les travailleurs et leurs soucis auront disparu corps et biens.

Ils continueront d'afficher un visage souriant dans les plaquettes de présentation des entreprises, mais la technologie et le marché les auront rendus définitivement interchangeables, chacun d'eux portant un plateau d'argent rempli de hors-d'œuvre frits.

THOMAS FRANK.

## Franchises détenues par des spéculateurs

Ces mythes représentent une arme puissante. M. Willard (« Mitt ») Romney s'en est souvenu lors de la campagne électorale de 2012. Dans un discours prononcé à Chicago, le candidat républicain à la Maison Blanche exalta l'« esprit d'entreprise » de James John Liautaud, le fondateur de la chaîne Jimmy John's. Il précisa ensuite que les grands hommes de cette trempe « n'attendent rien de l'Etat », car ils préfèrent « compter sur eux-mêmes et se dire : « *Que puis-je faire pour me rendre meilleur ? Que puis-je faire pour réaliser les projets que j'échafauderai pour moi-même et pour ma famille ?* » ».

Si les adeptes de l'épanouissement personnel par le système alimentaire « n'attendent rien de l'Etat », l'Etat, en revanche, compte énormément pour eux.

A preuve les routes, les ramassages d'ordures et les prêts à taux préférentiel qu'il met gracieusement à leur disposition. S'y ajoute une subvention déguisée plus inattendue. En Caroline du Nord comme dans le reste du pays, nombre de salariés de la restauration rapide – si ce n'est la plupart – reçoivent de la puissance publique des bons alimentaires ou d'autres formes de dons en nature. Quand les travailleurs font valoir qu'ils ne peuvent survivre avec 7,25 dollars de l'heure, cela n'a rien d'une vue de l'esprit : ils ne sont effectivement pas en mesure de survivre avec le salaire minimum, et encore moins de « réaliser » quelque projet que ce soit.

En somme, l'administration utilise l'argent du contribuable pour les empêcher de crever de faim et conforter leurs

A l'invitation du French-American Global Forum, du French-American Institute for Global Affairs, de la School of International Service de l'American University - Washington, DC, du *Monde diplomatique* et du *Monde diplomatique* English Edition

### « La sécurité collective en débat »

Avec **Frances Burwell**, vice-présidente de l'Atlantic Council, **Kurt Volker**, ambassadeur et directeur du McCain Institute, et **Anne-Cécile Robert**, directrice des relations et des éditions internationales du *Monde diplomatique*

Moderateur : **James Goldgeier**, doyen de la School of International Service  
Introduction : **Romuald Sciora**, président du French-American Global Forum

Le mardi 11 février 2014 à 19 heures

School of International Service - American University  
3400 Nebraska ave NW Washington, DC 20016  
RSVP : [www.american.edu/fagf](http://www.american.edu/fagf)

LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE

# Témoignage

Chrétien [www.temoignagechretien.fr](http://www.temoignagechretien.fr)

Parce qu'un monde sans témoignage est un monde qui meurt, *Témoignage chrétien* est agitateur de consciences depuis 72 ans.

Changez de regard avec le nouveau *Témoignage chrétien*.

**3 mois 30€ au lieu de 38€**

**OFFRE SPÉCIALE DÉCOUVERTE**

12 lettres hebdomadaires + 3 suppléments mensuels de 100 pages + accès web en renvoyant ce coupon + règlement à TC : 28 rue Raymond-Losserand – 75014 Paris

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_ (contact plus simple et plus rapide)

☐ Je fais découvrir gratuitement à un proche un exemplaire du supplément mensuel (TC l'enverra à l'adresse indiquée ci-dessous):

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_ (contact plus simple et plus rapide)

MDV613

DES DEALERS AUX PHARMACIENS

Pourquoi l’Uruguay  
légalise le cannabis

Le 23 décembre dernier, le président uruguayen José Mujica a approuvé un projet de loi visant à créer un marché réglementé du cannabis. Il devient ainsi le premier chef d’Etat à autoriser la production et la vente – dans un réseau de pharmacies – d’une drogue interdite ailleurs.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
JOHANN HARI \*

Au Mexique, les portraits de personnes disparues tapissent les murs à la manière d’une colossale campagne publicitaire ourdie par un marchand d’hommes. Selon l’organisation Human Rights Watch, plus de soixante mille Mexicains ont perdu la vie dans la « guerre contre la drogue » lancée en 2006 par l’ancien président Felipe Calderón. Ce bain de sang s’alimente à deux sources croisées : d’une part, les Etats-Unis charrient de l’argent et des armes de l’autre côté du Rio Grande pour réprimer le trafic de stupéfiants ; de l’autre, les cartels se disputent le contrôle des circuits de livraison (1). Comme le dit l’écrivain Charles Bowden, la guerre contre la drogue se conjugue à la guerre pour la drogue. Toutes deux sont pareillement mortelles.

Jusqu’à une date récente, un certain fatalisme dominait, inspiré par le constat que la sauvagerie ne pouvait être stoppée, seulement déplacée. Mais, depuis deux ans, des dirigeants d’Amérique latine, parmi lesquels le président colombien Juan Manuel Santos, envisagent publiquement de rompre avec le dogme répressif et de mettre en œuvre une politique

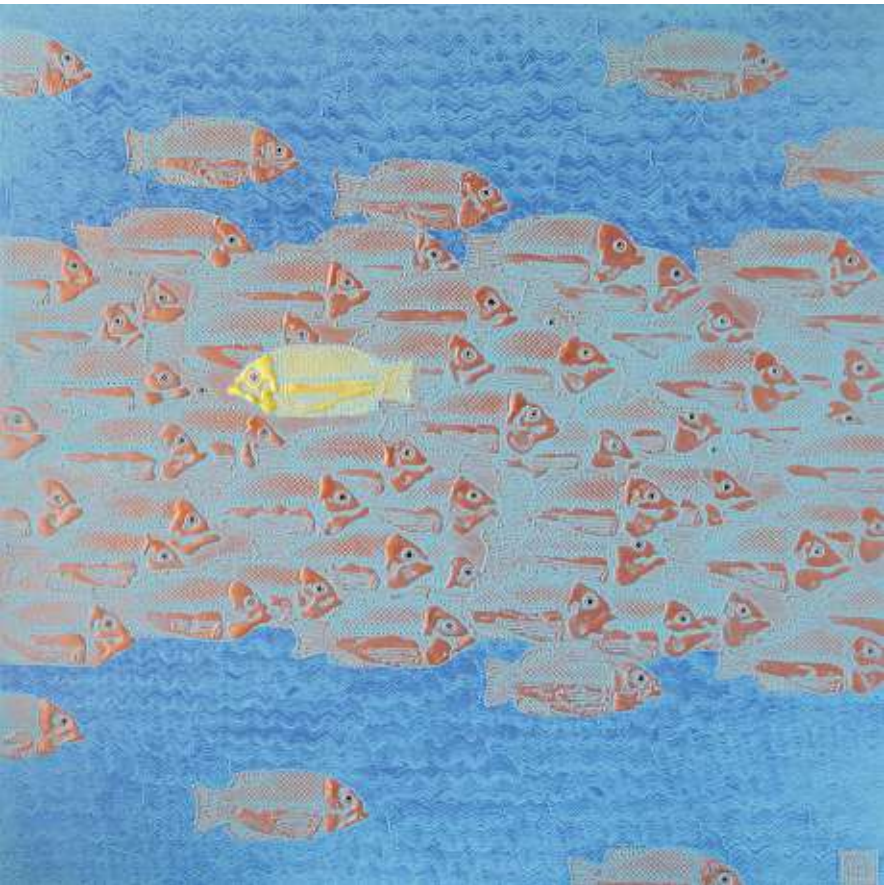
\* Journaliste.

différente – la seule, assurent-ils, qui soit en mesure d’éradiquer le marché de la drogue. C’est cette voie qu’est en train de prendre l’Uruguay. Son président, M. José Mujica est un dirigeant atypique. Membre de la guérilla des Tupamaros dans les années 1970, il est resté emprisonné au fond d’un puits durant deux ans et demi. Après son élection, en novembre 2009, il a dédaigné les dorures du palais présidentiel pour rester dans la petite maison au toit de tôle qu’il occupe dans un quartier populaire de Montevideo. Il reverse 87 % de son salaire de chef d’Etat à des organismes d’aide au logement social et prend volontiers le bus pour se rendre à ses rendez-vous.

Aux origines  
de la violence

En juillet 2013, les députés de sa coalition ont fait adopter une loi autorisant la culture du cannabis sur le territoire national et sa vente aux adultes. Les amateurs peuvent désormais se procurer leur herbe préférée en pharmacie, dans la limite de quarante grammes par mois, ou la cultiver eux-mêmes, à raison de six plants par foyer. C’est la première fois qu’un pays déroge frontalement aux traités de l’Organisation des Nations unies (ONU) prohibant l’usage du cannabis.

« Cela fait plus de cent ans que, d’une façon ou d’une autre, nous menons des politiques représ-



STEFAN GEORGIEV. – « Different », 2013

sives sur la question des drogues, nous explique M. Mujica. Et, après cent ans, nous avons conclu qu’elles se sont soldées par un incontestable échec. » Son ministre de la défense, M. Eleutorio Huidobro – un autre ex-Tupamaro, lui aussi détenu durant plusieurs années au fond d’un puits –, nous résume la prise de conscience qui a poussé son pays à franchir ce pas historique : « Si nous ne faisons pas cela maintenant, ce qui est arrivé au Mexique finira par se produire chez nous. Et nous serons dans de sales draps. » L’Uruguay se situe en effet sur l’une des principales routes continentales de la drogue, empruntée par la cocaïne bolivienne et par le cannabis paraguayen avant leur acheminement vers l’Europe. Selon le député Sebastián Sabini, un homicide sur trois commis dans le pays est lié au commerce des stupéfiants.

C’est la politique prohibitionniste, insiste M. Huidobro, qui a créé le narcotrafic et la violence qui en découle : « En refusant de légaliser la marijuana, on ne fait que remettre les bénéfices de ce marché entre les mains des criminels et transformer les trafiquants en une institution surpuissante. » Dans une économie illégale, les litiges ne

se règlent pas devant les tribunaux, mais par la terreur. De même que la prohibition de l’alcool a enfanté Al Capone et le massacre de la Saint-Valentin (2), le gang des Zetas et le carnage sans fin qui endeuille le nord du Mexique sont les fruits naturels de la prohibition des stupéfiants. « La guerre des Etats-Unis contre la drogue fait plus de dégâts que la marijuana elle-même, estime M. Huidobro. Elle cause infiniment plus de victimes, provoque infiniment plus d’instabilité. Elle pose à la planète un problème bien plus grave que n’importe quelle drogue. Le remède est pire que le mal. »

Le gouvernement de M. Mujica considère l’éradication du commerce de la drogue comme un vœu pieux. Le slogan de l’ONU – « Un monde sans drogue. Nous pouvons le faire ! » – lui paraît d’une absurdité confondante. Le secrétaire général de la présidence, M. Diego Cánepa, fait valoir que l’alté-

(1) Lire Jean-François Boyer, « Mexico recule devant les cartels », *Le Monde diplomatique*, juillet 2012.

(2) Le 14 février 1929, à Chicago, la mafia du South Side, dirigée par Al Capone, tend un traquenard à celle du North Side, dirigée par Bugs Moran, et assassine sept de ses membres.

Vers la fin de la « guerre

Longtemps, Washington a imposé sa solution au fléau des stupéfiants : la guerre, de préférence menée sur d’autres territoires que le sien. Depuis quelques années, toutefois, le consensus se fissure.

PAR FRANÇOIS POLET \*

« LA guerre contre la drogue est un échec (1). » Le rapport publié le 30 septembre 2013 sur le site du *British Medical Journal* ne laisse aucune place au doute : les politiques prohibitionnistes – associées au nom du président américain Richard Nixon, qui, le 17 juillet 1971, avait élevé les drogues au rang d’« ennemi public numéro un » – n’ont pas tenu leurs promesses. Entre 1990 et 2010, le prix moyen des opiacés (héroïne et opium) et de la cocaïne aurait même chuté respectivement de 74 % et 51 %, en prenant en compte l’inflation et l’amélioration de la pureté des produits. Serait-il temps d’envisager une autre méthode pour lutter contre ce fléau, à l’image de certains Etats américains ou encore de l’Uruguay (*lire l’article ci-dessus*) ?

Répondre par l’affirmative ne revient pas à minimiser le phénomène. Avec près de deux cents millions de clients, le marché de la drogue dégage un chiffre d’affaires estimé à 300 milliards de dollars par an, soit quasiment le produit intérieur brut

(PIB) du Danemark. Mais la pérennité du problème ne doit pas masquer de profondes évolutions.

Comme hier, trois pays andins, la Bolivie, la Colombie et le Pérou, assurent la quasi-totalité de l’offre mondiale de cocaïne. L’Afghanistan produit toujours plus de 80 % des opiacés vendus dans le monde. Mais une part croissante de ces produits à destination de l’Europe transite désormais par le continent africain, avec des effets déstabilisateurs majeurs sur les économies et les institutions locales.

Comme dans d’autres secteurs d’activité, la demande mondiale est dopée par celle des pays émergents. Alors que la consommation américaine ne cesse de s’affaïsser depuis 2006, celle des Brésiliens a propulsé leur pays au rang de deuxième marché mondial pour la cocaïne. Autres continents, autres produits, mêmes évolutions : l’accroissement de la demande d’héroïne en Chine et en Asie du Sud-Est compense son recul en Europe de l’Ouest. Si les principaux marchés demeurent au Nord (Russie comprise), on assiste donc à un basculement progressif du centre de gravité, qui, dans un avenir pas si lointain, pourrait voir les échanges Sud-Sud devenir prépondérants.

Peu d’acteurs économiques ont aussi rigoureusement mis en pratique la consigne de la Banque mondiale invitant à saisir les immenses opportunités offertes par la mondialisation de l’économie que les trafiquants internationaux. Profitant de l’explosion du transport transcontinental maritime et aérien, ainsi que de l’hégémonie du « laisser faire, laisser passer » qui limite les contrôles douaniers, ils seraient également en mesure, selon l’Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), de « s’offrir les services d’informaticiens de haut niveau pour échapper à la police, coordonner les envois et blanchir

l’argent (2) ». La dérégulation et l’apparition d’autoroutes financières plus ou moins licites transitant par les paradis fiscaux leur ont en outre offert d’innfinies possibilités de recyclage de leurs profits.

Les réseaux mafieux ont bénéficié de l’appauvrissement massif des perdants de la mondialisation. Ruraux ou urbains, ceux-ci constituent une « armée de réserve » inépuisable pour la production et le transport des drogues. Mais l’économie politique de ce marché imite jusqu’à la caricature l’iniquité des chaînes de valeur internationales, qu’il s’agisse de l’agrobusiness ou de l’industrie textile : en 2008, seuls 1,5 % des profits de la vente de cocaïne aux Etats-Unis revenaient aux petits producteurs de coca, tandis que les réseaux organisant la distribution à l’intérieur du territoire américain en captaient 70 % (3), avant de les déverser

Priorité stratégique pour Washington

TROIS structures onusiennes, ayant toutes leur siège à Vienne, constituent l’architecture institutionnelle garantissant le fonctionnement du système. Composée de cinquante-trois pays siégeant pour des mandats de quatre ans, la Commission des stupéfiants est l’instance décisionnelle, au sein de laquelle ont été formulées les trois principales conventions antidrogues (4). Se présentant lui-même comme un « organe quasi judiciaire », l’OICS scrute les politiques nationales des plus de cent quatre-vingts Etats ayant ratifié les textes. Ces deux organismes sont assistés sur les plans logistique et administratif par l’Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Ce dernier fournit par ailleurs une assistance technique aux Etats dans la lutte contre les trafics, notamment à travers le programme de contrôle des conteneurs en cours dans une douzaine de pays.

dans l’industrie du luxe ou dans les divers secteurs permettant le blanchiment de l’argent sale (immobilier, casinos, tourisme).

La coopération internationale en matière de lutte contre les drogues débute en 1909. Les Etats-Unis, qui viennent de « racheter » les Philippines aux Espagnols, convient une poignée d’Etats dans la ville de Shanghai pour les convaincre d’éradiquer le fléau de l’opium en Extrême-Orient. Devoir moral ? L’opération offre surtout le moyen de briser le monopole britannique sur le commerce d’opium, tout en s’attirant les faveurs des autorités chinoises. Déjà apparaissent les principales caractéristiques du régime international qui s’imposera dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle : orientation prohibitionniste, accent sur la suppression de l’offre, influence prépondérante des Etats-Unis...

Un déséquilibre Nord-Sud caractérise le traitement de la questions des stupéfiants. Ce marché, à rebours de ce que l’on observe pour celui de l’armement – valorisation de la production (créatrice d’emplois au Nord) et condamnation de l’achat par les pays du Sud –, se caractérise en général par une responsabilisation des pays producteurs (ou consommateurs de produits « pauvres », tels que l’opium, le cannabis ou la coca). Le fardeau du contrôle leur incombe le plus souvent.

Le régime bénéficie néanmoins d’un niveau d’adhésion politique dont peu d’autres systèmes internationaux peuvent se prévaloir. Le militantisme diplomatique des Etats-Unis depuis plus d’un siècle y est pour beaucoup, notamment à travers un processus unilatéral de « certification » visant à classer annuellement les pays en fonction

du respect de leurs « obligations dérivant des accords internationaux antidrogues ».

Mais le jusqu’au-boutisme américain se voit parfois modulé, voire subverti, par les préoccupations géopolitiques de la Maison Blanche. De la Birmanie au Nicaragua en passant par la Sicile, les impératifs de la guerre froide ont régulièrement conduit les services secrets américains à soutenir la mise en place de réseaux d’écoulement de stupéfiants pour financer la lutte contre la « menace » communiste.

Le renversement par les marines du président panaméen Manuel Noriega, ex-allié et trafiquant notoire, en décembre 1989, inaugure toutefois une période durant laquelle la « guerre contre la drogue » connaît une promotion géostratégique à la fin de la guerre froide. Revanche de la Drug Enforcement Administration (DEA) sur la Central Intelligence Agency (CIA) : la lutte contre le narcotrafic n’est plus sacrifiée aux intérêts géopolitiques, elle devient leur principal levier.

A la suite des attentats du 11 septembre 2001, cette guerre participe à celle, plus large, qui vise à « éradiquer le terrorisme ». Pour les stratèges du Pentagone, la situation afghane démontre que le terrorisme et les réseaux de trafiquants s’alimentent mutuellement, voire se confondent, dans les zones de non-droit délaissées par des Etats « faillits ». Mais les barons de la drogue liés

(1) « International “war” on illegal drugs is failing to curb supply », *BMJ Open*, 30 septembre 2013, <http://blogs.bmj.com>

(2) « Rapport 2008 », OICS, Vienne, 2009.

(3) « Rapport mondial sur les drogues 2010 », Office des Nations unies contre la drogue et le crime, Vienne, 2010.

(4) La convention unique sur les stupéfiants (1961), la convention sur les substances psychotropes (1971) et la convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988).

\* Sociologue, chargé d’étude au Centre tricontinental (Cetri). Coordinateur de l’ouvrage *Narcotrafic. La « guerre aux drogues » en question*, Syllepse-Cetri, Paris-Bruxelles, 2013.

ration chimique de la conscience répond à un désir consubstantiel à l'espèce humaine qui s'est manifesté dans toutes les sociétés connues.

Envoyer la troupe a pour seul effet de déplacer le trafic de quelques centaines de kilomètres. Les spécialistes appellent cela l'« effet ballon » : quand vous enfoncez le doigt dans un sac plein d'air, sa circonférence augmente sous l'effet de la pression. Les sites de production attaqués en Colombie ont fait leur réapparition en Bolivie, les réseaux démantelés dans les Caraïbes se sont reconstitués au Mexique, etc. On peut au mieux repousser le problème, pas le supprimer.

Partant de ce constat, M. Mujica en a conclu que *« puisque le marché existe déjà, il faut le réguler, le sortir de l'ombre pour en priver les trafiquants »*. Aux Etats-Unis, la légalisation de l'alcool en 1933 avait mis fin au trafic de tord-boyaux et aux assassinats entre concurrents. Le brasseur Budweiser n'est pas un philanthrope, mais au moins ne défend-il pas ses parts de marché en liquidant les employés de Guinness. De la même façon, la légalisation du cannabis – et sa commercialisation dans des boutiques détenant une licence – ôte le pain de la bouche au crime organisé. En outre, les taxes prélevées peuvent servir à financer des centres de soins pour toxicomanes et des programmes de prévention contre la consommation de stupéfiants.

## Des joints au milieu des sucettes

Les adeptes sud-américains de la légalisation n'entendent nullement promouvoir les bienfaits du cannabis ni encourager sa consommation – le président Mujica n'a pas hésité à qualifier les usagers de drogues douces de *nabos*, un terme injurieux signifiant littéralement « navets ». Ils ont estimé qu'un joint n'était pas plus nocif qu'un verre d'alcool, et qu'il fallait donc s'en accommoder.

Les réformateurs uruguayens n'ignoraient pas qu'ils se heurteraient à l'indignation des prohibitionnistes. Depuis des décennies, ces derniers agitent le spectre d'une légalisation synonyme de chaos et de débauche, qui inviterait les enfants à se ruer chez le marchand de sucettes pour faire le plein de psychotropes. A quoi les Uruguayens rétorquent que le chaos, c'est ce que leur continent subit en ce moment même. Leur réforme vise à l'exact

opposé : reprendre le contrôle du marché pour pouvoir le maîtriser. Selon eux, les adolescents en seront les principaux bénéficiaires. La consommation régulière de cannabis chez les mineurs peut altérer leurs facultés mentales : il est donc vital de les en dissuader. Or les jeunes Américains préfèrent se procurer de la marijuana plutôt que de l'alcool (3), car un trafiquant demande rarement sa carte d'identité au client. Le pharmacien, en revanche, est plus enclin à respecter la loi, faute de quoi il risque de perdre sa licence.

Aux quatre coins du monde, nombre de législateurs et de policiers reconnaissent en privé les avantages de la légalisation. En Uruguay, ils le font à voix haute et agissent en conséquence. Pourquoi eux, pourquoi ici ? Pour quelles raisons les obstacles insurmontables ailleurs – inertie, crainte de l'opinion publique, peur de déplaire aux Etats-Unis (*lire l'article ci-dessous*) – sont-ils plus faciles à vaincre en Uruguay qu'ailleurs ?

Plusieurs facteurs se combinent. Le premier tient à la vigueur du mouvement antiprohibitionniste, attisée par une série d'injustices retentissantes. En avril 2011, par exemple, une enseignante de l'Académie militaire âgée de 66 ans, M<sup>me</sup> Alicia Garcia, est arrêtée pour avoir fait pousser chez elle quelques plants de cannabis. Elle risque vingt mois de prison pour production illégale à usage commercial. Se tisse alors un vaste réseau de soutien, auquel les jeunes parlementaires du Mouvement de participation populaire (MPP), le parti de M. Mujica, s'associent en militant pour la légalisation.

Au même moment, l'autorité des Etats-Unis sur ce sujet se met à vaciller. Les Etats du Colorado et de Washington adoptent en 2013 une loi approuvée par référendum qui légalise l'usage, la production et la vente de marijuana. Les autorités américaines sont désormais moins bien placées pour morigérer ou punir les pays tentés d'en faire autant.

Enfin, la popularité et la détermination du président uruguayen ont joué un rôle capital. Quand on a survécu au fond d'un puits pendant des années, on est sans doute mieux armé pour résister aux pressions, intérieures comme extérieures.

Jusqu'à présent, M. Mujica et ses alliés ont toutefois échoué à rallier à leur cause la majorité de leurs compatriotes. Même si la légalisation suscite au fil du temps une adhésion croissante, elle recueille encore 60 % d'opinions défavorables dans les

sondages. Les opposants font valoir trois objections. En premier lieu, l'effet d'aubaine : *« Dès que vous légalisez une drogue, les gens en consomment davantage »*, nous affirme la députée Veronica Alonzo. L'argument paraît de bon sens ; il est pourtant contredit par les faits. Aux Pays-Bas, où la vente de cannabis dans les *coffee shops* est autorisée depuis 1976 (les autorités ayant renoncé à une légalisation formelle pour ne pas enfreindre trop ouvertement les traités de l'ONU), les consommateurs ne représentent que 5 % de la population, contre 6,3 % aux Etats-Unis et 7 % dans l'ensemble de l'Union européenne (4). Le spectre d'une ruée sur les pharmacies semble donc relever du fantasme.

## Bientôt le tour de la cocaïne ?

La deuxième crainte est que la légalisation du cannabis incite les usagers à se reporter sur les drogues dures, en particulier la *pasta base*, un dérivé de la cocaïne comparable au crack qui fait des ravages dans les marges de la société uruguayenne. C'est la théorie dite de la « porte ouverte » : un petit vice conduit nécessairement à un vice plus grave. La D<sup>e</sup> Raquel Peyraube, spécialiste du traitement des toxicomanes, n'y croit pas une seconde. Selon elle, c'est au contraire la prohibition qui, par le monopole qu'elle confère aux trafiquants, oriente les consommateurs de cannabis vers des produits autrement plus dangereux. *« Au supermarché, vous achetez des choses dont vous n'avez pas besoin parce qu'on vous les met sous le nez ou qu'on vous les rend attrayantes, explique-t-elle. De la même manière, les trafiquants vont tenter de fourguer à leurs clients de la cocaïne ou d'autres substances. La prohibition fait le lit des drogues dures. »* Une analyse confirmée par une récente étude de l'Open Society Foundations, le réseau de fondations créé par le milliardaire George Soros : elle établit que les Pays-Bas connaissent le taux de toxicomanes le plus faible d'Europe, précisément parce qu'ils ont privé le cannabis du voisinage des drogues dures (5).

La D<sup>e</sup> Peyraube récuse également l'idée selon laquelle la légalisation provoquerait une hausse des cas de schizophrénie. S'il existait un lien entre la marijuana et l'apparition de cette maladie, dit-elle, le taux de schizophrènes aurait explosé au cours des dernières décennies, puisque nul ne conteste que la consommation de cannabis n'a cessé de croître

dans de très nombreux pays ; or il est resté stable. Selon elle, il est possible en revanche que les schizophrènes consomment plus fréquemment du cannabis que la moyenne en raison de son effet relaxant, ce qui expliquerait la corrélation.

A ces critiques s'en ajoute une autre, plus sérieuse, qui ne laisse pas insensible l'administration uruguayenne. La légalisation du cannabis va certes réduire le marché des drogues illicites, mais elle laisse intact le commerce des produits les plus rentables. Pour ébranler vraiment le pouvoir des cartels, la cohérence imposerait d'aller plus loin et de réguler le circuit de toutes les drogues pour lesquelles il existe une forte demande. Pour certaines, comme l'ecstasy ou la cocaïne, cela supposerait d'encadrer la vente ; pour d'autres, comme l'héroïne, une distribution sur prescription médicale serait sans doute plus avisée, comme le suggèrent les expériences-pilotes menées en Suisse.

*« Cela prendra du temps, reconnaît M. Sabini, l'homme du MPP qui s'est le plus engagé pour la réforme. Mais quand ce sera au tour des autres drogues, nous serons prêts pour plaider notre cause devant le public. »* Celui que les observateurs considèrent comme le futur successeur du chef de l'Etat s'est déjà prononcé pour la légalisation de la cocaïne.

Existe-t-il encore une autre voie ? A quoi bon s'acharner à poursuivre ce que M. Huidobro appelle une guerre *« déjà perdue »* ? En attendant que les hommes politiques de son pays veuillent bien répondre, la Mexicaine Emma Veleta pleure la disparition de huit membres de sa famille, enlevés et séquestrés par des trafiquants avec la probable complicité des autorités locales (6). Comme l'a observé David Simon, le créateur de la série télévisée *The Wire*, les Etats-Unis pourraient bien être tentés de mener leur guerre contre la drogue *« jusqu'au dernier Mexicain »* (7).

JOHANN HARI.

(3) Tom Fieling, *The Candy Machine : How Cocaine Took Over the World*, Penguin, Londres, 2009.

(4) « Dutch fear threat to liberalism in “soft drugs” curbs », Reuters, 10 octobre 2011.

(5) « Coffee shops and compromise : Separated illicit drug markets in the Netherlands », Open Society Foundations, New York, juillet 2013, [www.opensocietyfoundations.org](http://www.opensocietyfoundations.org)

(6) « La pesadilla de perder a toda su familia en Chihuahua », 28 mai 2012, [www.animalpolitico.com](http://www.animalpolitico.com)

(7) David Simon, « A fight to the last Mexican », 10 juillet 2012, <http://davidsimon.com>

# contre la drogue »

de près ou de loin aux pouvoirs alliés sont rarement inquiétés.

Pour pionnière qu'elle soit, la démarche de l'Uruguay, premier pays à légaliser la consommation de cannabis à des fins non médicales, n'arrive pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Plusieurs fronts sont apparus ces dernières années, sur la base d'un même constat : non seulement le système actuel n'est pas efficace, puisque le nombre de consommateurs ne diminue pas, mais il génère une série d'effets collatéraux de moins en moins acceptables.

### Rébellion latino-américaine

CETTE rigidité entraîne, d'après le chercheur David Bewley-Taylor, un processus de *« défection soft »*, qui voit plusieurs Etats (dont l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Portugal et le Brésil) *« se détourner de la norme prohibitionniste en exploitant la plasticité des traités, tout en restant techniquement à l'intérieur de leurs contraintes juridiques »* (5). Des tensions de plus en plus vives apparaissent de surcroît entre l'OICS et l'agence des Nations unies chargée de la lutte contre le sida (Onusida).

La dépénalisation de la possession de petites quantités de cannabis offre un moyen de respecter la lettre des textes internationaux – qui prohibent la légalisation – tout en se détournant de leur esprit. Les nombreux Etats d'Europe et d'Amérique latine qui ont opté pour ce compromis sont guidés par un mélange variable de préoccupations pratiques (réduire les moyens investis dans la poursuite des consommateurs) et philosophiques : la consommation de drogues légères est de l'ordre de la libre disposition de soi.

Un premier front, ouvert il y a plus de dix ans, promeut le principe de « réduction des risques », qui fait passer les enjeux de santé publique avant l'objectif de réduction de la consommation. Ce principe se traduit par des programmes d'échange de seringues, l'ouverture de salles de consommation et le test de la qualité des produits, qui existent aujourd'hui dans plusieurs pays européens. Pourtant, l'expression reste bannie des résolutions de la Commission des stupéfiants, du fait de la résistance acharnée des Etats prohibitionnistes emmenés par les Etats-Unis et la Russie.

Aujourd'hui, le rôle d'avant-garde longtemps joué par les Pays-Bas avec leur système de *coffee shops*, qui repose sur une dépénalisation de la vente, est repris par l'Uruguay, ainsi que par les Etats américains du Colorado et de Washington. Cela au grand dam du directeur de l'OICS. M. Raymond Yans n'a pas manqué de mettre en garde Montevideo contre les conséquences d'une démarche qui menace l'*« intégrité du système des traités »* et n'a pas hésité à exiger du président Barack Obama qu'il se fonde sur la loi fédérale – qui prohibe la légalisation – pour annuler les résultats des référendums ayant débouché sur la légalisation dans les Etats précités.

Un troisième axe de résistance se développe depuis 2012 au cœur même de la région où la lutte contre les drogues a été menée avec le plus de volontarisme, avec l'assistance des Etats-Unis. Emmené par les présidents Juan Manuel Santos (Colombie) et Otto Pérez Molina (Guatemala), avec le soutien notable du président mexicain Enrique Peña Nieto, ce mouvement entend sortir d'une

« guerre » impossible à remporter, et qui accroît la criminalité et la corruption tout en encombrant les systèmes judiciaires. Audace autrefois inimaginable, les présidents centre-américains réunis en mars 2012 à Tegucigalpa (Honduras) ont adhéré (en présence du vice-président américain Joseph Biden !) à la proposition guatémaltèque d'envisager des mécanismes alternatifs pour lutter contre le narcotrafic, comme la dépénalisation du transit de la cocaïne en route vers les Etats-Unis.

Cette initiative est d'autant plus désarçonnante pour Washington qu'elle a lieu dans sa sphère d'influence directe et qu'elle est portée par des personnalités politiques conservatrices. Si le déclin des conceptions prohibitionnistes paraît irréversible, notamment au sein de l'opinion publique américaine, l'avenir à moyen terme du régime international de contrôle demeure difficile à prévoir. Assouplissement des conventions ? Elargissement des conduites de « défection *soft* » ? Multiplication des

défections franches à l'uruguayenne, dont on imagine mal comment elles pourraient aujourd'hui se voir sanctionnées par les Nations unies ? Les rapports de forces au sein de la diplomatie des drogues en décideront.

FRANÇOIS POLET.

(5) David Bewley-Taylor, « The contemporary international drug control system : A history of the UNGASS decade », IDEAS Reports, London School of Economics, octobre 2012, [www.lse.ac.uk](http://www.lse.ac.uk)



© François Gatonné

**GÉRARD MORDILLAT**



calmann-lévy



calmann-lévy

**« Un roman incroyablement humain. »**

AVANTAGES

**Le mot et l'image seraient-ils frères de sang de l'écriture ?**

# La Corée du Nord se rêve en futur

(Suite de la première page.)

Certes, il peut mettre en avant l'«agression américaine», c'est-à-dire l'embargo, encore renforcé après le lancement de missiles l'an dernier. Les effets en sont réels : même la Chine, seule alliée de Pyongyang, a publié, en octobre 2013, une liste d'une centaine de pages de produits interdits à l'exportation en Corée du Nord. Quelques jours plus tard, l'émission internationale du dimanche soir sur la chaîne de télévision nord-coréenne Mansudae TV, très suivie, diffusait un long documentaire canadien sur les contrefaçons, en particulier chinoises (*lire l'encadré ci-contre*)...

Quoi qu'il en soit, ces schémas explicatifs, martelés par des moyens d'information dont l'Etat a le monopole, laissent sceptique la population, qui assimile la période de la «dure marche» à une guerre : famine, disparition des services publics,

trafics généralisés. Dans tous les endroits frappés par la misère, et surtout dans la partie est du pays, la seule obsession était de survivre. Les ressources disponibles étaient pillées et vendues sous toutes les formes commerciales possibles, de la contrebande au marché libre (1). Les usines, qui fermaient les unes après les autres faute d'énergie, étaient démantelées ; des bâtiments publics étaient dépecés, leurs métaux troqués contre de la nourriture en Chine.

La présence de l'Etat s'était affaiblie, même sous sa forme policière. De nombreux récits de réfugiés attestent que le nombre de condamnations à des peines de camp pour cause de trafic ou de tentative de franchissement illégal de la frontière avait diminué. Un jour, sans doute, il sera possible de mettre au jour ce qui s'est véritablement passé, et en particulier la façon dont des organisations traditionnelles ont repris forme pour se substituer à l'Etat déficient.

## Un signe de force ou de faiblesse ?

EN attendant, les réalités de cette période apparaissent sur les écrans de télévision, avec quelques images d'usines à l'arrêt, d'habitations sans électricité, de champs dévastés et de neige. Comme dans les films de guerre. Il s'agissait donc bien d'une guerre, dit la télévision. Ce qui autorise cette conclusion : il y avait un ennemi ; et, désormais, les choses vont mieux.

Mais comment expliquer, dès lors, que le régime ait besoin d'arrêter et d'éliminer l'un de ses membres les plus éminents ? Est-ce un signe de force ou de faiblesse ? Pour comprendre la lutte qui fait rage au sommet du pouvoir, il faut d'emblée rejeter le cliché d'une opposition entre conservateurs et réformistes, puisque tout le monde est «réformiste». En effet, même le plus obtus des bureaucrates sait que le discours officiel n'a désormais plus le moindre impact. La «dure marche» a rendu les exhortations de la propagande parfaitement inaudibles. Nul ne croit plus que demain on rasera gratis. Certes, des bribes de rhétorique nationaliste sans cesse réactivée, rappelant qu'il n'y a pas de troupes étrangères au Nord – alors qu'il y a des bataillons américains au Sud – ou donnant dans le registre victimaire (toutes les histoires de la Corée, au Nord comme au Sud, présentent le pays comme une victime des agressions étrangères), fonctionnent encore à l'occasion. Mais elles ne suffisent pas, ou plus, à faire bouger la population. Pour cela, il faut des magasins correctement approvisionnés.

Si les cadres dirigeants s'affrontent, c'est pour la maîtrise de l'évolution du pays, bien plus que pour le contrôle de l'appareil du pouvoir. Kim Il-sung a été le «père de la patrie» ; son fils Kim Jong-il a incarné la réforme. Le petit-fils, M. Kim Jong-un, ne peut que se situer dans la continuité, puisqu'il en tire toute sa légitimité (2). Mais, pour être durables, ses succès économiques ne peuvent se borner à une meilleure distribution des marchandises.

Rien n'est plus difficile, quand on revient de RPDC, que de donner à comprendre le sursaut économique. Chacun conserve en tête les images apocalyptiques de la famine, alors que la situation s'était progressivement améliorée ensuite. Tout s'est accéléré ces derniers mois. Les étals des magasins se sont regarnis, l'électricité est revenue. Les très hauts immeubles de la périphérie, plongés dans le noir l'an dernier, sont maintenant éclairés la nuit. Le pouvoir a promu les affaires à tous les étages. Auparavant, il avait lancé une réorganisation du monde rural, c'est-à-dire une réduction de la taille des unités de production autour des villages familiaux. Son opération de relance de la production a réussi. Dans le même temps, il a sanctuarisé les intérêts économiques et financiers de l'armée (un million d'hommes), en échange de l'abandon du fameux principe «l'armée d'abord» – slogan officiel pour faire accepter la priorité donnée aux gigantesques dépenses dans ce domaine. Les



© THE BEAUTIFUL FUTURE

militaires conservent leurs privilèges, mais s'engagent à rester neutres vis-à-vis de la nouvelle politique.

Le conflit se joue donc entre les réformateurs à la chinoise (le marché plus le parti unique) et les tenants de l'Etat-parti à l'ancienne. Les premiers pratiquent une sorte de fuite en avant par la consommation : les magasins de Pyongyang sont pleins, les habitants des villes font tous du commerce, les affaires sont florissantes à la frontière chinoise, les trois zones économiques spéciales (*voir la carte*) montent en puissance. Quant aux rescapés de l'Etat-parti, totalement déconsidérés par la famine, ils ne s'opposent pas nécessairement aux réformes, mais à une aventure qui les déposerait de leur pouvoir. M. Kim a l'avantage, mais la partie ne fait que commencer. Pour l'heure, la pratique des affaires ne peut s'appuyer sur aucune base juridico-légale. C'est un jeu sans filet.

Imitant son père, qui avait veillé à ne pas limoger la vieille garde, tout en la doublant de jeunes cadres sans titre, M. Kim installe de petits «ministères bis» qui secondent les officiels notoirement déficients, comme dans le secteur de l'agriculture, et nomment de vrais spécialistes. Ainsi du ministère chargé de la «préservation» des terres et des forêts, une dénomination nouvelle par laquelle on semble reconnaître officiellement la nécessité de... préserver.

Dans ce contexte, quel peut être le sens de l'élimination de Jang Song-taek ? Etait-il trop prochinois ? C'est une habitude ancienne du régime que de s'appuyer sur une tendance pour en contrer une autre, puis de l'anéantir. La dépendance excessive envers un pays tiers représente une menace politique, car l'indépendance nationale reste à peu près le seul ferment idéologique encore opérant.

En tout état de cause, les échanges économiques avec la Chine progressent à pas de géant : en 2011, ils étaient en hausse de 62,5 %, pour atteindre 5,63 milliards de dollars (3). En août 2013, le vice-ministre du commerce chinois, M. Chen

Jian, a exhorté les entreprises à investir en Corée du Nord, à l'occasion d'une visite de... Jang Song-taek. Pour autant, la liste des partenaires économiques importants, de l'Inde à l'Egypte, de l'Indonésie à la Thaïlande, ne cesse de s'allonger. La Corée du Sud reste le deuxième fournisseur et client, avec la zone économique spéciale de Kaesong – même si celle-ci a été fermée d'avril à septembre sur décision de M. Kim. Les échanges (en baisse de 10 %) s'élevaient à 1,71 milliard de dollars en 2013. Le patronat sud-coréen est demandeur d'accords avec le Nord.

On peut être optimiste sur l'hypothèse d'une ouverture : non seulement tout retour en arrière compromettrait les intérêts des Chinois, investisseurs principaux, mais il se heurterait au refus de la population. Le régime a joué toutes ses cartes ; il ne lui reste que celle de la consommation.

Quelles sont ses armes ? Le sursaut énergétique. Durant la crise, l'obsolescence de la politique agricole et la défores-

tation ont aggravé les inondations, qui ont détruit mines et routes, le substrat de la richesse économique du Nord – laquelle, jusqu'en 1975, dépassait celle du Sud. L'aide (très intéressée) de Pékin a permis de résoudre en grande partie ce problème, quoique non sans difficultés. Assécher les mines requiert du temps et beaucoup d'argent, nous ont expliqué des techniciens chinois sur place, d'autant qu'elles étaient exploitées avec des infrastructures vétustes. Grâce à diverses opérations de troc ou d'aide entre Etats (Chine, Corée du Sud, Japon), de nouveaux forages ont été pratiqués, en particulier pour le pétrole, au sud-ouest de Sinuiju, en face de la Chine, et d'innombrables petits barrages ont été construits : les vols entre Pyongyang et Shenyang, en Chine, permettent de mesurer l'ampleur des travaux. La Corée du Nord a donc rétabli sa situation énergétique, ce qui était un premier pas indispensable ; mais elle n'a pas encore relancé son industrie. Cela nécessitera des capitaux d'un tout autre ordre de grandeur.

## On trouve de tout dans les grands magasins

DEUXIÈME arme du pouvoir : la réforme de l'agriculture. Selon les organisations non gouvernementales (ONG), le plus dur est accompli. Les associations ont d'ailleurs beaucoup de mal à faire comprendre aux grands organismes internationaux qu'il faut cesser les livraisons de nourriture, au risque de déséquilibrer la production, et mettre plutôt en place une coopération, comme avec un pays en développement. La première réforme donnant toute leur place aux marchés privés – et non plus étatiques – est en cours, et les unités collectives tentaculaires ne sont plus à l'ordre du jour.

La constitution d'entreprises privées employant des salariés risque de s'avérer une étape un peu plus ardue, dans la mesure où l'agriculture mobilise toujours un nombre considérable de travailleurs. S'il est difficile d'avancer des chiffres précis, on peut affirmer qu'il faut encore plusieurs centaines de bras là où un exploitant agricole mécanisé suffirait en France. Au moment de la «dure marche» et des grandes inondations, toute la population, cadres compris, était invitée à participer à la restauration des routes. Sans bitume, naturellement : il fallait, même à Pyongyang, ramasser les débris éparpillés, les faire ramollir sur des plaques chauffantes, puis en recouvrir les trous à coups de marteau ou de cuillère. Cela donne une idée de l'ampleur du défi à relever aujourd'hui pour une (re)mécanisation.

L'autre carte à jouer pour le pouvoir ? L'ouverture financière, puis commerciale. Les «marchés libres», qui existent depuis plusieurs années, font désormais partie du paysage, même s'il est toujours agressi-

vement interdit de photographier les plus institutionnalisés, comme celui de Tongil à Pyongyang. Ils sont aujourd'hui dépassés par d'autres structures, peu évidentes à décrire en l'absence de statut officiel ou du moins public.

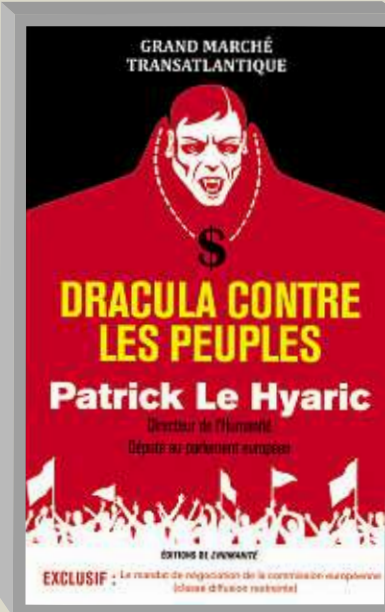
Si le point faible reste l'alimentaire, surtout frais, on trouve de tout dans les grands magasins de Pyongyang : vêtements, maquillage, électronique, téléphones portables, vélos, etc. Et les prix n'empêchent pas la foule de s'y presser. Il ne s'agit en rien de commerces pour la nomenklatura, d'autant que la monnaie nationale est dorénavant en change libre et que tout détenteur de devises peut acheter des wons. Il y a un guichet dans chaque grand magasin comme dans chaque hôtel, avec un taux fluctuant. Cela empêche tout développement d'un marché noir. Certes, on voit des femmes quinquagénaires proposer le change autour des marchés libres ; mais il s'agit d'obtenir des devises pour pouvoir acheter certains produits d'importation ou de qualité, et non de jouer sur les cours. Désormais, des boutiques de très grand luxe, concentrées dans des immeubles récents avec restaurant et sauna, ont pignon sur rue. Quant aux devises, tout circule, tout est bon à prendre.

(1) Cf. Barbara Demick, *Vies ordinaires en Corée du Nord*, Albin Michel, Paris, 2010. A l'exception de quelques pages de leçon politique, une description honnête et informée de cette époque terrifiante, confirmée par les officiels nord-coréens, qui commencent à évoquer la période.

(2) Lire Bruce Cumings, «La dynastie Kim ou les deux corps du roi», *Le Monde diplomatique*, février 2012.

(3) Statistiques de la Korean Trade-Investment Promotion Agency, Séoul, 2012.

## Qu'est-ce que le «marché transatlantique» ?



Voici le livre qui révèle en exclusivité le texte sur lequel la Commission européenne négocie, depuis le 6 juillet dernier, avec le gouvernement des USA, dans le secret absolu, la création d'un «marché unique transatlantique».

La Commission européenne et le gouvernement refusent de mettre ce texte à disposition du grand public.

Dans ce livre, il est décrypté, disséqué, pour mieux en comprendre les enjeux :

- D'où vient ce projet ?
- Qui est à la manœuvre ?
- Au service de qui ?

Dans ce livre, textes et citations à l'appui, Patrick Le Hyaric démontre comment les dirigeants européens et américains tentent de mettre au point un système détruisant la démocratie, la souveraineté populaire, le droit à une alimentation de qualité, à la santé, à l'environnement, à l'emploi. C'est Dracula contre les peuples.

À lire. À faire lire !

☐ Je commande «DRACULA CONTRE LES PEUPLES»

Au prix de 6 € + 2 € de frais de port (valable uniquement pour la France métropolitaine) par exemplaire, soit 8 € x ..... = ..... €

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Ville ..... Code postal .....

Tél. fixe ..... Tél. portable .....

Adresse e-mail .....

Renvoyer ce bulletin accompagné du règlement (chèque à l'ordre de l'Humanité) à l'Humanité service de la diffusion militante, 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex



Imprimerie  
du Monde  
12, r. M.-Gunsbourg  
98852 IVRY



IMPIM'VERT



OJD  
PRESSE  
PAYANTE  
2009

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 05141 86051  
ISSN : 0026-9395  
**PRINTED IN FRANCE**

A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modification de service, demandes  
de réassort ou autre, utiliser nos numéros  
de téléphone verts :  
Paris : 0 805 050 147  
Banlieue/province : 0 805 050 146.

ET LIBRE MARCHÉ

# dragon asiatique

Ces magasins collectifs sont des nébuleuses public-privé. A l'intérieur comme sur les étals dans la rue, il est assez facile de se repérer : quand les produits sont de qualité, on a le plus souvent affaire à du commerce privé. Dans la plupart des cas, les structures appartiennent toujours techniquement à l'Etat, mais il s'agit de ce que l'historien Andreï Lankov, spécialiste de la Corée du Nord (4), appelle une « *fiction légale* ».

Le désir de consommer, l'avidité de marchander, le besoin de s'en sortir font le reste. Situées près des deux grandes zones économiques spéciales de Hwanggumpyong et de Rason, les villes-frontières de Dandong et de Yanji, du côté chinois, accueillent quantité de commerçants venus de Corée du Nord et pratiquant un commerce qui semble encore très modeste, à taille humaine – en fait, ce qu'un homme peut transporter. La ville chinoise, comme toujours, s'adapte très vite à cette demande encouragée par les autorités. A Dandong, une agence de voyages nous a affirmé organiser à elle seule quatre mille passages de Chinois chaque année. On comprend où Pyongyang trouve une partie des capitaux nécessaires à son sursaut.

A Jian, du côté chinois de la frontière, des Nord-Coréens expliquent qu'ils viennent travailler quelques semaines ou quelques mois, avant de repartir avec leur salaire. D'autres, plus difficiles à rencontrer, sont envoyés en Chine par l'Etat dans le cadre d'un grand programme qui leur permet de travailler et de vivre assez librement, la plus grande partie de leur salaire étant cependant versée directement aux autorités nord-coréennes. Cela semble être le sort des bûcherons et des couturières. Des Coréens pratiquaient déjà ces métiers en Mandchourie et en Sibérie bien avant la création de la RPDC.

Mais, alors que le pays montre un dynamisme économique certain, l'actuelle direction peine à donner une forme juridique à sa politique. Les échanges avec les entreprises étrangères se font au coup par coup, sur place, et aucun règlement correspondant à la nouvelle donne économique n'est disponible. Aucun discours de substitution n'ayant été élaboré, il règne un statu quo théorique. Alors, on continue à interdire de photographier les marchés libres... Seules les zones économiques spéciales ont droit à une avalanche de règlements, et, à en

## Repères

**Capitale** : Pyongyang.  
**Superficie** : 120 540 km<sup>2</sup>.  
**Population** : 24 346 000 habitants, dont 38 % ont moins de 25 ans.  
**« Chef suprême » du pays** : M. Kim Jong-un.  
**Chef de l'Etat (rôle formel)** : M. Kim Yong-nam.  
**Premier ministre** : M. Pak Pong-ju. Il avait déjà occupé ces fonctions de septembre 2003 à avril 2007.  
**Alphabétisation** : 100 %.  
**Destination des exportations** : Chine (67,2 %), Corée du Sud (19,4 %), Inde (3,6 %).  
**Provenance des importations** : Chine (61,6 %), Corée du Sud (20 %), Union européenne (4 %).

Sources : estimations 2011, *The World Factbook*, CIA.

croire la presse chinoise, les conflits avec des entreprises de l'empire du Milieu sont légion. L'arbitrage, lui, fait défaut.

Si la soumission complète – ou ressentie comme telle par la population – à l'égard de Pékin serait sans doute mortelle pour le régime, le surplace le serait tout autant. En 2009, en réponse à la crise, Pyongyang avait tenté une réforme financière et fiscale aussi hardie qu'énergique : violente dévaluation et confiscation de l'essentiel des économies déposées dans les caisses d'épargne – argent qui d'ailleurs ne valait objectivement rien, puisque intrasformable en marchandises à cette époque. Or le pouvoir, qui n'avait pas tremblé lors des crises les plus rudes, a cette fois vacillé face au grand refus exprimé par les classes moyennes des villes. En quelques jours, la réforme fut effacée, et avec elle son initiateur (mais sans doute pas son équipe).

M. Kim sait donc parfaitement ce que veulent et ce que ne veulent pas les couches intermédiaires, qui représentent entre 20 et 25 % de la population : les cadres, les habitants autorisés des grandes villes et les travailleurs en contact avec l'étranger. Et il a décidé d'incarner leurs souhaits. Habillé comme son père, coiffé comme son grand-père, mais flanqué d'une épouse photogénique (tradition et modernité...), il ne cesse d'inaugurer de nouveaux équipements ou services.

Pur produit du système, largement inconnu avant sa prise de pouvoir, le jeune dirigeant jouit, pour l'heure, d'une certaine popularité. Pour s'en faire une idée, il suffit de se poster dans un café de Pyongyang, un lundi. Tandis que les éphémérides des



AGNÈS STIENNE

grandes heures de M. Kim défilent sur l'un des nombreux postes de télévision publics, l'ambiance se calme petit à petit, et les regards se tournent vers l'écran. L'émission dure quarante-cinq minutes, au cours desquelles le dirigeant inaugure à tour de bras ou inspecte ses grands travaux.

Dans la capitale, chacun peut vérifier que l'horizon se remplit d'immeubles, d'habitations, de parcs d'attractions, de piscines, d'hôpitaux. Une promenade du dimanche dans l'un de ces parcs, ou dans une piscine à toboggans géants, est riche d'enseignements : on y voit des bus entiers de paysans, promenés par leur unité de travail pour une journée qu'ils finiront en assistant au spectacle de masse *Arirang*.

La RPDC est-elle le prochain « petit dragon » asiatique ? Techniquement, c'est possible, si la ligne politique se maintient et si un Etat moderne se reconstitue. Après les interventions étrangères du siècle dernier, la colonisation japonaise, la mise en place du régime communiste, la reconstruction après la guerre civile, c'est la cinquième fois que les Nord-Coréens vivent un bond économique. Ils ont pour eux l'expérience. Mais le défi idéologique et juridique – pas seulement économique – est sans précédent.

PATRICK MAURUS.

(4) Cf. notamment Andreï Lankov, *The Real North Korea : Life and Politics in the Failed Stalinist Utopia*, Oxford University Press, 2013.

## Soixante ans de partition

**15 août 1945.** Fin de l'occupation japonaise et division de la péninsule coréenne de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle : armée soviétique au Nord, américaine au Sud.

**1946.** Mars : réforme agraire ; juillet : vague de privatisations (banque, transports, industries...) et affirmation de l'égalité des sexes.

**10 mai 1948.** Premières élections depuis le départ des Japonais.

**9 septembre 1948.** Proclamation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), dont Kim Il-sung devient le président.

**25 juin 1950.** Début de la guerre entre les deux Corées.

**27 juillet 1953.** Armistice de Panmunjom : suspension des combats sans que la paix soit conclue. La situation n'a pas évolué depuis.

**1985.** La RPDC signe le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

**24 septembre 1991.** Adhésion simultanée des deux Corées à l'Organisation des Nations unies (ONU).

**8 juillet 1994.** Mort de Kim Il-sung, auquel succède son fils Kim Jong-il.

**1995.** Début de la « dure marche », période de famine meurtrière qui durera jusqu'en 1997.

**15 juin 2000.** Déclaration commune des chefs d'Etat des deux Corées à Pyongyang. Deux ans plus tard sera créée à Kaesong une zone économique spéciale accueillant des entreprises sud-coréennes.

**Mai 2001.** L'Union européenne établit des relations diplomatiques avec la RPDC. La France est le seul pays avec l'Estonie à ne pas l'avoir reconnue.

**29 janvier 2002.** Le président américain George W. Bush inclut la Corée du Nord dans un « axe du Mal » qui comprend également l'Irak et l'Iran.

**2003.** La RPDC se retire du TNP en janvier ; les pourparlers à six (deux Corées, Chine, Etats-Unis, Japon et Russie) pour éviter l'escalade démarrent en août.

**2006.** Lancement-test de missiles de moyenne et longue portées en juillet, suivi en octobre du premier essai nucléaire nord-coréen.

**17 décembre 2011.** Mort de Kim Jong-il, auquel succède son fils Kim Jong-un.

**12 décembre 2012.** Mise en orbite d'un satellite.

**12 février 2013.** Deuxième essai nucléaire.

**3 avril - 16 septembre 2013.** Le régime nord-coréen décide de fermer l'accès à la zone économique spéciale de Kaesong.

**13 décembre 2013.** Exécution de Jang Song-taek, oncle du dirigeant nord-coréen, considéré jusque-là comme le numéro deux du régime.

## La télévision, un autre monde

**S**YSTÉMATIQUEMENT présente dans les lieux publics, et généralisée dans les appartements des citadins, la télévision nord-coréenne s'ingénie à ne jamais surprendre. On y voit exactement ce que l'on peut voir et entendre en allant au théâtre – une pièce populiste à message idéologique – ou au concert – des chœurs militaires. On y a droit aux mêmes vieux films qu'au cinéma. Tout ce qui concerne la vie du pays, en revanche, se limitera au politique et sera montré sous un jour positif.

La chaîne nationale diffuse une douzaine d'heures par jour. Au programme, un dimanche parmi d'autres : informations, chansons populaires, feuilleton chinois sur la guerre antijaponaise, autres chansons populaires à paroles politiques (« *O regretté leader* », « *O mon pays natal* », etc.), inauguration par M. Kim Jong-un de cinq mille logements réservés aux scientifiques et de deux tours pour les professeurs de l'université Kim-Il-sung, concert militaire pour célébrer la fête nationale, sport, chansons, contes pour enfants, documentaire animalier, clip de propagande reprenant les images des jours précédents (défilés, spectacles), puis, en boucle, cérémonies du 9 septembre – jour de la fondation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) –, reportage sur l'éducation populaire – une sorte de formation permanente –, tournoi de lutte pour

cadets, re-informations, puis théâtre et chœurs militaires (les mêmes que le matin). Le soir, un vieux film. Aux dernières nouvelles, les metteurs en scène de cinéma pourraient bientôt devenir seuls responsables de leur budget et de leur scénario, à condition de faire enfin des films intéressants. Ce pourrait être une réforme essentielle.

Les jours de semaine n'offrent guère plus de variété, avec une prédilection pour les émissions scientifiques, tendance qui correspond au discours politique national : tout pour la science. Message des inaugurations : devenez des scientifiques, vous bénéficierez d'avantages appréciables.

Dans leur costume traditionnel, les présentatrices, ou parfois les présentateurs, des journaux télévisés adoptent un ton de déclamation grandiloquente lorsqu'il s'agit d'évoquer le « Grand Leader » et ses réalisations : toujours plus fort, plus cher, plus large. On dit en un même mot le pays que l'on a et le pays que l'on veut. Donner une information négative reste impensable. Un ami à qui je demandais si l'appartenance au Parti du travail impliquait d'assister à des réunions me répondit, étonné : « *C'est inutile, la télévision donne la ligne.* »

En dépit de timides tentatives d'émissions de débat dont les participants récitent mal un texte appris par cœur, comment croire qu'avec ses

proclamations soporifiques et sa totale absence de retransmissions en direct la principale chaîne nord-coréenne puisse changer ? Même les karaokés qui entrecourent tous ses programmes n'ont pas bougé, si ce n'est qu'ils célèbrent désormais M. Kim fils en lieu et place du père.

Une autre chaîne, Mansudae TV, a cependant vu le jour en 2013. Dix heures par jour, les vendredis, samedis et dimanches, on peut y voir des films étrangers – bien souvent des pays de l'ex-bloc de l'Est – ainsi que du sport. Pas de présentatrices, ni d'informations, ni d'inaugurations officielles : Mansudae TV remporte un franc succès.

Mais le véritable changement, si l'on en juge par les conversations du lendemain, provient de l'émission qu'elle diffuse le dimanche en fin de journée. Elle propose des informations internationales, à travers des reportages empruntés à diverses chaînes étrangères. En octobre dernier : les élections allemandes, la passion du président russe Vladimir Poutine pour les armes, les hésitations de l'Ukraine entre l'Europe et la Russie, le terrorisme au Kenya, les attentats en Irak, les suites du naufrage du *Costa Concordia* en Italie, le Salon de l'auto de Francfort. Assez loin de l'ignorance que l'on présume habituellement chez les Nord-Coréens.

P. M.

# L'Agence France-Presse

*Membre du trio de tête des agences mondiales d'information, l'Agence France-Presse (AFP) subit de plein fouet la crise de la presse écrite française et la concurrence des réseaux sociaux ou des vidéos de particuliers. A l'heure où la plupart des médias sacrifient l'actualité internationale aux potins et aux faits divers, son maillage mondial la rend pourtant irremplaçable. Mais son équilibre économique n'est pas assuré.*

UNE ENQUÊTE DE MARC ENDEWELD \*

«AFP». Un sigle familier qui signe l'ensemble des dépêches de la troisième agence de presse mondiale et rythme sa présence dans de nombreux médias – audiovisuel, presse écrite et désormais Internet – vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Fondée en 1945, l'Agence France-Presse est une cathédrale de l'information qui compte deux mille deux cent soixante collaborateurs de toutes nationalités présents dans cent soixante-cinq pays et travaillant en six langues : français, anglais, allemand, portugais, arabe et espagnol. Au sortir de la guerre, chacune des grandes puissances se devait d'avoir une agence de presse internationale, au même titre qu'un siège au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou, à court terme, la bombe atomique.

Près de soixante-dix ans plus tard, l'AFP produit chaque jour cinq mille dépêches, deux mille photographies et des centaines de sujets de télévision. Deux cents bureaux dans le monde, cinq « bases régionales » à Paris, Washington, Montevideo, Nicosie et Hongkong. Un chiffre d'affaires de 289,6 millions d'euros en 2012. Si l'AFP est précieuse, c'est qu'elle couvre un grand

nombre de pays et délivre une information diversifiée.

Ses concurrentes historiques s'appellent Associated Press (AP), une agence coopérative issue d'une alliance entre plusieurs grands journaux des Etats-Unis, davantage centrée sur l'aire d'influence américaine, et Reuters, agence anglo-canadienne principalement spécialisée dans l'information financière dont la maison mère est cotée en Bourse. Parmi les scoops les plus fameux de l'AFP, il y a l'annonce de la mort de Joseph Staline en 1953, la prise en otage des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972, le crash du Concorde à Paris en 2000, ou encore la fuite de M. Zine El-Abidine Ben Ali hors de Tunisie en 2011 (1).

Historiquement, les agences de presse se sont concentrées sur la collecte et la transmission de l'information brute sur de larges territoires, nationaux et internationaux, tandis que leurs clients (les journaux, radios et chaînes de télévision) consacraient leurs moyens à la production de contenus distinctifs, à leur mise en forme et à leur diffusion au public.

## Douze bureaux au Proche-Orient

CETTE division du travail explose avec Internet et les outils numériques. Désormais, tout particulier peut divulguer une information qui devient accessible à tous et partout : «Auparavant, l'AFP avait le monopole absolu de la vitesse. Elle n'était pas concurrencée sur les grandes annonces. Tout change avec Twitter», déplore un agencier (2). Un nombre croissant d'informations capitales sont en effet postées d'abord sur les réseaux sociaux. Comme ce 8 février 2013, lorsque le président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, annonça sur Twitter que les dirigeants européens étaient parvenus à un accord sur le budget de l'Union européenne pour 2014-2020. Ou ce 6 novembre 2012, lorsque M. Barack Obama confirma sa réélection en tweetant «Quatre

ans de plus». Quatre heures plus tard, ce message, accompagné d'une photographie où il enlaçait son épouse Michelle, avait été retweeté plus de cinq cent mille fois...

Entre Internet – sur ordinateur, tablette ou smartphone – et les chaînes d'information en continu, les agences de presse sont confrontées aujourd'hui à de multiples concurrents internationaux : Cable News Network (CNN), Al-Jazira, BBC Worldwide, Google, Twitter... «Je me souviens d'une époque où l'AFP donnait le tempo. Aucune conférence de presse ne commençait sans qu'on se soit assuré qu'elle était présente. Son journaliste était un peu le roi», se souvient, amer, un autre agencier.

Afin de sauvegarder l'influence de l'entreprise au sein d'un univers médiatique en plein bouleversement, la direction

de l'AFP incite ses journalistes à ouvrir leur propre compte Twitter. Une petite révolution : «Cette incitation de la direction percuta la culture de l'ombre des journalistes de l'agence», explique l'un d'entre eux. Auparavant, les seuls retours que nous avions sur nos articles provenaient de nos collègues. Les réseaux sociaux ont fait voler en éclats nos anciennes habitudes. A la moindre erreur, Twitter réagit. Le fil Twitter de Reuters compte plus de trois millions et demi d'abonnés; celui d'AP, plus de deux millions et demi. Et celui de l'AFP? A peine plus de quatre cent mille (anglais et français).

«Les réseaux sociaux représentent des systèmes d'alerte réels», concède le président-directeur général (PDG) de l'AFP, M. Emmanuel Hoog, lorsqu'il nous reçoit au siège de l'agence à Paris, place de la Bourse, face aux colonnes du Palais Brongniart, symbole révolu du capitalisme français (3). «Mais aucun grand média du monde ne vit sans les agences. On leur apporte deux choses : une réactivité permanente et une activité sept jours sur sept. Et Twitter, c'est un réseau, ce n'est pas une rédaction. Face au bruit médiatique, nous offrons une fiabilité.» Même assurance du côté de M. Philippe Massonnet, directeur de l'information de l'AFP : «Notre métier aujourd'hui est de contextualiser l'information, en proposant des mises en perspective et des rappels historiques.» Louable dessein; mais il est parfois difficile de résister aux pressions de l'information instantanée... et une erreur est vite arrivée (lire l'encadré).

Désignant un planisphère accroché au mur où chaque bureau de l'AFP est indiqué par une puce, M. Massonnet préfère louer le réseau de l'agence. Son maillage mondial constitue effectivement l'un de ses meilleurs atouts : «Nos clients ont de plus en plus besoin d'agences de presse qui continuent à faire leur travail dans le monde entier, notamment dans les régions où ils n'ont pas les moyens d'avoir des journalistes en permanence.» Contrairement à bien des médias anxieux de réaliser des économies à tout prix, l'AFP préserve donc un réseau qui lui assure une présence dans des pays abandonnés par l'immense majorité des titres de presse internationaux. «Début 2013, en Syrie, il n'y avait pratiquement plus que les agences de presse, un ou deux envoyés spéciaux, un ou deux freelances», nous rappelle le directeur de l'information.

Mais cette persévérance, qui permet à l'agence d'asseoir son crédit et son audience, représente un effort financier et humain considérable : l'AFP dispose de douze bureaux au Proche-Orient; à

Kaboul (Afghanistan), près d'une dizaine de personnes travaillent pour elle en permanence. Durant la guerre en Libye, en 2011, elle était la seule à avoir un bureau à Tripoli. La couverture de cette opération militaire voulue par M. Nicolas Sarkozy – et par Bernard-Henri Lévy – fut assurée par une trentaine d'agenciers détachés par roulements sur le territoire libyen, pour un total de deux mille neuf cents jours de mission. Cette mobilisation a payé : le 20 octobre 2011, c'est l'AFP qui a publié la photographie exclusive du corps ensanglanté de Mouammar Kadhafi.

Pour autant, la stratégie n'est pas toujours rentable, et l'équation financière paraît d'autant plus délicate que la crise de la presse s'approfondit. En tant que «grossiste» vendant de l'information brute à des médias, l'agence subit de plein fouet les difficultés économiques de ses clients. Sa direction commerciale doit donc se démener pour les conserver, au moment où la plupart d'entre eux veulent renégocier leurs tarifs à la baisse et n'hésitent plus à se désabonner. En 2004, le quotidien gratuit Metro a renoncé pendant un temps aux services de l'agence. En 2009, plusieurs quotidiens régionaux du groupe Hersant Média, dont La Provence, Nice-Matin, Var-

Matin, Paris Normandie et L'Union, se sont séparés de l'AFP. En 2010, ce fut au tour du quotidien gratuit 20 minutes.

Pour contrer cette désaffection, l'AFP a créé son propre service low cost, baptisé «L'essentiel». Pour la moitié du prix d'un abonnement classique, il permet d'obtenir 30 % du volume des dépêches en français et 50 % des nouvelles étrangères proposées à la presse quotidienne régionale. Certains journaux comme Paris Normandie ou 20 minutes ont alors décidé de tenter de nouveau l'aventure. Malgré tout, le chiffre d'affaires du service de dépêches en français, un peu supérieur à 55 millions d'euros en 2010, est tombé à environ 50 millions d'euros trois ans plus tard.

Toutefois, pour M. Hoog, «le portefeuille des clients de l'AFP augmente, ainsi que son chiffre d'affaires global. C'est l'essentiel». Il parie sur les «renégociations avec la PQR [presse quotidienne régionale]», les «expérimentations» et l'«internationalisation du portefeuille clients» : «Avant, l'AFP, c'était un peu "les Français parlent aux Français". Aujourd'hui, c'est quatre-vingts nationalités et des clients dans cent cinquante pays ! Et je suis persuadé qu'il nous reste une marge de progression.» Signe de cette internationalisation : en Asie, les journalistes de l'AFP sont des anglophones dont les dépêches ne sont traduites en français que dans un second temps.

Dès 2011, l'activité internationale représentait 54 % du chiffre d'affaires global de l'AFP (contre 47 % six ans plus tôt). Cette même année, la contribution de la presse française à ses comptes n'était plus que de 9 % (contre 13 % en 2004). Son premier marché mondial reste l'Europe, suivie de l'Asie, de l'Amérique du Nord, du Proche-Orient, de l'Afrique et de l'Amérique latine.

Dans lesquelles de ces régions l'agence compte-t-elle se développer? Si M. Hoog se félicite du «dynamisme du marché africain» – corrélatif du désengagement de Reuters sur ce continent –, celui-ci ne représente encore qu'un pourcentage marginal des recettes. L'AFP y serait d'ailleurs confrontée à des «difficultés de recouvrement en zone francophone». De même, l'Amérique latine rapporte peu : compte tenu de la présence de l'agence espagnole EFE, de Reuters, d'AP, mais aussi des agences italienne et allemande, le marché y est extrêmement concurrentiel. Seule l'Asie présente des perspectives de croissance, mais la crise de la presse y affecte le grand groupe japonais Jiji Press, distributeur exclusif de l'AFP dans l'Archipel. Il a donc renégocié à la baisse (– 20 %) son contrat annuel de 8 millions d'euros (4).

## Essor de l'information sportive

MALGRÉ les médiocres résultats financiers du service de dépêches en anglais de l'AFP (environ 19 millions d'euros en 2013), l'agence concentre ses efforts sur des pays émergents tels que l'Inde, où la presse écrite est florissante (5). Elle y dispose de quatre bureaux et d'une trentaine de journalistes permanents. Mais elle est également présente au Brésil, où de grands événements sportifs se dérouleront prochainement : la Coupe du monde de football en juin-juillet 2014, les Jeux olympiques de Rio deux ans plus tard.

Le sport figure en effet en bonne place parmi ses chantiers stratégiques. Déjà, il représente 25 % de sa production texte et 35 % de sa production photographique. Lors de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud, en 2010, elle avait dépêché cent cinquante personnes pour épauler son bureau de Johannesburg. Particulièrement rentable, le marché de l'information sportive est en pleine croissance. AP dispose néanmoins d'une longueur d'avance, puisque, avec le groupe News Corporation de M. Rupert Murdoch, elle contrôle l'agence Stats LLC, championne mondiale de l'information dans ce secteur. En 2011, l'AFP a tenté, en vain, de conclure avec elle un partenariat pour l'Europe.

Autre preuve de l'attractivité de ce marché : il y a trois ans, le groupe d'information économique Bloomberg s'est engagé lui aussi dans la course en lançant un service pour le base-ball et le football américain, avant de s'attaquer à l'Europe et au football. «Comme dans la finance, nous voulons créer le leader mondial de l'analyse de données dans le sport», déclare M. Bill Squadron, directeur de Bloomberg Sports (6). Nous bénéficions de trente années d'algorithmes développés pour la finance. L'agence française, elle, ne dispose pas encore de cette compétence de plus en plus prisée (7).

(1) Cf. Hamida Ben Salah, «La chance d'annoncer au monde la fin d'un dictateur», Making-of, 18 décembre 2013, <http://blogs.afp.com/makingof>  
(2) C'est ainsi que l'on nomme les journalistes de l'AFP.  
(3) Il arbitrait jusqu'en 1998 la Bourse de Paris.  
(4) En échange de cette baisse de 20 %, Jiji Press a accordé à l'AFP la commercialisation au Japon de produits d'information hors médias, notamment dans le numérique.  
(5) Cf. «Papering over the cracks», The Economist, Londres, 8 novembre 2011.  
(6) Le Monde, 15 novembre 2012.  
(7) Lire Simon Kuper, «La fée Statistique ensorcelle le football», Le Monde diplomatique, mars 2013.



DE TOUTE PART

# survivra-t-elle au déclin des journaux ?

« Depuis les années 1970, l'AFP a réussi son internationalisation, mais pas son virage technologique », admet Eric Scherer, ancien agencier devenu expert en médias numériques et travaillant désormais pour France Télévisions. Entre sa maîtrise du flux et son identité pluriculturelle, l'AFP aurait tout pour réussir, mais elle paie encore son absence dans une information financière bouleversée par l'informatique.

En 2013, le chiffre d'affaires Web et multimédia de l'agence (environ 14 millions d'euros) a reculé de 20 %, en raison notamment de la perte d'un gros contrat avec le portail Yahoo. En revanche, sa production vidéo a décuplé depuis deux ans et atteint désormais deux cents vidéos par jour, toutes langues confondues. « Si nous voulons que les jeunes lisent, s'informent, estime M. Massonnet, il est nécessaire de mettre en valeur nos informations aussi par l'image. »

L'AFP bâtit également une plate-forme de services permettant à ses clients de puiser dans ses archives et ressources documentaires grâce à un moteur de recherche : « Nous passons d'une pure logique de flux à une exploitation plus en profondeur de nos contenus », explique M. Hoog. Quant au service « e-diplomacy », il recense en temps réel sur un planisphère l'activité des comptes Twitter de plus de quatre mille chefs d'Etat, ministres, ambassadeurs ou grands patrons du monde entier, mais aussi blogueurs influents, journalistes spécialisés et groupes de pression (8).

Il s'agit à la fois de résister aux médias numériques et de trouver de nouveaux débouchés, puisque la presse écrite est moribonde – une stratégie déjà empruntée, grâce à des investissements importants, par Reuters et AP. Désormais, les grandes agences de presse ne peuvent manquer d'assister au Mobile World Congress, le plus grand salon de l'industrie de la téléphonie mobile, qui se tient chaque année à Barcelone. « Depuis l'invention du Web social, il est difficile de séparer le B2B [business to business] du B2C [business to consumer]. En fait, toute l'innovation vient désormais du grand public et influence en retour les produits pour professionnels », déclarait en 2010 l'ancien président-directeur général de Thomson Reuters, M. Tom Gloer (9). C'est pourquoi, dès son arrivée à la tête

de l'AFP, en 2010, M. Hoog a souhaité qu'elle s'adresse au grand public. Depuis, l'agence a lancé une application iPhone en anglais, espagnol, portugais, allemand et arabe et une application iPad en anglais, espagnol et portugais. Des services non disponibles en français car, en France, ce projet fut rapidement contrecarré par l'opposition sans appel de la presse écrite, largement représentée au conseil d'administration de l'AFP et qui lui doit une bonne part de ses contenus.

Le conseil d'administration de l'agence illustre sa gouvernance particulière depuis l'adoption de son statut, en 1957. Qualifié par M. Massonnet d'« ornithorynque juridique », ce statut faisait d'elle un « organisme autonome doté de la personnalité civile » au « fonctionnement assuré suivant les règles commerciales ». Ce qui lui permet de préserver son indépendance et son crédit constitue aussi sa plus grande faiblesse. Car l'AFP s'apparente à une société de droit privé, sans toutefois posséder de capital. « C'est une multinationale avec le budget d'une PME (10) ! », se désole M. Massonnet. Il lui est d'autant

plus difficile de financer son développement que ses clients français – la presse écrite, l'audiovisuel public et l'Etat – participent à son conseil d'administration pour y réclamer régulièrement la réduction du coût de leurs abonnements...

« Ils se retrouvent en conflit d'intérêts permanent. La dimension internationale ne les intéresse que pour diminuer leurs coûts », s'exaspère un journaliste affilié au Syndicat national des journalistes - Confédération générale du travail (SNJ-CGT). Un cadre résume : « C'est une entreprise gérant de forts coûts fixes, avec 80 % de son chiffre d'affaires qui passe en frais de personnel, confrontée à un marché hyperconcurrentiel et disposant de marges très faibles. Dans ces conditions, comment financer son développement ? Le modèle coopératif d'AP fonctionne parce que les Etats-Unis sont le premier marché mondial de médias. Nous ne sommes pas dans le même cas de figure... »

Cette impossibilité d'investir peut entraîner des situations ubuesques. En

1998, l'AFP collaborait avec Worldwide Television News (WTN), une agence d'images et de vidéos qui concurrençait sérieusement AP sur le marché nord-américain. A l'époque, WTN cherchait à se faire racheter, et des discussions furent engagées. Mais, ne disposant d'aucune capacité de financement, et devant le refus de l'Etat d'accorder une rallonge exceptionnelle, l'AFP dut abandonner, malgré le coût relativement faible d'une telle opération (10 millions de dollars). Et WTN fut rachetée par AP. « Avec les infrastructures de WTN, nous n'aurions pas perdu quinze ans dans notre développement multimédia et vidéo », regrette un journaliste.

L'AFP parvient néanmoins à conclure des partenariats d'envergure. En photographie, elle collabore avec Getty, la prestigieuse agence d'images américaine (11). Au Japon, elle propose depuis 2006 un service d'information interactif sur Internet en collaboration avec Softbank, l'un des grands groupes de communication et de téléphonie de l'Archipel. Et, depuis 2008, elle fournit

les informations générales et politiques au groupe d'information financière Dow Jones and Company (News Corporation) pour sa filiale Dow Jones Newswires. Hors médias, les diversifications possibles sont encore marginales : un partenariat avec JC Decaux pour alimenter en informations ses Atribus, ou une application « Mes actus » pour BNP Paribas.

L'Etat ne propose guère de vision stratégique à l'AFP, alors qu'il contribue – en tant que client – à une petite moitié de son budget, soit 120 millions d'euros. Ni entreprise publique ni établissement public, l'agence dépend en effet des abonnements des administrations. En 2010, la Commission européenne, toujours soucieuse de « concurrence libre et non faussée », a estimé, plainte à l'appui, qu'il s'agissait là de subventions déguisées. En cours, les négociations entre l'Etat et Bruxelles visent notamment à faire admettre qu'une partie de ce financement public est nécessaire « à l'accomplissement de missions d'intérêt général ».

En attendant, la situation financière de l'AFP se dégrade. Première conséquence : la réduction des budgets piges (– 10,3 % en moyenne) et des frais de mission (– 12,7 %) de certains services. Un ancien membre du conseil d'administration ne cache pas son pessimisme : « De mon point de vue, l'AFP est un animal de plus en plus improbable. Elle est attaquée par les deux bouts. Dans notre nouvel écosystème numérique, le principe de validation est également réalisé sur Twitter. Et je ne vois pas de nouveaux services suffisamment innovants pour inverser la courbe des revenus. Les cathédrales, c'est fini. Ce qui marche, ce sont les petites équipes beaucoup plus réactives. » Aujourd'hui conseiller auprès du premier ministre Jean-Marc Ayrault, l'ancien directeur général adjoint de l'agence Fabrice Bakhouché lui oppose que l'AFP est « la plus grande marque mondiale d'information. Cela autoriserait de grandes choses ! ».

MARC ENDEWELD.

(8) <http://ediplomacy.afp.com>

(9) « Thomson Reuters : WikiLeaks n'est pas un concurrent », Buzz Média Orange - *Le Figaro*, 9 décembre 2010, [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr)

(10) PME : petites et moyennes entreprises.

(11) En août 2012, l'agence Getty a été rachetée par le groupe Carlyle pour 3,3 milliards de dollars.

## Sous pression

« L'AFP est un enjeu de pouvoir. Elle subit des pressions constantes. Prétendre le contraire, c'est raconter des histoires ! », lance un ancien chef de service de l'Agence France-Presse. Quand on interroge les agenciers sur leur autonomie de travail, ils se bornent souvent à invoquer le statut de 1957 destiné à préserver leur indépendance (lire l'article ci-dessus). D'autres sont plus prolixes : « Il existe une autocensure dans certains domaines sensibles, reconnaît un journaliste travaillant à Paris. Il n'y a pas de consignes particulières, mais notre activité comporte une part de prudence. »

Eviter les sujets qui fâchent ? « Comme pour tous les médias, il y a parfois des coups de téléphone, tempère un de ses confrères, mais c'est notre métier de résister à ces conseils "amicaux". La plupart des gens considèrent l'AFP comme un relais de communiqués : cela traduit une méconnaissance totale de notre travail. La mission d'un journaliste de l'AFP est de hiérarchiser l'information. On ne passe pas tout ! »

Il convient de faire simple sans être simpliste : « L'AFP doit être lisible par les membres d'un cabinet ministériel comme par le lecteur de base de la PQR [presse quotidienne régionale] », explique un autre agencier. Une dépêche est toujours publiée après de multiples relectures et la validation de la hiérarchie. Ce qui peut se révéler délicat : durant le

quinquennat de M. Nicolas Sarkozy, les chiffres du chômage étaient un sujet de tensions entre la rédaction en chef et le service social.

« Souvent, en France, on a tendance à attendre l'information officielle. Nous avons très peu une culture d'enquête, et, de plus, nos clients ne nous le demandent pas ! », déplore un journaliste parisien. Mais si l'AFP, contrairement aux agences anglo-saxonnes, produit rarement des enquêtes, elle propose quotidiennement de nombreux reportages dans des pays du monde entier : sur les camps de réfugiés au Soudan du Sud, les gays en Afrique, la pauvreté en Colombie... Autant de sujets rarement repris par les médias français, qui, obnubilés par l'Hexagone, réclament plutôt davantage de « buzz » et de faits divers.

Caisse de résonance, l'AFP subit aussi la pression accrue des autres médias : « Les chaînes d'info nous obligent à aller de plus en plus vite. Et, parfois, on fait des bêtises... », admet un agencier. En janvier 2010, l'AFP trouve ainsi des images du tremblement de terre d'Haïti sur Twitter et les diffuse à ses clients, comme l'agence Getty, sans savoir qu'il s'agit du travail d'un photographe professionnel. Celui-ci a porté l'affaire en justice : l'AFP et Getty ont été condamnées par un tribunal américain à 900 000 euros d'amende...

M. E.



## Les Amis du MONDE diplomatique

### RÉGIONS

**AUDE.** Le 6 février, à 20h30, au cinéma Le Colisée à Carcassonne : projection du film *Ne vivons plus comme des esclaves*, de Yannis Youlountas, en sa présence, suivie d'un débat. Le 21 février, à 20h45, au théâtre Na Loba à Pennautier : « Comment on nous tue jour après jour », avec Roger Lenglet. ([amd11@free.fr](mailto:amd11@free.fr))

**AVIGNON.** Le 27 février, à 20h30, au cinéma Utopia Manutention : projection du film de Yannis Youlountas *Ne vivons plus comme des esclaves*. En partenariat avec la Ligue des droits de l'homme (LDH) et Attac. ([ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr](mailto:ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr))

**CAEN.** Le 20 février, à 18h30, au café des Arts, à Hérouville : enregistrement en public de l'émission « T'es autour du Diplo », avec un débat autour du dossier du mois. A écouter sur le site de l'association et sur [www.zonesdondes.org](http://www.zonesdondes.org) ([duboisbo@yahoo.fr](mailto:duboisbo@yahoo.fr))

**COLMAR.** Le 7 février, à 20 heures, Pôle média-culture, 1, place de la Montagne-Verte : « La gauche... hier et à venir », avec Serge Halimi. ([amd-colmar@gmail.com](mailto:amd-colmar@gmail.com))

**DIJON.** Le 11 février, à 17h30, à l'Ecole des sciences politiques, avenue Victor-Hugo : « Faut-il sortir de l'Union européenne ? », avec Jacques Nikonoff. ([annie.munier-petit@laposte.net](mailto:annie.munier-petit@laposte.net))

**FRANCHE-COMTÉ.** Projections du film de Yannis Youlountas *Ne*

*vivons plus comme des esclaves* : le 18 février, à 20h15, au cinéma Méliès, Lure ; et le 19 février, à 20h15, au cinéma Le Colisée, Montbéliard. (03-84-30-35-73 ou [odile-mangeot@wanadoo.fr](mailto:odile-mangeot@wanadoo.fr))

**GIRONDE.** « Café Diplo » : le 19 février, à 20h30, au café de l'Orient, esplanade François-Mitterrand, Libourne, et le 26 février, à 19 heures, au Poulailler, place du 14-Juillet, Bègles. (06-85-74-96-62 et [amis.diplo33@gmail.com](mailto:amis.diplo33@gmail.com))

**GRENOBLE.** Le 4 février, à 20 heures, à l'Hexagone-Meylan, à l'issue de la représentation de 15 %, débat avec Bruno Meyssat, concepteur du spectacle, et l'économiste Jean-François Ponsot : « D'autres politiques économiques sont-elles possibles ? » (04-76-88-82-83 et [jacques.toledano@wanadoo.fr](mailto:jacques.toledano@wanadoo.fr))

**LA ROCHE-SUR-YON.** Le 15 février, à 10 heures, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau : « Café Diplo » autour de l'article de Fabien Desage et David Guéranger « Rendez-vous manqué de la gauche et de la politique locale », paru dans *Le Monde diplomatique* de janvier. ([michelmerle54@laposte.net](mailto:michelmerle54@laposte.net))

**LILLE.** Le 19 février, à 20h30, à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES), 23, rue Gosselet, Lille : « Intrusion publicitaire et transformations de l'autorité : quels impacts à l'école ? », avec Bernard Legros. (06-24-85-22-71 et [amd-nord@yahoo.fr](mailto:amd-nord@yahoo.fr))

**METZ.** Le 13 février, à 18h30, petite salle des Coquelicots, « café Diplo » : « La démocratie locale minée par les contestations nationales », débat avec des candidats locaux. ([christopher.pollmann@univ-lorraine.fr](mailto:christopher.pollmann@univ-lorraine.fr))

**MONTPELLIER.** Au salon du Belvédère (Corum), le 10 février, à 19 heures : « Le tabou de la répression au Maroc », conférence de Khadija Ryadi. En partenariat avec le comité de soutien au Mouvement du 20 février. Le 27 février, à 20 heures : « Le grand marché transatlantique, étape du processus d'intégration totale », avec Jean-Claude Paye. ([jani-nerobert@wanadoo.fr](mailto:jani-nerobert@wanadoo.fr))

**MULHOUSE.** Le 20 février, à 20 heures, au cinéma Bel Air : projection du film *Ne vivons plus comme des esclaves*, de Yannis Youlountas. ([nor-dine.guira@laposte.net](mailto:nor-dine.guira@laposte.net))

**ORANGE.** Le 11 février, à 20h30, au Cinéforum, projection du film de Kaveh Bakhtian *L'Escalier*, suivie d'un débat. En partenariat avec la LDH et Amnesty International, l'Agora et l'Ecran magique. ([ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr](mailto:ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr))

**PERPIGNAN.** Les AMD 66 se réunissent le troisième jeudi du mois à 19 heures à la résidence Habitat jeunes Roger-Sidou, 5, place Gerbaud. (06-13-24-16-57.)

**RENNES.** Le 30 janvier, à 19 heures, au bistro Le Knock, 48, rue de Saint-Brieuc : « café Diplo » autour de l'article de Lori Wallach « Le traité transatlantique, un typhon qui menace les

Européens », paru dans *Le Monde diplomatique* de novembre 2013. ([yves.paris-tad@wanadoo.fr](mailto:yves.paris-tad@wanadoo.fr)) Le 18 février, à 19 heures, à la Ligue de l'enseignement d'Ille-et-Vilaine, 45, rue du Capitaine-Maignan : « Que faire de l'Europe ? », avec Pierre Khalfa. (06-22-56-16-98 et [yves.paris-tad@wanadoo.fr](mailto:yves.paris-tad@wanadoo.fr))

**TOULOUSE.** Le 30 janvier, à 18 heures, à la librairie Floury, 36, rue de la Colombe, rencontre-débat avec Alain Caillé autour du « Manifeste convivialiste ». Le 1<sup>er</sup> février, à 14h30, salle 1 de la Maison de la citoyenneté, 20, place Jean-Dielbold : « Honduras : des élections sous silence », avec Maurice Lemoine. (05-34-52-24-02 et [amtoul@gmail.com](mailto:amtoul@gmail.com)) Le 11 février, à 20h30, salle du Sénéchal : « L'accord transatlantique et l'agriculture ». Le 13 février, à 18 heures, à la librairie Terra Nova, et à 20h30, salle Osète-Duranti : « Amérique latine : un autre monde est possible », avec Jean Ortiz. Le 27 février, à 17 heures, au théâtre Daniel-Sorano : « Dans quel monde voulons-nous vivre ? », avec Serge Halimi. En partenariat avec la librairie Ombres blanches. (05-34-52-24-02 et [amdoul@gmail.com](mailto:amdoul@gmail.com))

**TOURS.** Le 14 février, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « L'économie de la connaissance ». Le 12 février (13 heures), le 13 février (20 heures) et le 17 février (11 heures) sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (02-47-27-67-25 et [pjc.arnaud@orange.fr](mailto:pjc.arnaud@orange.fr))

**VALENCE.** Le 19 février, au cinéma Le Navire : soirée d'ouverture du festival « Regards sur le cinéma espagnol et latino-américain », en présence de Maurice Lemoine. (04-75-40-79-20 et [www.lenavire.fr](http://www.lenavire.fr))

### ÎLE-DE-FRANCE

**PARIS.** Le 3 février, à 20h30, au cinéma Les Sept Parnassiens, 98, boulevard du Montparnasse : projection en avant-première du film de Hicham Lasri *C'est eux les chiens*, suivie d'un débat avec le réalisateur et Alain Gresh. ([amis.diplo.75@gmail.com](mailto:amis.diplo.75@gmail.com))

**ESSONNE.** Le 10 février, à 20h30, à la Maison du monde, 509, patio des Terrasses, Evry : réunion mensuelle des Amis. ([amd91.evry@gmail.com](mailto:amd91.evry@gmail.com) et 06-84-11-63-02.)

**SEINE-ET-MARNE.** Le 7 février, à 20 heures, à l'Astrocité, brasserie de la médiathèque L'Astrolabe, 25, rue du Château, Melun, café-débat en partenariat avec Attac 77 Sud : « L'eau, bien commun ou enjeu stratégique ? L'exemple de la Palestine », avec Amir Hassan ([amd77@wanadoo.fr](mailto:amd77@wanadoo.fr), réservation souhaitée au 01-64-79-07-64.)

**SEINE-SAINT-DENIS.** Le 4 février, à 19h30, au conseil général, hall Diderot, 2 bis, rue Pablo-Picasso, Bobigny : « Banlieues d'ici, banlieues d'ailleurs : quelles perspectives ? », avec Michel Kokoreff, Vera Telles (São Paulo) et Robert Cabanes. ([amis.diplo.75@gmail.com](mailto:amis.diplo.75@gmail.com))

**VAL-DE-MARNE.** Le 3 février, à 20 heures, au cinéma Le Kosmos, 243, avenue de la République, Fontenay-sous-Bois, projection du film *Les Jours heureux*, suivie d'un débat avec le réalisateur Gilles Perret. ([amd94@numericable.fr](mailto:amd94@numericable.fr))

**YVELINES.** Le 8 février, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Versailles, salle Saint-Exupéry : « Les sociétés coopératives et participatives (SCOP) », avec Martin Blanc. (06-07-54-77-35 et [eve-leveque@wanadoo.fr](mailto:eve-leveque@wanadoo.fr))

### HORS DE FRANCE

**BRUXELLES.** Le 19 février, à 19h30, salle Helder-Camara, 19, rue Pletinckx, projection du film de Yannick Bovy *Des canaris dans la mine*, suivie d'un débat avec Pierre Defraigne et Felipe Van Keirsbilck : « Quel modèle économique pour l'Europe ? » ([amd-b@skynet.be](mailto:amd-b@skynet.be) ou 02/231-01-74)

**GENÈVE.** Le 11 février, à 19h30, au café La Barje des volontaires, 26, rue de la Coulouvrenière : « café Diplo » autour de l'article de Benoît Bréville « Pourquoi vous ne deviendrez jamais chinois », paru dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2014. ([amidiplo-suisse@hotmail.com](mailto:amidiplo-suisse@hotmail.com))

**OUAGADOUGOU.** Le 15 février, à 15 heures, amphithéâtre Aimé-Nikiema de l'université : « Paix et développement en Afrique de l'Ouest ». (00226-70-74-59-70 et [sangocep@yahoo.com](mailto:sangocep@yahoo.com))

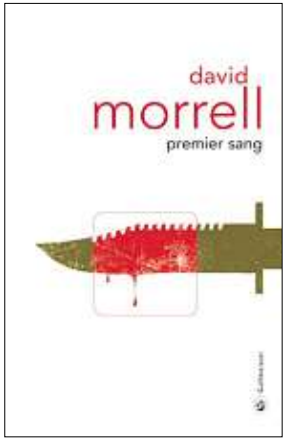


LITTÉRATURES

L'apocalypse selon Rambo

Premier Sang  
de David Morrell

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Eric Diacon, Gallmeister, Paris,  
2013, 309 pages, 10 euros.



UN JEUNE, vaguement hippie, traverse une bourgade du Kentucky. Le shérif local, Teasle, lui ordonne de déguerpir et l'accompagne en voiture jusqu'aux limites de la commune pour s'assurer qu'il obtempère. L'autre s'obstine. Il sera condamné à trente-cinq jours de prison pour vagabondage. C'est la quinzième fois, depuis qu'il est sorti de l'hôpital et s'est mis à cheminer sans but sur le territoire de son pays, qu'il a maille à partir avec des autorités locales. Il est hanté par ses souvenirs de prisonnier pendant la guerre du Vietnam, les tortures qu'il a subies, sa longue fuite en forêt ennemie : flashs douloureux... Il s'appelle Rambo.

Lorsque les policiers veulent de force finir sa toilette en le rasant, il explose, en liquide deux et disparaît dans la forêt. C'est le début d'une chasse à l'homme. Mais très vite, le sens de la traque s'inverse, et Rambo devient le chasseur. Il extermine l'équipage d'un hélicoptère et, membre après membre, tout le groupe des policiers. Teasle est le seul survivant : l'ancien combattant de la guerre de Corée retrouve, à 40 ans passés, les réflexes du soldat d'élite qu'il fut lui aussi, comme son adversaire. Lequel n'a jamais appris que le « *métier infect de la guerre* », et plus précisément de la guérilla, comme l'explique à Teasle le chef des bérêts verts venu à sa rescousse pour décrypter la méthode de Rambo, son ancien subordonné. Le duel ne s'arrêtera pas au « premier sang » – à la première blessure.

Dans ce théâtre des opérations, on trouve une espèce d'apologie, non pas de la nature, mais du caractère primitif, fondamental, de l'affrontement d'hommes dans un milieu naturel où tous les éléments sont utilisés pour survivre et pour vaincre. Les acteurs de la traque basculent dans un univers non cartographié, à l'instar des massifs forestiers où ils se cherchent : Rambo accède à la forêt de manière symbolique, complètement nu, chevauchant une moto... et lui qui fut fasciné dans son enfance par un dessin de bison découvert sur la paroi d'une grotte connaît de brefs moments d'exaltation quand il triomphe – provisoirement – des hommes lancés à sa recherche. On est dans le monde éternel de James Fenimore Cooper, de la littérature de western, avec des personnages qui en rappellent les archétypes, comme celui qui, déjà âgé, mince et infatigable, le poursuit avec ses chiens, parfait représentant du « coureur des bois », ou plus largement dans la mythologie de la littérature américaine, avec notamment le bouilleur de cru surgi de la nuit, qui procure à Rambo armes et habits et semble sorti d'un roman noir de la Grande Dépression.

Mais ce récit, très éloigné de l'adaptation gesticulante qu'en fit au cinéma Ted Kotcheff, en 1982, et que louait Ronald Reagan, a une autre dimension : publié initialement en 1972, alors que la guerre du Vietnam n'est pas terminée, il met en scène une ébauche de guerre civile, rampante, qui n'ose pas dire son nom. Rambo incarne un rebelle abandonné par son pays après avoir été salement meurtri, et qui se heurte à la loi et à l'ordre de sa patrie. C'est ce que dit l'auteur, à sa manière, dans une postface écrite trente ans plus tard : « *Mon intention était de transposer la guerre du Vietnam aux Etats-Unis.* » Mission littérairement accomplie, que permet d'apprécier en toute clarté cette réédition, riche d'une traduction entièrement révisée.

BERNARD DAGUERRE.

| ASIE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | AMÉRIQUES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | EUROPE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>SEEDIQ BALE.</b> Les guerriers de l'arc-en-ciel. – Row-long Chiu</p> <p><i>Akata, Rancon (Haute-Vienne), 2013, 304 pages, 23,50 euros.</i></p> <p>Premier roman graphique taïwanais publié en France, <i>Seediq Bale</i> a déjà connu le succès dans son pays. Car cette fresque historique qui relate, à traits de crayon vigoureux, la révolte d'un village traditionnel face à l'occupant japonais, en 1930, s'inscrit dans le mouvement pour la reconnaissance des peuples autochtones, longtemps relégués au second plan de la construction nationale après les dominations nipponne et chinoise sur l'île, et à présent revalorisés.</p> <p>Le lecteur français, lui, pourra apprécier la précision ethnographique de l'œuvre et un sens de la narration que n'altère pas la reconstitution minutieuse des événements. Le colon asiatique ne se comportait pas autrement que ses homologues européens : prétendant apporter la civilisation aux « sauvages », aux « animaux », aux « <i>aborigènes vagabonds</i> », l'administration japonaise pillait systématiquement les ressources – ici, forestières – en asservissant la main-d'œuvre. Si les deux mois de combats ont fini dans un bain de sang, du fait de la puissance de feu de l'empire du Soleil-Levant, ils ont allumé une flamme qui brûle encore au sein des populations indigènes de Taïwan.</p> <p>XAVIER MONTHÉARD</p> <p><b>« LA MARSEILLAISE » DU GÉNÉRAL GIAP.</b> – Claude Blanchemaison</p> <p><i>Michel de Maule, Paris, 2013, 120 pages, 9 euros.</i></p> <p>Qui fut le plus impressionnant, Ho Chi Minh mis à part, parmi les responsables vietnamiens de la « génération des épreuves » ? Quiconque a eu la possibilité de les rencontrer répondra, neuf fois sur dix : Vo Nguyen Giap. Car ce dirigeant, disparu en octobre 2013 à plus de 100 ans, n'incarnait pas seulement une page d'histoire : il était, dans sa grandeur, un homme simple et franc.</p> <p>Claude Blanchemaison, ambassadeur au Vietnam de 1989 à 1993, en a lui aussi été marqué. Le 14 juillet 1989, le général Giap, alors vice-premier ministre, décide d'accepter l'invitation de l'ambassade de France. On imagine la charge d'émotion, mais aussi la haute signification politique de ce geste, au moment où le bloc de l'Est s'effrite, voire s'écroule, et où le Vietnam cherche une voie nouvelle de développement. Au moment de l'hymne national français, l'ambassadeur constate que le général en murmure les paroles. Surprise ? Non. Toute une génération de Vietnamiens a été éduquée dans cet esprit : combat sans répit contre le colonialisme, mais respect et estime pour la France. Le témoignage de Blanchemaison mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à cette histoire encore toute proche.</p> <p>ALAIN RUSCIO</p> <p><b>NAZARBAEV, VOTRE AMI LE DICTATEUR.</b> – Viktor Khrapounov</p> <p><i>Editions du Moment, Paris, 2013, 248 pages, 18,50 euros.</i></p> <p>La politique dans un Etat émergent, comment ça marche ? M. Viktor Khrapounov, qui fut ministre de l'énergie de l'ex-république soviétique du Kazakhstan, lève un coin du voile. « <i>Témoin des turpitudes de ce régime, je peux les dévoiler</i> », écrit-il. Il est très rare qu'un ancien du sérail parle. Mais M. Khrapounov a le tort d'être un parent par alliance de M. Mouchkar Abliazov, un oligarque honni du président Noursoultan Nazarbaïev. Le fils Khrapounov a épousé la fille Abliazov... conduisant le père à s'exiler – en Suisse.</p> <p>Il raconte comment le clan présidentiel a mis la main sur les affaires les plus juteuses d'un pays très riche en pétrole et en minerais. Comment, par exemple, « <i>Nazarbaïev a organisé le transfert des centrales électriques les plus puissantes du pays à des sociétés affiliées à sa famille ou ayant payé des dessous-de-table colossaux</i> ». C'est avant tout pour se protéger que l'auteur a choisi d'écrire. Comme l'avait fait en 2009 un autre membre du sérail, M. Rakhat Aliiev, gendre déchu de M. Nazarbaïev, en publiant <i>Le Beau Parrain</i> pour dénoncer un régime dont il avait bien profité.</p> <p>RÉGIS GENTÉ</p> <p><b>AGAINST THE MADNESS OF MANU.</b> B. R. Ambedkar's Writings on Brahmanical Patriarchy. – Sharmila Rege</p> <p><i>Navayana Publications, New Delhi, 2013, 266 pages, 350 roupies.</i></p> <p>La sociologue Sharmila Rege, qui vient de mourir à l'âge de 48 ans, légue un outil indispensable pour mesurer le rôle de l'hindouisme dans l'institutionnalisation de la domination masculine en Inde. Sa compilation de textes écrits par Bhimrao Ramji Ambedkar (1891-1956) met au centre de la pensée féministe le dirigeant des intouchables, corédacteur de la Constitution indienne et premier à avoir théorisé l'interconnexion entre les oppressions de caste et de genre. Des castes qui, précise son premier essai, se sont maintenues grâce à l'endogamie, elle-même garantie par les mariages arrangés, la <i>sati</i> (la femme brûlée vive sur le bûcher de son époux) ou l'interdiction de se remarier. Transmises par les brahmanes, ces traditions fonderont la soumission des femmes.</p> <p>Les textes suivants soulignent le rôle oppressif des lois de Manu, ce code religieux de la fin du I<sup>er</sup> siècle avant notre ère qui détruisit l'héritage bouddhiste, plus favorable à la liberté des femmes. La critique du machisme des mythes hindous est éclairante : dans les livres scolaires, la déesse Sita se donne la mort par dévouement envers son époux, qui la soupçonne d'infidélité ; sous la plume d'Ambedkar, elle se tue pour s'en libérer.</p> <p>NAÏKÉ DESQUESNES</p> | <p><b>L'ADIEU À L'EUROPE.</b> L'Amérique latine et la Grande Guerre. – Olivier Compagnon</p> <p><i>Fayard, Paris, 2013, 394 pages, 24 euros.</i></p> <p>Dans quelle mesure la première guerre mondiale a-t-elle marqué un tournant dans l'histoire du long XX<sup>e</sup> siècle latino-américain, en dépit de la neutralité affichée par la plupart des pays de la région ? Ce remarquable ouvrage analyse les cas de l'Argentine et du Brésil, seul pays sud-américain entré en guerre contre la Triple Alliance, en 1917. L'historien Olivier Compagnon montre comment, dès 1915, le conflit a peu à peu asphyxié leurs économies en asséchant leur commerce avec le Vieux Continent. Provoquant une crise aiguë et une forte augmentation des troubles sociaux, cette situation favorisera l'émergence d'un mouvement ouvrier local. L'auteur examine également en quoi l'effondrement de l'Europe la disqualifie aux yeux des élites en tant que modèle politique et culturel de la modernité ; une rupture conduisant au « <i>renouveau nationaliste</i> » qui façonnera ces deux pays tout au long de l'entre-deux-guerres.</p> <p>CHRISTOPHE VENTURA</p> <p><b>AUTOBIOGRAPHIE.</b> – Angela Davis</p> <p><i>Aden, Bruxelles, 2013, 468 pages, 25 euros.</i></p> <p>Cette nouvelle édition était nécessaire (la précédente datait de 1975, chez Albin Michel). Le récit d'Angela Davis, militante communiste et féministe américaine, membre des Black Panthers, relève le défi de n'être pas « <i>exclusivement articulé autour du sujet</i> ». Il permet de se familiariser avec le paysage politique et social qui a façonné cette grande figure de la lutte pour les droits civiques, depuis son enfance dans l'Alabama ségrégationniste des années 1950. L'ombre du quartier où elle a grandi, surnommé « Dynamite Hill » en référence aux attentats perpétrés contre les maisons de familles afro-américaines, se projette sur l'ensemble d'une vie marquée par la mort de camarades et par les combats les plus courageux.</p> <p>Désireuse de toujours relier l'« <i>analyse de peau</i> » et l'« <i>analyse de classe</i> », Davis livre dans un entretien inédit une lecture saisissante du contexte politique actuel. On y lit la possibilité de militer et d'espérer, même si le rappel de la lutte victorieuse de la cellule communiste Che-Lumumba pour une faculté Lumumba-Zapata « <i>ouverte aux Noirs, aux bruns et aux ouvriers</i> » semble difficilement transposable aujourd'hui.</p> <p>CÉCILE NOESSER</p> | <p><b>LES VOLEURS DE LA RÉPUBLIQUE.</b> Enquête sur les parasites fiscaux. – Nicolas Dupont-Aignan</p> <p><i>Fayard, Paris, 2013, 220 pages, 17 euros.</i></p> <p>« <i>Il n'y a plus de paradis fiscaux</i> », annonçait M. Nicolas Sarkozy en 2009. « Et si l'on passait des paroles aux actes ? », semblent lui répondre, dans un récent rapport, les députés Alain Bocquet (Parti communiste) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République). L'essai qu'en a tiré le second décrit l'ampleur du pillage tout en refaisant l'histoire, de la loi suisse sur le secret bancaire de 1934 à l'avènement d'Internet, en passant par la libre circulation des capitaux. Aujourd'hui, « <i>accablées par les déficits, les grandes nations découvrent avec effroi l'évanouissement, voire la désintégration de leur base fiscale</i> ». Lutter pour son rétablissement constituerait donc, selon la préface de M. Bocquet, un objectif autour duquel il serait « <i>possible de rassembler</i> ». Le propos de son corapporteur gaulliste ne le démontre pas. Les intérêts qu'il défend sont en effet toujours ceux du petit patronat. Et sa proposition de « pacte » consiste à exonérer de toute pénalité les fonds rapatriés afin d'abonder un emprunt public rémunéré.</p> <p>SÉBASTIEN ROLLAND</p> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <p><b>MAGHREB</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | <p><b>TUNISIE, LA ROUTE DES JASMINES.</b> – Jaloul Ayed</p> <p><i>La Différence, Paris, 2013, 235 pages, 15 euros.</i></p> <p>Jaloul Ayed a été ministre des finances du 28 janvier 2010 à décembre 2011 dans le gouvernement tunisien dit transitoire. En décembre 2013, il a été un temps pressenti pour prendre la tête du gouvernement. Son ouvrage fut publié entre ces deux moments. Un peu décevants, les premiers chapitres, consacrés à une brève analyse de l'événement révolutionnaire tunisien, ressassent des lieux communs, comme le rôle des réseaux sociaux. Mais, dans la seconde partie, l'auteur revient sur sa propre expérience – il a notamment présidé le comité de gestion des biens confisqués et créé la Caisse des dépôts et consignations (CDC) – pour émettre ses propositions.</p> <p>S'il évolue dans un cadre idéologique restreint au libéralisme, Ayed, profondément marqué par l'expérience bourguibienne, défend la conception d'un Etat qui doit jouer à la fois un rôle de stratégie économique et d'investisseur, et consacrer un chapitre entier à l'éveil culturel, qu'il juge indispensable et lie au développement économique.</p> <p>JULES CRÉTOIS</p>                                                                                                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <p><b>AFRIQUE</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | <p><b>PROCHE-ORIENT</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <p><b>ÊTRE ESCLAVE.</b> Afrique-Amériques, XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle. – Catherine Coquery-Vidrovitch et Eric Mesnard</p> <p><i>La Découverte, Paris, 2013, 330 pages, 22,50 euros.</i></p> <p>Ce livre comble une lacune : l'étude des relations directes entre Afrique et Amérique. La traite dite « en droiture », caractéristique de l'Atlantique sud, a concerné presque la moitié des esclaves transportés. En analysant la totalité de la chaîne, de l'intérieur du continent noir aux plantations, les auteurs éclairent « <i>une partie du trafic négrier interne à l'Afrique, dimension du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique jusqu'ici occultée</i> », comme le souligne la préface de l'historien sénégalais Ibrahim Thioub.</p> <p>L'identification de ce nouvel acteur, l'Afrique, non comme victime mais comme partenaire du commerce d'êtres humains, est un « <i>pari délicat</i> », admet-il, « <i>car il suppose de s'émanciper des mémoires, victimaires ou non repentantes, en compétition</i> ». Les groupes dominants des sociétés africaines avaient « <i>conservé une autonomie qui leur a permis de négocier, souvent avantageusement, les modalités de la traite dans leur espace de souveraineté</i> ». Le livre se penche aussi sur la résistance des véritables victimes, les communautés paysannes.</p> <p>AUGUSTA CONCHIGLIA</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <p><b>LEISURELY ISLAM.</b> Negotiating Geography and Morality in Shi'ite South Beirut. – Lara Deeb et Mona Harb</p> <p><i>Princeton University Press, 2013, 280 pages, 20 euros.</i></p> <p>Trop souvent décrite comme un « fief » du Hezbollah, la banlieue sud de Beyrouth connaît des transformations qui font mentir bien des clichés. Au fil des dix dernières années, tout un archipel d'espaces récréatifs y est apparu, à l'intérieur desquels l'anthropologue Lara Deeb et l'urbaniste Mona Harb discernent les contours d'une religiosité nouvelle. Parcs d'attractions, cafés branchés, restaurants, centres commerciaux : ces lieux jusque-là inédits facilitent les contacts entre les jeunes de sexes opposés, mais aussi entre hiérarchies de valeurs. Or, même si elle vit au rythme des modes planétaires et des dernières tendances technologiques, cette banlieue demeure un environnement pieux. Ces nouveaux lieux bousculent la manière dont est vécu l'islam chiite, majoritaire dans cette région.</p> <p>JEAN-MICHEL LANDRY</p>                                                                                                                                                                                                                                              |

ASIE

Vieux cauchemars chinois

Henan. Pour vaincre l'ennemi, le dirigeant nationaliste va multiplier les réquisitions et augmenter les taxes en nature (vivres et céréales), affamant ainsi encore davantage les paysans afin de nourrir les soldats. Mauvais calcul. Les paysans s'insurgent, se rangent du côté de ceux qui les nourrissent : les Japonais distribuent des céréales. Cinquante mille soldats chinois sont même désarmés par leurs propres compatriotes. En trois semaines, soixante mille Japonais anéantissent trois cent mille soldats chinois.

Publié en Chine en 1992 (la version française n'arrive que maintenant), le livre a été adapté au cinéma vingt ans plus tard par Feng Xiaogang (2). Un succès : plus de deux cents millions de spectateurs l'ont regardé sur Internet. Liu a gagné son premier pari : écrire contre l'oubli. « *J'étais assez libre, Tchang Kai-chek étant honni des communistes. Mais si j'ai écrit sur 1942, c'est aussi pour qu'on se souvienne de 1962, du Grand Bond en avant et de ses trente-six millions de morts. La chose est plus délicate... Les responsables ne sont plus ici le Parti nationaliste et les Japonais, mais Mao Zedong et le régime communiste.* »

En un mot comme en mille (3), le dernier ouvrage de Liu, consacré en 2011 par le prix Mao Dun, l'un des plus prestigieux prix littéraires en Chine, vient également d'être traduit. Cette fois, l'histoire collective cède la place à un foisonnement d'histoires individuelles. La parole ne semble exister que pour meubler la solitude des personnages. « *Parole doublement précieuse*, nous dit l'auteur. *Car, dans une société sans dieu, à qui parler, à qui se confier ? S'ouvrir à l'autre, bien sûr, mais comment percevoir, exercer cette altérité ?* » Comment s'exprimer pour se faire non plus entendre mais écouter, là où, il n'y a pas si longtemps encore, on ne s'exprimait que d'une seule et même voix, conformément à ces pratiques communautaires qui modelaient alors la société chinoise ?

PHILIPPE PATAUD-CÉLÉRIER.

(1) Liu Zhenyun, *Se souvenir de 1942*, Gallimard, coll. « Bleu de Chine », Paris, 2013, 128 pages, 15,90 euros.  
(2) Feng Xiaogang, *Back to 1942*, Huayi Brothers, Chine, 2012.  
(3) Liu Zhenyun, *En un mot comme en mille*, Gallimard, coll. « Bleu de Chine », 2013, 736 pages, 28 euros.



DU MONDE

La musique des œillets

*La Main de Joseph Castorp*

de João Ricardo Pedro

*Traduit du portugais par Elisabeth Monteiro Rodrigues, Viviane Hamy, Paris, 2013, 224 pages, 19 euros.*

C’EST un roman du Portugal moderne, depuis les premiers jours de la dictature d’António de Oliveira Salazar, en 1933, jusqu’aux péripéties démocratiques de la fin du siècle, en passant par la guerre coloniale en Angola, le coup d’Etat militaire de 1974 et la « révolution des œillets ». Un roman qui raconte les ravages que fait l’histoire dans les têtes et les chairs, et dont le titre original, *O teu rosto será o ultimo* (« Ton visage sera le dernier »), fait résonner les mystères et les violences qui l’ont accompagnée.

C’est aussi le roman d’une famille sur trois générations : le médecin Augusto Mendes et son épouse Laura, établis dans un village « *au nom de mammifère* », juste en bas de la montagne de Gardunha ; leur fils António et sa femme Paula, qui vivent à Queluz, dans le grand Lisbonne, avec leur garçon, Duarte. Lui, jeune musicien prodige, renonce au piano par haine de son don.

Autour de la famille bruit une foule de gens, de bêtes, d’obsessions. Celestino, le borgne venu de nulle part, disparaît dès la première page, le 25 avril 1974, le jour où Marcelo Caetano est renversé par la junte ; Policarpo court le monde et écrit quarante ans durant, chaque mois d’août, une lettre à son ami le docteur Mendes ; l’énigmatique Hannah/Clawdia, amputée de la jambe droite, aperçue au Kunsthistorisches Museum de Vienne, meurt à Buenos Aires dans un hôtel tenu par Policarpo... Et il y a le chien de Celestino, qui finit écorché, jeté sanglant dans le lit de ses parents par António ; il y a les chats Joseph et Ezequiel ; il y a un tableau qui reproduit un fragment de la toile de Bruegel que copiait Hannah/Clawdia à Vienne. Passent aussi des personnages de la réalité historique, comme celui qui sera



le grand général de la « révolution des œillets », António de Spínola, un temps lieutenant-colonel en Angola, quand António Mendes y devient fou. Les morts s’entassent : suicides, meurtres, maladies de l’âge et du désespoir. Duarte est presque le seul à survivre à l’hécatombe.

La composition est quasi musicale, en sept parties qui sont comme les mouvements d’une partition et vingt-quatre chapitres qui développent thèmes et variations, fonctionnant comme autant de nouvelles autonomes mais subtilement liées à travers le temps et l’espace. Au lecteur de recomposer le puzzle, d’établir la chronologie et de résoudre les énigmes. C’est excitant, souvent cocasse, déchirant

parfois, avec des pages d’une justesse profonde, des éclats poétiques, une invention merveilleuse.

On regrette d’autant plus qu’il manque à ce premier roman beau et ambitieux un éditeur qui aurait travaillé avec l’auteur pour qu’il trouve sa propre perfection, en l’aidant, notamment, à contrôler une manie compulsive et lassante de l’énumération, à ne pas trop céder au pittoresque et à renoncer aux fils de trame qu’il ne parvient pas à tenir. Quant à la traduction, une relecture attentive aurait permis d’en corriger les erreurs : le Kunsthistorisches Museum de Vienne, par exemple, se voit affublé du nom abraca-dabrant de « musée d’histoire de l’art » ; alors qu’il s’agit assez simplement d’attaquer une montée d’escalier, le texte français recourt à l’étonnant « initier », etc. La même relecture aurait de surcroît débarrassé la présente édition de trop nombreuses coquilles et d’embarrassantes fautes de français. Autant de responsabilités éditoriales essentielles, qui ont tendance à disparaître.

MARIE-NOËL RIO.

LITTÉRATURE

Berlin, années 1930

LONGTEMPS, la littérature allemande a méconnu le monde de la ville, lui préférant la *Heimat*, synonyme de campagne et d’idylle. Il a fallu attendre le début du XX<sup>e</sup> siècle pour que des écrivains tels qu’Alfred Döblin, Thomas Mann ou Bertolt Brecht fassent vraiment entrer la ville dans la littérature, relayés dans le domaine de la peinture par des artistes comme George Grosz et Otto Dix. Berlin, devenue capitale de la première République allemande, au lendemain de la défaite de 1918, occupe naturellement la première place ; mais, la menace du III<sup>e</sup> Reich se précisant, les écrivains en viennent à voyager de plus en plus, et Paris, Marseille et Nice, lieux de refuge ou d’exil, seront aussi l’objet de descriptions et d’évocations souvent publiées sous forme de reportages pour les journaux auxquels ils collaborent. Ainsi, l’essayiste Siegfried Kracauer (1889-1966) écrivait pour la *Frankfurter Zeitung*, et le romancier Joseph Roth (1894-1939), éternel exilé allant d’hôtel en hôtel, connu d’abord la gloire comme chroniqueur pour divers journaux allemands et autrichiens.

« Une confusion bien ordonnée ; un arbitraire exactement planifié ; une absence de buts sous une apparence de finalité. Jamais encore autant d’ordre n’a été appliqué au désordre (1). » C’est ainsi qu’en 1930 Roth appréhende Berlin, symbole à ses yeux d’une histoire allemande marquée par la déchirure. Fascinante et repoussante, la capitale concentre toutes les tares et toutes les qualités d’un intermède démocratique fulgurant mais fragile. La même année, Kracauer va visiter les bureaux de placement berlinois où s’entassent les chômeurs et où « *l’attente devient une fin en soi* (2) ». On vient ici pour échapper à la solitude, comme on va dans les cabarets et les cafés « où tu sembles le protagoniste sans vie d’époques délaissées ».

L’un et l’autre s’attachent à dresser le portrait d’une ville frémissante qui va bientôt devenir le chaudron de la barbarie. Kracauer est subtil et parfois sentencieux ; Roth est l’homme qui regarde et raconte ce qu’il voit, quitte à cogner. Mais, chacun à sa façon, ils déploient le panorama d’un univers où une beauté à la Blaise

Cendrars se niche au creux des dangers. « *Un voyage en métro est parfois plus riche d’enseignements qu’un voyage sur les mers ou dans des pays lointains* », écrit Roth. On peut regretter que ces textes soient classés par thèmes et non par ordre chronologique, ce qui aurait donné l’épine dorsale d’une réflexion portée par l’histoire.

C’est à l’histoire, précisément, que les *Cahiers de l’Herne*, qui ont compris l’importance de l’enjeu, donnent le primat dans leur numéro consacré à Walter Benjamin : le volume « *s’organise autour de l’interrogation sur les matériaux biographiques et historiques avec lesquels* [Benjamin] *a façonné sa pensée* », comme l’écrit Patricia Lavelle dans son introduction (3). Archétype du promeneur urbain comme Jean-Jacques Rousseau le fut du promeneur bucolique, Benjamin (né en 1892) se situe à la charnière entre littérature et philosophie. Plus abstrait que les deux auteurs précédents, parfois même confus dans ses démonstrations, il aime avancer parmi les ombres grises de notre planète, et c’est dans le cinéma qu’il reconnaît le mieux ce théâtre des ombres, symbole de l’urbanisation universelle, miroir des grands bouleversements. Comme son ami Kracauer, auteur du fameux *De Caligari à Hitler*, Benjamin s’attache à déchiffrer le cinéma ; mais, pour lui, celui-ci ne répond pas à un simple besoin de distraction. Ses effets de choc sont une adaptation de l’homme aux dangers qui le menacent, concentrés dans les métropoles ; et peut-être l’homme s’est-il trop adapté, abdiquant ainsi sa capacité de résistance. Benjamin s’est suicidé à Portbou, petite ville espagnole proche de la frontière française, le 26 septembre 1940. Deux ans auparavant, il avait commencé une admirable étude sur Paris intitulée *Passages*.

PIERRE DESHUSSES.

- (1) Joseph Roth, *A Berlin*, Les Belles Lettres, Paris, 2013, 224 pages, 13,50 euros.
- (2) Siegfried Kracauer, *Rues de Berlin et d’ailleurs*, Les Belles Lettres, 2013, 216 pages, 13,50 euros.
- (3) Walter Benjamin, L’Herne, coll. « Cahiers de l’Herne », Paris, 2013, 392 pages, 39 euros.

| IDÉES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | BIOGRAPHIES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>REPÈRES POUR RÉSISTER À L’IDÉOLOGIE DOMINANTE.</b> – Gérard Mauger</p> <p><i>Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2013, 238 pages, 20 euros.</i></p> <p>C’est à une œuvre de salubrité publique que se livre Gérard Mauger en mettant en pratique une préconisation du philosophe Ludwig Wittgenstein : « <i>Il faut parfois retirer de la langue une expression et la donner à nettoyer pour pouvoir ensuite la remettre en circulation.</i> » S’impose en effet une grande lessive des mots installés aux postes-clés du champ politico-médiatique pour subordonner tout débat à la mission du maintien de l’ordre néolibéral : « populisme », « réforme », « issus de la diversité », « moraliser le capitalisme », « archaïsme », « mérite »...</p> <p>Pour cette prise en otage prétendument effectuée au nom du sens commun, la droite peut compter sur le renfort de la social-démocratie (ah, la dénonciation des « extrêmes », qui met sur le même plan le Front national et le Front de gauche) et de segments de la gauche radicale (quand ils assimilent le libre-échange à l’internationalisme et les partisans de la démondialisation à des « nationalistes »). Mauger montre ici qu’il est possible – pour citer Jacques Bouveresse – de « <i>passer du statut de sociologue pour sociologues à celui de sociologue pour tout le monde</i> ».</p> <p>BERNARD CASSEN</p> <p><b>L’INTRODUCTION DU MARXISME EN FRANCE.</b> Philosoviétisme et sciences humaines, 1920-1939. – Isabelle Gouarné</p> <p><i>Presses universitaires de Rennes, 2013, 288 pages, 18 euros.</i></p> <p>Comment le sulfureux marxisme a-t-il pénétré le monde intellectuel français, jusqu’à se trouver parfois valorisé dans l’univers académique ? Pour répondre à cette question, Isabelle Gouarné, venue de la sociologie, étudie la petite cohorte des intellectuels marxistes réunis dans les années 1930 au sein du Cercle de la Russie neuve. Elle retrace les parcours et les motivations de ces pionniers : jeunes philosophes en colère (Paul Nizan, Georges Politzer), littéraires happés par les sciences sociales (Georges Friedmann, Jacques Soustelle), savants désireux de défendre le rationalisme...</p> <p>Elle présente également les aspects concrets de cette acclimation – congrès scientifiques, échanges franco-soviétiques, politique éditoriale ambitieuse, accueil des « compagnons de route » – et les aspects idéologiques – hybridation du marxisme avec la sociologie durkheimienne et l’école des Annales. Elle ne cède rien, enfin, des difficultés : le politique le dispute toujours au scientifique, et le parti entend bien garder un œil sur la production théorique.</p> <p>ANTONY BURLAUD</p> <p><b>RADICALITÉ. Vingt penseurs vraiment critiques.</b> – Sous la direction de Cédric Biagini, Guillaume Carmino et Patrick Marcolini</p> <p><i>L’Echappée, coll. « Frankenstein », Montreuil, 2013, 399 pages, 25 euros.</i></p> <p>A en croire les coordinateurs de cet ouvrage, les intellectuels critiques qui tiennent le devant de la scène seraient quasiment des imposteurs : outre que leurs analyses seraient « <i>inopérantes</i> », leurs théorisations participeraient pour la plupart du « <i>déploiement du capitalisme en favorisant les mutations sociales et culturelles exigées par le marché</i> ». Aussi serait-il plus que temps de « <i>mettre en avant des penseurs vraiment critiques, authentiquement radicaux</i> », afin d’ouvrir les yeux des lecteurs sur l’origine réelle des désastres de notre époque et de les inciter à reprendre le combat émancipateur sur des bases renouvelées.</p> <p>Une entreprise louable, si la liste des penseurs sélectionnés, tels Michela Marzano, Lucien Sfez ou Richard Sennett, ne faisait douter qu’elle puisse être menée à bien. D’autant que les présentations découragent. « <i>Lucidité critique</i> », « <i>capacité utopique d’imaginer d’autres rapports sociaux</i> » : on peut lire ou relire les écrits de Herbert Marcuse ou de Zygmunt Bauman, cités à ce tableau d’honneur de la « <i>radicalité</i> », sans qu’il soit besoin de ces étiquettes galvaudées.</p> <p>JEAN-PIERRE GARNIER</p> | <p><b>MUSIC IN THE CASTLE OF HEAVEN. A Portrait of Johann Sebastian Bach.</b> – John Eliot Gardiner</p> <p><i>Allen Lane, Londres, 2013, 629 pages, 30 livres sterling.</i></p> <p>Le chef d’orchestre sir John Eliot Gardiner a consacré une partie de sa vie à l’œuvre de Jean-Sébastien Bach (1685-1750), dont il a notamment dirigé l’intégrale des cantates. Il livre ici le fruit de ses travaux. « <i>La façon dont Bach s’empare des textes ou des thèmes doctrinaux et le vernis, personnel et éminemment humain, qu’il leur applique nous en apprend beaucoup</i> (...) <i>sur l’homme qu’il était</i> », écrit-il. Pour lui, l’œuvre révèle l’homme. Discutable, le présupposé ne sera pas interrogé : il faudra l’accepter, ou refermer le livre. Ceux qui poursuivront la lecture découvriront donc moins une biographie du compositeur qu’un moyen de l’appréhender à partir de sa musique, en particulier celle écrite pour accompagner un texte, car l’auteur est peu prolixe sur les autres pièces...</p> <p>Si les nombreuses notes, qui lui permettent de très diverses digressions, pourront sembler superflues à certains, les multiples précisions et analyses portant sur la réception des grandes passions ou les conditions d’exécution sont éclairantes. Enfin, ce portrait dessine un Bach réfractaire à l’autorité, pénétré de sa foi en Dieu (d’abord) et en Martin Luther (ensuite), familier du chagrin – il aura perdu une épouse et douze enfants – et animé jusqu’à la fin de ses jours par le désir de parvenir à ordonner le chaos du monde.</p> <p>WILLIAM PRENDIVILLE</p> <p><b>LES FEMMES ET LES MATHÉMATIQUES. D’Hypatie à Emmy Noether.</b> – Joaquín Navarro</p> <p><i>Le Monde - RBA France, coll. « Le monde est mathématique », Paris, 2013, 146 pages, 11,19 euros.</i></p> <p>Les sciences dites dures restent dominées par les hommes. Directeur de l’Institut Henri Poincaré et lauréat de la médaille Fields, Cédric Villani estime que l’absence de modèles de référence explique la réticence des filles à aborder les mathématiques. C’est pourquoi il a demandé à son confrère Joaquín Navarro de sortir de l’ombre des femmes qui s’y sont illustrées. L’ouvrage propose treize portraits, à commencer par celui d’Hypatie d’Alexandrie (370-415), qui commenta les équations de Diophante et inventa un hygromètre. L’auteur consacre des pages passionnantes aux efforts de Sophie Germain (1776-1831) pour imposer ses découvertes sur l’élasticité des corps à l’Académie des sciences. On découvre aussi, entre autres figures oubliées, l’Américaine Julia Bowman (1919-1985), qui se consacra à la théorie des nombres. Espérons que ce type de livre destiné à l’édification des filles sera un jour inutile.</p> <p>CHRISTIAN LAPEYROUX</p> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <p><b>ÉCONOMIE</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <p><b>L’ATLAS 2014 DES ENJEUX MARITIMES.</b> – Collectif</p> <p><i>Le Marin, Rennes, 2013, 124 pages, 19,90 euros.</i></p> <p>Issu d’un partenariat entre journalistes spécialisés et chercheurs (Institut supérieur d’économie maritime et université de Nantes), cet atlas propose un panorama cartographique de l’économie maritime mondiale – toujours soutenue par l’Asie. Un ballet de minéraliers et de pétroliers nourrit cet insatiable appareil productif, avant que les porte-conteneurs capables de déplacer jusqu’à dix-huit mille « boîtes » ne convoient les produits finis vers les marchés européens (en berne) et américains (en reprise). Pourtant, cette oscillation est-ouest caractéristique des années 2000 s’essouffle, tandis que les échanges intra-asiatiques s’intensifient. Si l’on dévore les pages consacrées au réseau sous-marin de fibres optiques, à l’exploitation offshore des hydrocarbures ou au basculement à bas bruit de la pêche traditionnelle vers l’aquaculture (l’équivalent marin de la « révolution néolithique »), on regrette que cet ouvrage, subventionné par les industriels du secteur, ne détaille pas les conditions d’existence des millions de travailleurs de la mer.</p> <p>PIERRE RIMBERT</p> <p><b>L’EMPEREUR ILLICITE DE L’EUROPE. Au cœur de la Banque centrale européenne.</b> – Jean-François Bouchard</p> <p><i>Max Milo, Paris, 2014, 192 pages, 16 euros.</i></p> <p>Un familier du monde des banquiers centraux, quoique fasciné par M. Jean-Claude Trichet, « <i>le dernier des hommes d’Etat français</i> », éclaire les contradictions du système économique européen. Très peu démocratique, la légitimité de la Banque centrale européenne (BCE) s’appuie sur sa capacité à résister à la spéculation financière en noyant les banques sous des crédits sans limites. L’auteur n’est cependant pas certain qu’elle devienne un superviseur efficace des banques privées, lesquelles financent les Etats en leur prêtant à des taux élevés les sommes que la BCE leur fournit à taux nul. Il plaide pour un changement de ses statuts, avec intégration de la croissance et du plein-emploi dans ses objectifs, abandon des politiques d’austérité et renforcement de sa légitimité (y compris par l’élection de ses dirigeants). Il se montre ainsi paradoxalement favorable à un rôle accru de la banque dans les domaines de la supervision et du budget, une fois celle-ci plus sociale et plus démocratique.</p> <p>FRÉDÉRIC LEBARON</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                    |



HISTOIRE

LES LIBERTAIRES DU YIDDISHLAND. – Jean-Marc Izrine

Alternative libertaire, Paris, 2013, 250 pages, 16 euros.

Cet ouvrage, fruit d’une recherche de plusieurs années, sort de l’oubli la geste des anarchistes juifs, chapitre fascinant de l’histoire du socialisme. De la France à la Russie, des Etats-Unis à l’Argentine, de l’Autriche à la Grèce, certains de ces hardis « libertaires du Yiddishland » ont marqué l’histoire politique et culturelle du XX<sup>e</sup> siècle : Emma Goldman ; Erich Mühsam, le tribun assassiné en 1934 par les nazis ; Voline (Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum), l’historien de la révolution russe ; Olga Taratuta (Elka Ruvinskaïa), fusillée en 1938 en URSS… Jean-Marc Izrine examine aussi leur rapport à la culture yiddish, au messianisme, au sionisme et à l’expérience des kibboutz. Il analyse également leur participation à la révolution russe, à la République des conseils ouvriers de Bavière et à la révolution sociale espagnole. En annexe, le récit autobiographique de David Stettner, qui fut le dernier rédacteur du journal libertaire parisien en yiddish *Der Freie Gedank* (« La libre pensée »).

MICHAEL LÖWY

ROUGES VIES. Mémoire(s). – Jean Ortiz

Librairie des Territoires, Sarrant, 2013, 314 pages, 21 euros.

Fils d’un républicain espagnol qui jamais ne se rendit, l’universitaire et journaliste Jean Ortiz raconte son histoire, individuelle, mais collective par bien des aspects. Il rend à ses « vieux » un tendre hommage – car « raconter, c’est continuer la lutte, passer le relais ». De l’époque où le Parti communiste assurait la cohésion sociale des bassins industriels et des banlieues, il rappelle le bonheur « de tant de petits matins où le “je” devient “nous” ». Qu’on ne compte pas sur lui pour d’obscènes repentirs : fort de la certitude que « le rêve n’est pas mort », il vomit les apostats, la vraie droite, la fausse gauche, les « mous du cul » et les « ventres mous » – d’où son enthousiasme pour le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » latino-américain. Bien connu pour ses coups de gueule à l’université de Pau, devenue sa « Sierra Maestra », incontrôlable, incontrôlé, il peut parfois paraître excessif. Mais un homme qui avoue : « J’aurais aimé être torero, mais j’ai peur des vaches » ne peut pas être vraiment mauvais.

MAURICE LEMOINE

DVD

Les Jours heureux, de Gilles Perret

La Vaka Productions, France, 2013. En salles depuis le 6 novembre 2013 ; sortie DVD en mars. <http://lesjoursheureux.net>

Après *Walter, retour en résistance* (2011), Gilles Perret poursuit son enquête sur l’héritage social de la Résistance. *Les Jours heureux*, c’était le titre du programme qu’élaborèrent ensemble, en 1943-1944, les représentants des divers mouvements de droite comme de gauche réunis au sein du Conseil national de la Résistance (CNR), qui luttèrent contre l’occupant nazi. Pour cela, ils durent non seulement surmonter leurs différends, mais aussi braver le risque mortel que représentait le simple fait de se rencontrer. C’est cette histoire que racontent ici les protagonistes de l’époque, filmés pour certains aux derniers jours de leur vie, comme Stéphane Hessel et Raymond Aubrac.

Sécurité sociale, système de retraites, indépendance de la presse : au fur et à mesure que le modèle de société voulu par le CNR était ébranlé, au cours des dernières décennies, la Résistance a été réduite à un simple sursaut patriotique. Perret interpelle des hommes politiques actuels sur cet escamotage. Le discours que lui tient M. François Hollande (« Si je suis au pouvoir, c’est pour pouvoir »), en février 2013, laisse pour le moins songeur.

MONA CHOLLET

URBANISME

Refaire la ville, changer le peuple

L’URBANISME occidental ne serait-il aujourd’hui qu’un champ de ruines ? C’est ce qu’affirme Bruce Bégout (1), qui a consacré naguère un essai frappant à Las Vegas (2). Ressuscitant Guy Debord et les situationnistes, le philosophe lance une charge érudite contre l’urbanisme moderne héritier de Le Corbusier, « inspiré par les directives de la police » et « entièrement inféodé aux marchés ». De ce gâchis est sorti ce que l’auteur appelle la *suburbia*, « la dissolution de l’urbain dans un espace sans centre ni périphérie ». Opposée à une ville devenue « patrimoniale », la *suburbia* apparaît comme « l’unique espace vivant où le conflit et la pluralité peuvent avoir encore cours ». Un laboratoire, certes, mais qui rappelle celui du D<sup>r</sup> Frankenstein : une « sorte de lieu pathogène ». Son acmé (qu’on ne saurait par ailleurs imputer à Le Corbusier…) a pour nom Los Angeles, « ville indéfinie » qui « assume sa misère esthétique et son esprit étriqué avec un aplomb décomplexé ». Et le fils de cette désolation, le suburbien, « ange de la trivialité », ne saurait porter que la destruction : chez lui, « la colère se mesure en mètres carrés ».

De l’autre côté du périphérique, Sophie Corbillé (3) regarde en ethnologue la gentrification de l’Est parisien dans les années 2000. A l’écoute du ressenti des « bobos », elle s’intéresse à leur perpétuelle quête d’« authentique » et d’« ethnique » : ainsi de Nils, qui peut « dîner le soir avec des gens qui sont sans papiers et auxquels [il a] prêté [son] appartement, et être le lendemain à une réception au Quai d’Orsay », ou d’Alexandra, qui vit un choc culturel dans une poissonnerie chinoise de Belleville. Mais ce livre ne suffit pas à faire comprendre les dynamiques sociales qui animent la métropole parisienne. Pour cela, on se reportera plutôt à l’étude fouillée menée par Anne Clerval, qui montre l’érosion très nette des classes populaires et moyennes dans la capitale (4).

A l’autre bout du pays, Rudy Ricciotti (5), le créateur du Musée des civilisations de l’Europe et de la Médi-

terrannée (Mucem), à Marseille, n’est pas tendre non plus avec notre paysage urbain et suburbain, ni avec ceux qui le font. Cet architecte fort d’un cursus classique (école d’ingénieurs puis école d’architecture) et de nombreuses commandes institutionnelles (Palais du cinéma à Venise, auditorium à Gstaad) jette lui aussi un regard effrayé sur la banlieue. Il n’esquive pas le fait que l’architecte a quelque chose à voir avec la laideur suburbaine, mais dénonce ses complices : « les banques et les promoteurs ». Ainsi que les écoles d’architecture, qui « recyclent au rabais le savoir des disciplines fondamentales » et dont est issu le minimalisme architectural, cette « esthétique de la mondialisation » qui « multiplie jusqu’à l’indigestion les murs blancs et les sols gris ».

Dans la même veine, il fait un sort aux écologistes, et surtout à la puissance publique chargée de l’urbanisme, pour qui « la parole d’un HEC [Hautes Etudes commerciales] a plus de valeur que celle d’un charpentier ou d’un maçon ». Cette bande de « petits chefs » lui inspire un lapidaire « Mort aux cons et aux traîtres à la République ! » Parallèlement, il célèbre avec une réelle ferveur tous les chefs de chantier et les artisans qui continuent à défendre, à pratiquer et à transmettre des savoirs précieux.

Ces points de vue sont documentés, engagés et parfois même inspirés. Mais les banlieusards seront sûrement un peu étonnés d’apprendre qu’ils traînent une existence misérable en enfer.

CATHERINE DUFOUR.

- (1) Bruce Bégout, *Suburbia*, Inculte, Paris, 2013, 256 pages, 20 euros.
- (2) Bruce Bégout, *Zéropolis. L’expérience de Las Vegas*, Allia, Paris, 2002.
- (3) Sophie Corbillé, *Paris bourgeoise, Paris bohème. La ruée vers l’Est*, Presses universitaires de France, Paris, 2013, 285 pages, 21 euros.
- (4) Anne Clerval, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, La Découverte, Paris, 2013, 256 pages, 24 euros.
- (5) Rudy Ricciotti, *L’architecture est un sport de combat*, Textuel, Paris, 2013, 96 pages, 15 euros.

IDÉES

André Gorz, héritage et héritiers

DISPARU en 2007, le philosophe André Gorz reste une source d’inspiration majeure pour de nombreux courants de la gauche radicale et de l’écologie politique. A la suite du colloque qui lui a été consacré en novembre 2012 à Montreuil, l’économiste Christophe Fourrel, actuellement fonctionnaire au ministère des affaires sociales et de la santé, et le sociologue Alain Caillé ont réuni les interventions dans deux ouvrages. Le premier, *André Gorz en personne* (1), avec des contributions de Michel Contat, Patrick Viveret, Frédéric Worms…, se concentre sur l’homme et sur le fil conducteur de sa pensée : la lutte contre toutes les formes d’aliénation. Il retrace l’influence de Jean-Paul Sartre – Gorz fut dans les années 1960 l’un des principaux animateurs de la revue *Les Temps modernes* –, puis celle d’Ivan Illich. Il revient sur son métier de journaliste à l’hebdomadaire dont il fut le cofondateur, *Le Nouvel Observateur*, où il écrivit pendant vingt ans sous le pseudonyme de Michel Bosquet, ainsi que sur certains aspects de sa vie personnelle, comme sa relation avec sa femme Dorine, qu’il a célébrée dans *Lettre à D.* (Galilée, 2006), et avec qui il a choisi de mourir.

Le second recueil, *Sortir du capitalisme. Le scénario Gorz* (2), aborde, thème par thème, les solutions alternatives qu’il a proposées et les confronte à la critique : la recherche d’autonomie par une production et une consommation locales ; la fin de l’aliénation par le salariat, à l’aide d’un revenu inconditionnel universel (3) ; l’écologie politique comme

moyen de rompre avec le capitalisme, mais aussi avec un certain marxisme orthodoxe.

En replongeant dans cette œuvre, on est frappé par la justesse de certaines analyses, comme celle qui prédisait, dès les années 1970, la récupération de l’écologie par les puissances économiques : « Quand l’impasse écologique sera devenue inéluctable, [le capitalisme] intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres (4). » Avec un résultat prévisible : « La prise en compte des exigences écologiques [par les entreprises capitalistes] aura finalement cette conséquence : les prix tendront à augmenter plus vite que les salaires réels (...), les pauvres deviendront relativement plus pauvres et les riches plus riches. »

En revanche, d’autres idées laissent perplexe : l’émancipation des individus par la création de systèmes d’échanges locaux (SEL) et de monnaies parallèles, la possibilité d’étendre largement la sphère de la gratuité grâce à l’informatique, ou encore la relocalisation de la production et de la consommation grâce aux *fab labs*, les imprimantes 3D, qui devraient être mises en commun au niveau d’un quartier.

Ainsi, ces deux recueils, auxquels ont contribué des intellectuels aussi divers que Jean-Pierre Dupuy, Dominique Méda, Anselm Jappe, permettent de comprendre à quel point Gorz a influencé, de différentes manières, la pensée alternative, altermondialiste, écologiste. Son rejet de la politique au sens partisan et son enthousiasme pour les initiatives locales se retrouvent dans le discours de bien des objecteurs de croissance. Sa critique violente de l’Etat, vu comme une composante de la « mégamachine sociale » au même titre que les grandes entreprises, a irrigué la « deuxième gauche », puis le mouvement altermondialiste.

Quant aux écologistes, certains ont retenu que la sortie du nucléaire devait primer la remise en cause de l’ordre économique : selon Gorz, « mieux vaudrait un capitalisme non nucléaire qu’un socialisme nucléaire, car le premier hypothèque moins lourdement l’avenir (5) ». D’où ce paradoxe : parmi ceux qui se réclament de sa pensée, on trouve autant de figures de la gauche radicale, comme Geneviève Azam ou Jean-Marie Harribe, que d’adeptes des « révolutions tranquilles », comme M<sup>me</sup> Dominique Voynet ou M. Alain Lipietz.

AURÉLIEN BERNIER.

- (1) Christophe Fourrel (sous la dir. de), *André Gorz en personne*, Le Bord de l’eau, coll. « La bibliothèque du Mauss », Lormont, 2013, 128 pages, 14 euros.
- (2) Alain Caillé et Christophe Fourrel (sous la dir. de), *Sortir du capitalisme. Le scénario Gorz*, Le Bord de l’eau, coll. « La bibliothèque du Mauss », 2013, 212 pages, 18 euros.
- (3) Lire le dossier « Revenu garanti, une utopie à portée de main », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.
- (4) André Gorz, « Leur écologie et la nôtre », *Le Sauvage*, Paris, avril 1974. Repris dans André Gorz, *Bâtir la civilisation du temps libéré*, Les Liens qui libèrent - *Le Monde diplomatique*, Paris, 2013, 60 pages, 5,80 euros.
- (5) André Gorz, *Ecologie et Liberté*, Galilée, Paris, 1977.

DANS LES REVUES

❑ **FOREIGN AFFAIRS.** Michael Mazarr s’agace de l’obsession américaine pour la reconstruction des « États faillis » (Afghanistan, Haïti, Irak, Somalie…) et se réjouit de la déroute de cette orientation « *néo-impériale* », qui échouerait à développer des institutions locales et détournerait les États-Unis de leurs intérêts à long terme. (Vol. 93, n° 1, janvier-février, bimestriel, 12,99 dollars. – 58 East 68th Street, New York, NY 10065, États-Unis.)

❑ **THE AMERICAN INTEREST.** A partir d’une analyse conservatrice qui reprend celle de la « crise des démocraties » des années 1970, Francis Fukuyama s’inquiète de la décomposition des institutions politiques américaines. Echec total de la guerre occidentale en Afghanistan. (Vol. IX, n° 3, janvier-février, bimestriel, 11,99 dollars. – PO Box 1515, North Hollywood, CA 91615.)

❑ **UTNE READER.** Aux États-Unis, le système public de distribution d’eau – l’un des plus performants du monde – est menacé de privatisation ; jadis terre d’élection de la classe moyenne, les banlieues américaines sont elles aussi touchées par la pauvreté. (N° 181, janvier-février, bimestriel, 6,99 dollars. – 1503 SW 42nd Street, Topeka, KS 66609, États-Unis.)

❑ **MONTHLY REVIEW.** Pourquoi la crise européenne signe la mort du mythe du « partenariat social » entre Etat, syndicats et patronat. En Chine, la hausse de la part des salaires dans la valeur ajoutée depuis 2007 préparerait la « fin de la période des taux de profit stratosphériques ». (Vol. 65, n° 8, janvier, mensuel, 5 dollars. – 146 West, 29th Street, suite 6 W, New York, NY 10001, États-Unis.)

❑ **SURVIVAL.** L’Allemagne et l’intervention en Libye ; la révolution possible du pape François ; Europe, la décennie perdue ; l’immigration au service de la démographie russe. (Vol. 55, n° 6, décembre-janvier, bimestriel, 157 euros par an. – Routledge Journals, 4, Park Square, Milton Park, Abingdon, OX14 4RN, Royaume-Uni.)

❑ **POLITIQUE ÉTRANGÈRE.** Un dossier consacré aux dynamiques d’éclatement au sein de l’Union européenne : Catalogne, Ecosse, Flandre. Loin des menaces d’ostracisme, la revue plaide pour une réaction « pragmatique » de la part de Bruxelles. (N° 4, hiver, trimestriel, 20 euros. – 27, rue de la Procession, 75740 Paris Cedex 15.)

❑ **NATIONAL GEOGRAPHIC.** A noter dans ce numéro spécial sur la Russie, publié à l’occasion des Jeux olympiques d’hiver (*lire l’article page 8*), un reportage sur Norilsk, la ville minière la plus septentrionale du pays. (N° 172, janvier, mensuel, 5,20 euros. – 13, rue Henri-Barbusse, 92230 Gennevilliers.)

❑ **HÉRODOTE.** Les conséquences géopolitiques des processus économiques : effets de la crise de l’euro sur les rapports franco-allemands, la City de Londres dans la finance mondiale, et les destins géoéconomiques parallèles de deux puissances asiatiques que tout semble opposer : l’Indonésie et Singapour. (N° 151, 4<sup>e</sup> trimestre, trimestriel, 22 euros. – La Découverte, Paris.)

❑ **CRITIQUE INTERNATIONALE.** Une livraison largement consacrée à l’économie politique des soulèvements arabes : la question sociale au Liban et au Maroc, les élites autoritaires en Egypte et à Bahreïn, les réponses islamistes aux défis économiques et sociaux. (N° 61, octobre-décembre, trimestriel, 19 euros. – Presses de Sciences Po, 117, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)

❑ **REVUE DES MONDES MUSULMANS ET DE LA MÉDITERRANÉE.** « Cinémas arabes du XXI<sup>e</sup> siècle. Nouveaux territoires, nouveaux enjeux », de l’Egypte à la Syrie, de la Palestine aux festivals régionaux. (N° 134, 2013/2, semestriel, 27 euros. – Presses universitaires de Provence, 29, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 1.)

❑ **QANTARA.** Dans la revue de l’Institut du monde arabe, un dossier : « Les années Nasser. Une histoire du panarabisme » ; un portrait de Mohammed Dib et un texte sur *Saladin*, film historique de Youssef Chahine. (Octobre, trimestriel, 7,50 euros. – 1, place des Fossés-Saint-Bernard, 75236 Paris Cedex 05.)

❑ **MONDE CHINOIS.** Au-delà du compte rendu du colloque « Sortie de religion – racines chrétiennes et modèle chinois », on note les analyses sur l’islam en pays ouïgour et sur le bouddhisme tibétain. (N° 35, décembre, trimestriel, 20 euros. – Eska, 12, rue du 4-Septembre, 75002 Paris.)

❑ **THE CHINA QUARTERLY.** A contre-courant, l’article sur les dépenses militaires chinoises montre que celles-ci restent relativement stables en pourcentage du produit intérieur brut, qui ne cesse de grimper. (N° 216, décembre, trimestriel, sur abonnement. – School of Oriental and African Studies, Thornhaugh Street, Russell Square, Londres WC1H 0XG, Royaume-Uni.)

❑ **L’HISTOIRE.** Le Vietnam, ses luttes, ses défaites, ses victoires, depuis deux mille ans. Son émergence actuelle le conduira-t-elle à devenir une puissance régionale ? (N° 62, janvier-mars, trimestriel 6,90 euros. – 24, chemin Latéral, 45390 Puisseaux.)

❑ **AFRIQUE RENOUVEAU.** Enquête sur les circuits de détournement de l’argent africain. Où l’on découvre que le montant des sommes qui quittent le continent noir clandestinement dépasse celui de l’aide au développement. (Vol. 27, n° 3, décembre, trimestriel, gratuit. – Nations unies, New York, NY 10017-2513, États-Unis.)

GRAPHISME

L’affiche bouge



Grupo Nudo, sérigraphie (1991)

CETTE histoire de l’affiche cubaine (1) épouse l’histoire politique de l’île sur plus d’un siècle : des influences – graphiques – européennes puis nord-américaines à l’explosion de la première décennie du régime castriste, jusqu’aux années suivantes, qui voient un essoufflement de l’inventivité. Une usure liée notamment à la pénurie causée par l’embargo, puis à l’effondrement de l’Union soviétique, ainsi qu’à une certaine bureaucratisation.

Pourtant, la création perdure : les trois cents affiches récoltées au fil de quatre années de recherches et reproduites ici témoignent d’une production brillante, variée, libérée des logiques économiques. Comme leurs homologues du constructivisme russe ou du muralisme mexicain (*lire pages 14 et 15*), les auteurs démentent la légende libérale d’une incompatibilité entre engagement politique et création artistique.

MATHIEU COLLOGHAN.

- (1) Régis Léger (sous la dir. de), *Cuba gráfica. Histoire de l’affiche cubaine*, L’Echappée, coll. « Action graphique », Montreuil, 2013, 256 pages, 34 euros.



DANS LES REVUES

❑ **AUJOURD'HUI L'AFRIQUE.** La présence militaire française en Afrique. L'instabilité politique sur le continent et les mandats accordés par les institutions internationales permettent à Paris de maintenir une forme de tutelle au sud du Sahara. (N° 130, décembre, trimestriel, 7 euros. – BP 22, 95121 Ermont Cedex.)

❑ **CUBA SI.** A l'occasion du décès de Nelson Mandela, la publication de l'association France-Cuba rappelle l'importance du rôle joué par Cuba dans la lutte contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. (N° 191, 4<sup>e</sup> trimestre, trimestriel, 3 euros. – 71, avenue Henri-Barbusse, 92230 Gennevilliers.)

❑ **LA REVUE NOUVELLE.** Etat des lieux au Chiapas, vingt ans après le soulèvement zapatiste ; le Conseil européen au lendemain de la tragédie de Lampedusa ; « Made in Germany », le modèle allemand au-delà des mythes. (N° 1, janvier, mensuel, 10 euros. – Rue du Marteau 19, 1000 Bruxelles, Belgique.)

**REVUE TIERS MONDE.** L'histoire globale en Chine à l'heure de la mondialisation ; le renouveau de l'historiographie brésilienne ; Robert Age-neau explique pourquoi la maison d'édition qu'il a fondée, Karthala, donne la parole aux historiens des Suds. (N° 216, octobre-décembre, trimestriel, 20 euros. – Armand Colin, Paris.)

❑ **FUTURIBLES.** Quelles perspectives l'enseignement en ligne offre-t-il aux universités ? La Chine pratique-t-elle l'accaparement des terres en Afrique ? Comment l'utilisation des statistiques renouvelle-t-elle les approches prospectives ? (N° 398, janvier-février, bimestriel, 22 euros. – 47, rue de Babylone, 75007 Paris.)

❑ **ALTERNATIVES INTERNATIONALES.** Quand la Chine investit massivement (mais crée peu d'emplois) en Amérique latine ; la Méditerranée tourne le dos à l'Europe ; la francophonie sauvée par l'Afrique ? (N° 14, hors-série, janvier, 9,80 euros. – 12, rue du Cap-Vert, 21805 Quetigny.)

❑ **MIGRATIONS SOCIÉTÉ.** « L'amour et ses frontières » : comment la Suisse, la Belgique, la France et l'Italie régulent-elles les « migrations de mariage » ? Quelles sont les conséquences des politiques migratoires pour les couples transnationaux ? (Vol. 25, n° 150, novembre-décembre, bimestriel, 18 euros. – 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.)

❑ **ALTERNATIVES SUD.** Un état des résistances paysannes à travers la planète. L'accaparement des terres et la survie de l'agriculture familiale mobilisent des millions de personnes sur tous les continents, avec comme défi la transformation politique des luttes sociales. (Vol. 20, 2013/4, trimestriel, 18 euros. – L'Harmattan, Paris.)

❑ **LA REVUE DE L'ÎRES.** Etude sur les très hauts revenus, dont l'« effort contributif » est bien plus faible que la moyenne ; l'impact des trente-cinq heures sur l'emploi ; les réformes des retraites dans les pays d'Europe centrale. (N° 77, 2013/2, trimestriel, 24,50 euros. – 16, boulevard du Mont-d'Est, 93192 Noisy-le-Grand Cedex.)

❑ **POLITIX.** Le syndicalisme paysan : histoire, acteurs anciens et nouveaux, nouvelles lignes de fracture, comme par exemple l'agriculture biologique. (Vol. 26, n° 103, décembre, trimestriel, abonnement : 65 euros. – De Boeck, Fond Jean-Pâques 4, B-1348 Louvain-La-Neuve, Belgique.)

❑ **TRANSRURAL INITIATIVES.** La reconnaissance du travail féminin dans le monde agricole se heurte à l'extrême diversité des tâches accomplies par les agricultrices. (N° 431, novembre, mensuel, 7 euros. – ADIR, 7 bis, rue Riquet, 75019 Paris.)

❑ **URBANISME.** Alep, de la ségrégation socio-spatiale à la guerre urbaine ; la politique de Los Angeles pour loger les sans-domicile-fixe ; existe-t-il une « nouvelle géographie de l'exclusion » en France ? (N° 391, hiver, trimestriel, 20 euros. – 176, rue du Temple, 75003 Paris.)

❑ **PENSÉE.** Une étude de 2006 établit que la xénophobie expliquait alors le vote Front national davantage que l'anticapitalisme. Carnets de voyage de François Houtard dans l'Amazonie brésilienne, où se dévoilent les impasses du modèle de développement actuel. (N° 376, octobre-décembre, trimestriel, 19 euros. – Fondation Gabriel-Péri, 14, rue Scandicci, 93500 Pantin.)

❑ **RAISON PRÉSENTE.** Apprendre aux élèves à distinguer croyances, savoirs et opinions ; le journaliste face aux controverses scientifiques ; commentaire de Lionel Richard sur une exposition relative à l'art allemand de 1800 à 1939. (N° 188, 4<sup>e</sup> trimestre, trimestriel, 15 euros. – 14, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris.)

❑ **NUEVA SOCIEDAD.** Le football, opium du peuple ? Pas pour les membres du FC Sankt Pauli, à Hambourg, un club qui se définit comme « anti-raciste, antifasciste et antihomophobe ». (N° 248, novembre-décembre, bimestriel, sur abonnement. – Defensa 111, 1o A, C1065AAU Buenos Aires, Argentine.)

❑ **TERMINAL.** Un dossier sur l'industrie de l'informatique, avec le cas exemplaire de VideoLAN, le groupe à l'initiative du lecteur multimédia libre VLC. De nombreux articles sur l'enseignement et sur l'impact des technologies à l'école, à Chypre notamment. (N° 113-114, hiver, trimestriel, 23 euros. – L'Harmattan, Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : [www.monde-diplomatique.fr/revues](http://www.monde-diplomatique.fr/revues)

LITTÉRATURE

# Les apaches d'Istanbul

*Le mouvement autour du parc Gezi d'Istanbul, au printemps dernier, a fait émerger les multiples visages d'une société turque volontiers contestataire. Surnommés « apaches », les jeunes banlieusards, en particulier, peuplent les récits d'une nouvelle génération de romanciers.*

PAR TIMOUR MUHIDINE \*

P our la première fois depuis quarante-trois ans, le matin du 1<sup>er</sup> mai 2013, le pont de Galata, qui, à Istanbul, relie les rives de la Corne d'Or à la place Taksim, avait été relevé, ses deux pans de chaussée bitumée dressés comme un mur noir. Dans un rayon de plusieurs kilomètres, tous les accès étaient fermés, et les bateaux qui assurent la liaison entre l'Europe et l'Asie suspendus jusqu'à 16 heures. Les manifestants qui, en ce jour de fête du travail, réussirent malgré tout à investir la place y furent accueillis par des gaz lacrymogènes et des chars. Quelques semaines plus tard, les opposants au projet gouvernemental concernant le parc Gezi affrontèrent à leur tour la police anti-émeute, bientôt suivis par de très nombreux citoyens aux revendications plus larges. Au cours de son histoire, la place Taksim, lieu de rassemblement politique majeur, a toujours présenté le tableau des contradictions et des aspirations du pays.

C'est ce que traduisent son style semi-moderniste et sa topographie, créés en 1939 par l'urbaniste français Henri Prost et approuvés par Mustafa Kemal, fondateur de la Turquie moderne. Un lien symbolique unit ce lieu à la République, qui naît en 1923, après le démantèlement de l'Empire ottoman à la suite de la première guerre mondiale et du traité de Sévres (1920). Ce lien, les projets du gouvernement de M. Recep Tayyip Erdogan – disparition du parc, reconstruction « à l'identique » d'une caserne ottomane, édification d'une mosquée, suppression du centre culturel Atatürk – visent à le trancher. Taksim, nœud routier et depuis peu ferroviaire (métro et funiculaire), ouvre sur Beyoglu et sur les quartiers les plus libéraux d'Istanbul, qui accueillent d'innombrables restaurants, théâtres, cinémas, bars et boîtes de nuit. Les jeunes composent l'essentiel de la foule qui s'y presse, et parmi eux circulent aussi les « apaches », ces adolescents de banlieue aux tenues voyantes et aux coiffures insolites, dont la présence reste tout juste tolérée.

Auteur du premier ouvrage qui leur soit consacré, *Apaçi Gençlik* (1), le sociologue Ömer Miraç Yaman présente avec une grande finesse cette génération d'exclus, de jeunes hommes (les filles y sont peu représentées) issus de la périphérie, qui s'inscrivent dans la lignée des tribus de la grande ville. L'enquête, menée entre 2008 et 2012 dans les quartiers nord-ouest de la mégalopole (Esenler et Bağcılar), dresse un portrait peu exaltant de la vie dans cette frange urbaine qu'on nommait jusqu'à présent « faubourgs » (*varos*), ou plus communément « quartiers » (*semt*), et qui peu à peu devient la « banlieue » (*banliyö*).

Les entretiens avec des propriétaires de café, chauffeurs de bus ou enseignants de lycée professionnel donnent une idée de la rigidité de l'ordre social, hostile à la marge de liberté que s'accordent ces jeunes dont l'allure choque. S'y révèle une volonté pesante de contrôle moral proche de celle manifestée par le premier ministre, dont l'une des obsessions, martelée dans ses récents discours, est de maintenir la jeunesse dans le cadre musulman. En novembre 2013, il dénonçait par exemple la mixité dans les résidences universitaires : « *Nous n'avons pas autorisé et nous n'autoriserons pas que filles et garçons restent ensemble dans les résidences d'Etat.* »

Les apaches, avec leur pratique collective de la danse tecktonik (le *halay*), leurs cheveux travaillés à la laque, leurs joggings et leurs tee-shirts bariolés, menaceraient la turcité elle-même, cette « identité nationale » liée à la langue et à l'islam sunnite que revendiquent les conservateurs de tous bords. Familiers des échauffourées avec la police, mais encore peu politisés, ils se sont tenus à l'écart des manifestations de la place Taksim, tout comme de nombreux jeunes des groupes kurdes, qui se méfient du contact avec l'Etat ou de ce qui pourrait compromettre le processus de paix en cours avec le Parti des travailleurs du

\* Enseignant à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), Paris.



SALIH COSKUN. – « Sans titre », 2008  
Exposition du 19 mars au 12 avril à la galerie Schwab Beaubourg, Paris, et du 26 avril au 15 juin au Manoir de Martigny, Suisse

Kurdistan (PKK) (2). Pourtant, l'un des graffitis de la place affirmait : « Hipster ve Apaçi omuz omuza » (« *Hipsters* et apaches se serrent les coudes ») (3).

Si, de façon significative, la revue *Toplumbilim* (4) consacre un numéro au phénomène des banlieues, la plupart des contributeurs utilisent des sources françaises, la comparaison entre Paris et Istanbul servant de socle à une lecture de la ville essentiellement urbanistique. Car les enquêtes de terrain restent insatisfaisantes, et c'est davantage chez les écrivains que l'on peut glaner de l'information sur les marges. Après la vague de textes sur les bidonvilles qui caractérisaient les métropoles turques il y a trente ans, après l'apparition en littérature des banlieues aisées des Stambouliotes de Buket Uzuner (5), au sein d'une nouvelle génération de romanciers, la ville comme territoire a changé de statut : cette fois étendue jusqu'aux limites de l'horizon et des lignes de minibus, elle n'est plus vue uniquement comme un centre et une périphérie, mais comme un assemblage de plusieurs mondes urbains dont certaines parties peuvent être qualifiées de banlieues (6).

Cependant, au cœur de cet univers, les héros de Hakan Günday ou de Murat Uyrkulak (tous deux nés en 1972), violents, rageurs et souvent délinquants, ne sont guère susceptibles de se mobiliser pour protester contre la destruction d'un parc, comme ce fut le cas au centre d'Istanbul, où, du 28 mai au 16 juin, les combats de rue et la répression ont fait six morts, plus de huit mille blessés et deux cent cinquante-cinq mis en examen. Dans la nouvelle *Nid d'oiseau* (7), le Taksim d'Uyrkulak est celui des transsexuels et de leur imagination poétique : « *La place Taksim, à Istanbul, c'est la vie. C'est l'orque joyeuse, affligée de la Turquie. L'eau jaillit de sa bouche, le sang de son dos, le raki de ses fesses.* »

A TRAVERS un processus qui rappelle – toutes proportions gardées – la frustration accumulée par la jeunesse française des années 1960, c'est la figure du père qui semble radicalement contestée. Près de 50 % des électeurs ont voté pour la formation de M. Erdogan, le Parti de la justice et du développement (AKP), aux élections législatives de juin 2011. En juillet dernier, 51 % des Turcs interrogés par un institut de sondage considéraient que la police avait « *fait ce qui s'imposait* » pendant les événements de Gezi. Mais pour la moitié de l'électorat, l'ordre qu'incarne le premier ministre n'est pas incontesté. L'afflux de publications sur l'anarchisme et ses ramifications récentes, sur les techniques d'occupation et d'agitation propres aux années 1990 et 2000, est à cet égard éloquent. Sur les tables des librairies, depuis au moins un an maintenant, la présence des œuvres de Max Stirner et de Mikhail

Bakounine ou de livres analysant les mouvements libertaires et la Commune de Paris ne peut manquer de suggérer une aspiration violente au changement.

Le numéro de mars 2013 de la revue *Sabıtfikir* (« Idée fixe ») (8) s'ouvre sur l'image d'un jeune insurgé tout de noir vêtu, qui, le bas du visage dissimulé par un foulard, s'apprête à jeter un livre d'où s'échappent des flammes. Avant-goût des manifestations qui surviendront bientôt ? A l'intérieur, un dossier de dix pages recense les ouvrages majeurs mis en quelques mois à la disposition du public (parfois directement en ligne) parmi une production étonnamment riche : *The Third Revolution*, de Murray Bookchin, *Pour une anthropologie anarchiste*, de David Graeber, et la première étude d'ensemble sur l'« anarchisme en Turquie » (2013), de Baris Seydan. Une question affleure : quelle place pour l'individu dans une société bouleversée par les changements socio-politiques de la dernière décennie, et par la promesse de meilleures conditions d'existence qui ne concernent concrètement qu'une fraction de la population ?

Les tweets, les graffitis et la musique ont été les moyens d'expression privilégiés de ces jours de révolte. Les chansons et les gags des *chapullers* – M. Erdogan ayant traité les manifestants de *çapulcu*, ce qui signifie « pillards » ou « vandales », le terme a été repris et anglicisé par les intéressés – résonneront longtemps dans les mémoires, de même que la (presque) rumba de la *Chapulita* de Müge Zeren. S'ils ne sont pas les acteurs principaux de ce mouvement qui a réuni avant tout des étudiants, des ouvriers, des employés, des syndicalistes et des chômeurs, les intellectuels et les écrivains ont pris la parole, et largement : des jeunes, telles l'écrivaine et journaliste Ece Temelkuran ou la romancière Sema Kaygusuz (9), mais aussi des hommes de lettres qui en général ne s'expriment pas sur l'actualité, comme Yigit Bener, l'auteur de *La Révolte de la sauterelle* (10). Ce dernier, dans un superbe texte donné au quotidien *Radikal*, souligne l'émergence d'une « *langue tout à fait nouvelle. Une langue qui incarne sa propre culture : langue de l'humour, de l'amour, de la résistance, du partage, de la souffrance, langue de l'intelligence, du courage et de l'insoumission.* »

C OMME d'autres auteurs situés à la jonction de plusieurs mondes, le Belgo-Turc Kenan Gökçün, assez représentatif d'une nouvelle approche de la littérature, nourrie de thriller et de fantasy, propose sa vision à chaud, trépidante, pleine d'interrogations, où l'idéologie n'a plus aucune place : *Rebellion Park, une saison à Istanbul* (11). Une rébellion qui, dans la réalité, a été rejointe, à l'instar d'une fête improvisée, par les groupes les plus minoritaires et les plus excentriques, histoire de réfuter la conception de la nation comme un bloc sunnite, conservateur et réfractaire à tout progrès autre que technique et consumériste. Ainsi, la révélation de la place Taksim aura sans doute été l'émergence des « musulmans anticapitalistes », qui ont publié leur manifeste dans un mensuel culturel d'extrême gauche et prônent un œcuménisme militant en répétant que le capitalisme est l'ennemi de Dieu.

En 2006, dans *Gratte-Ciel*, Tahsin Yücel (12) s'amusait, sous couvert de politique-fiction, à railler l'urbanisation folle d'Istanbul. Avec ces histoires d'immeubles debout contre le ciel, de maisons menacées par les promoteurs, de vieux copains gauchistes décidés à entrer en résistance contre un système inique, le lecteur s'amusait aussi. Mais l'œuvre était également prémonitoire : le premier ministre, un nommé Mevlüt Dogan (ce qui n'est pas très loin d'Erdogan), était un chantage dictatorial de la privatisation, flanqué d'un architecte qui ne rêvait que de couper des arbres. Bientôt, une bonne partie de ceux qui avaient été rejetés de la ville la réinvestissaient, en manifestant dans les rues soudain désertes. Dans cette utopie négative, l'insatisfaction et l'appât du gain modèlent la société turque de 2073, où la folie immobilière et l'acharnement à broyer les récalcitrants vont de pair, comme dans la réalité de 2013...

(1) Ömer Miraç Yaman, *Apaçi Gençlik* (« Jeunesse apache »), Açılım Kitap, Istanbul, 2013.

(2) Lire Vicken Cheterian, « Chance historique pour les Kurdes », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(3) *Hipster* : terme venu des Etats-Unis qui désigne la jeunesse branchée issue des classes moyennes.

(4) *Toplumbilim* (« Sociologie »), n° 26, Baglam Yayıncılık, Istanbul, 2012.

(5) Bucket Uzuner, *Istanbullular*, Everest, Istanbul, 2007.

(6) Lire « Mosaïques de béton », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(7) Cette nouvelle figure dans l'anthologie *Ecrivains de Turquie. Sur les rives du soleil*, Galaade, Paris, 2013.

(8) *Sabıtfikir* est un mensuel culturel (littérature et sciences sociales) créé en 2011 par le site de vente de livres en ligne Idefix.com

(9) Sema Kaygusuz, *Ce lieu sur ton visage* et *La Chute des prières*, Actes Sud, Arles, 2013 et 2009.

(10) Yigit Bener, *La Révolte de la sauterelle*, Christian Bourgois, Paris, 2011.

(11) Diffusé par [www.anatoliait.com](http://www.anatoliait.com)

(12) Tahsin Yücel, *Gratte-Ciel*, Actes Sud, 2012.

# Extension du domaine de la sieste

PAR EVELYNE PIEILLER

« **S**OUFFRANT insomnie, échangerais matelas de plumes contre sommeil de plomb. » Cette petite annonce de Pierre Dac dans *L'Os à moelle*, en 1938, ne peut qu'aller droit au cœur, ou plutôt au réseau neuronal, du tiers des Français qui dorment mal. Et qui tentent d'y remédier en faisant un usage conséquent de psychotropes, ces substances qui agissent sur le système nerveux central et contribuent à modifier l'humeur. Le Français est le plus opiniâtre consommateur européen de cette chimie psychique, que dédaigne massivement l'Allemand, ce dont on ne saurait tirer de conclusion. Et il élit parmi ces molécules de secours les hypnotiques – ou somnifères – avec un enthousiasme qui le place dans le peloton de tête de leurs usagers, juste derrière le citoyen belge. Hypnotiques et antidépresseurs ont beaucoup en commun ; on peut donc supposer sans excès de hardiesse que ces nuits agitées ont plus à voir avec le souci qu'avec la qualité de la literie. Et, comme l'enquête qui a établi ce pourcentage date de 2012, il est à craindre que la proportion de bons dormeurs ne tende encore à se réduire.

De façon inattendue se propose depuis quelques années, avec un succès croissant et un déploiement marqué, un remède qui, à ce qu'il semble, n'entraîne ni accoutumance ni effets secondaires : la sieste artistique. Musicale, littéraire, contée..., elle ne doit en aucun cas être confondue avec le petit somme auquel s'abandonne le spectateur terrassé par l'ennui, car elle, au contraire, fait partie intégrante du projet artistique. Evidemment, ce « *concept original* », comme le proclame fièrement le Théâtre de la Criée, est un peu déroutant pour les non-initiés. Pourtant, rien de plus simple : le public est invité à « *s'allonger dans une salle faiblement éclairée autour d'une poignée d'artistes qui offrent un concert* » ou une succession de récits et de fictions ; il vaut mieux « *apporter son oreiller* », car « *certain se laisse emporter par un certain endormissement* », tandis que « *les autres sont embarqués par l'écoute inédite que la position allongée induit* ». A chacun donc de « *s'endormir sans complexe* » (1).

Ledit concept original connaît de nombreuses variations, mais le dispositif reste le même : on s'allonge, on se détend, on laisse son attention flotter. Tous les programmes siesto-artistiques mettent en avant les mêmes objectifs. Ainsi, les « Siestes électroniques », nées à Toulouse en 2002 et qui se déclinent aussi aujourd'hui, quai Branly à Paris, à l'extérieur du musée, font l'« *éloge de la lenteur* » et sont déterminées à répandre une « *onde de quiétude sur tous les somnoleurs mélomanes* » (2). Dans le même esprit, Claude Lévêque proposait en 2011 aux Galeries Lafayette une

installation in situ fortement intitulée *L'Hymne à la joie*, qui comprenait vingt lits de camp dans une pièce bien évidemment « *doucement éclairée* » où passait en boucle un mouvement de l'œuvre du même nom, l'ensemble offrant, selon le plasticien, un « *lieu de méditation pour vivre un rêve éveillé* ».

Pour faire bref, du Festival de Manosque, consacré aux correspondances, et qui propose des siestes littéraires, « *chansons en acoustique entremêlées de lectures* », « *détente absolue pour ceux qui s'endorment vraiment* » (3), au Théâtre Garonne à Toulouse, voué aux événements tournés vers la création contemporaine et qui organise des *nappenings*, épatante fusion du happening et du petit somme (en anglais, *nap*), dans les institutions culturelles et lieux apparentés, on pratique de plus en plus le coussin ou le « *transat contemplatif* » (4). Reste à savoir pour contempler quoi. Les réponses convergent : il s'agit de « *prendre le temps, s'arrêter, stopper la course. Enfin* » (5). Et de « *changer la vie en rêve* » (6).

Y aurait-il là comme un échantillon de l'*otium* cher aux Romains, cette fameuse activité sans but économique, cet état où on ne subit aucune obligation, et qui s'opposait au *negotium* – les affaires – pour rappeler que l'homme se doit au loisir pensif et désintéressé ? Pourrait-on y saluer la concrétisation momentanée du *Droit à la paresse* (1880), qu'écrivit le gendre de Karl Marx, Paul Lafargue, en insurrection ironique contre le « droit au travail » ? Probablement pas, sinon comme ersatz pervers. Car, à lire les programmes et déclarations d'intention, le but recherché, c'est de permettre à chacun de fermer les yeux et de « s'évader », à la faveur d'une ambiance de nursery pour adultes, où l'art, qui longtemps eut plutôt pour fonction d'éveiller que d'endormir, sauf cas malencontreux, devient un hypnotique léger, un adjuvant à la relaxation, se dissout dans la tiédeur du cocon, et au mieux joue le rôle d'une lampe d'ambiance. C'est ici le plaisir de se débrancher qui est recherché, pour mieux glisser dans l'endormissement caressé par des sons qui font plus ou moins planer... Un moment de douceur dans un monde de brutes ?

Les innovations artistico-culturelles sont rarement détachées de la société dans laquelle elles apparaissent, et ce « monde de brutes », précisément, découvre lui aussi, quelle surprise !, les bienfaits de la sieste. Assurément, la tendance de fond est au vampirisme du repos : ne serait-ce qu'avec le penchant marqué du libéralisme à ne plus séparer la zone professionnelle et l'espace privé, et à exiger que le travail ne s'arrête jamais, grâce en soient rendues aux nouvelles technologies...



PAUL KLEE. – « Strong Dream » (Rêve fort), 1929

Pourtant – mais n'en serait-ce pas le verso ? –, un lobbying certain en faveur de la sieste au travail se dessine. Car, comme le précise avec aigreur le site Atlantico (16 novembre 2013), si celle-ci « *reste une pratique taboue en France* », elle est « *pratiquée partout dans le monde* ». Et pour cause : elle « *améliore la vigilance* » et « *diminue les risques psychosociaux, limite l'absentéisme et prévient les accidents du travail* ». En bref, « *faire une sieste, ça réveille* » (Slate.fr, 29 septembre 2013). Certaines entreprises ont commencé à le comprendre, et installé des pièces pour dormir sur le lieu de travail : Google, le Huffington Post...

**D**'AILLEURS, si la France a des tabous, elle a aussi des idées : merveille, Orange (ex-France Télécom) expérimente à Lyon des *calm chairs* dans des *calm spaces* : dans un espace aménagé avec lumières et musiques relaxantes, des fauteuils-caissons où les employés peuvent venir se détendre et dissiper les humeurs suicidaires, la respiration astucieusement rythmée par une pulsation lumineuse (7). Il existe aujourd'hui des entreprises spécialisées dans la sieste au travail, et les *calm spaces*, les boîtes à sieste, se louent 900 euros par mois... On n'en est pas encore à inscrire la sieste dans la Constitution, comme l'a fait la Chine, mais ça progresse. Le tabou sera bientôt totalement transgressé. On pourrait continuer cet inventaire d'une modernité en marche en saluant l'ouverture de « bars à sieste », avec ou sans massage, en France, en Belgique, au Japon, aux Etats-Unis, ou les « Zzz » des berges de la Seine : l'invention, sous le parrainage de la Mairie de Paris, de « *containers maritimes revisités* » en « *cabanes spécialement conçues pour le repos* » – sur réservation, huit personnes maximum.

Mais il est probablement plus intéressant de saluer ce qui est à l'œuvre dans cette rapide propagation, qui devrait logiquement culminer avec la mise en place de stages de formation à la sieste réussie : la recherche de la détente, de la neutralisation du stress, implique que soient endormis les facteurs, les fauteurs d'excitation. Qui peuvent être un questionnement, un désaccord, un motif d'inquiétude, un désir. Avec la sieste dans sa version artistique, le public n'est plus celui qui apprécie ou conteste une œuvre, et qui témoigne ainsi à proprement parler de sens critique, mais un petit groupe d'individus venant expérimenter chacun pour soi les charmes du « lâcher-prise » sans risque. Du message au massage, du sens aux sens, on s'est mis sur « pause », et on se laisse dériver. Bonheur suave de la convivialité silencieuse des corps au repos, fête des voisins sans contrariété, paix de cette somnolence en commun baignée par un clapotis culturel, qui met à l'abri des passions, épargne toute dépense intellectuelle ou nerveuse – cette même dépense que devra réparer la sieste au travail.

Il est bien sûr question là de rentabilité. L'individu reposé travaillera mieux. Et il pourrait de surcroît ressentir une certaine sympathie pour l'autorité qui veille ainsi à son bien-être. Mais on peut se demander si ce n'est pas aussi cela qui est en jeu dans le concert à coussins et manifestations apparentées. On vient y abandonner l'état de veille, avec ce qu'il comporte de choix à faire, de préoccupations, de conflictualité, pour connaître une douillette et passagère harmonie intérieure. Tout le contraire de ce qui est vécu dans le champ politique et social. La quête *peace, love, zen* n'apparaît-elle pas alors comme la mise en scène sublimée de la fatigue et de l'impuissance ressenties par le citoyen, où l'action collective devient l'inaction côte à côte, justifiée puisqu'elle aide à l'embellissement du spirituel ?

En 1859, Ivan Gontcharov publiait *Oblomov*, un roman dont le héros devint vite emblématique des déçus du monde. Il préfère à tout son divan, son oisiveté, et rêve avec grâce. Quelques années plus tard, la Russie entrerait dans une intense période de bouleversements politiques...

(1) « L'invention du réel », programme du Théâtre de la Criée, 17-20 octobre 2013.  
(2) « Les Siestes électroniques @ Paris en 2012 », www.quaibrantly.fr  
(3) Extraits du programme 2013, qui rappelle que les correspondances « *célèbrent la littérature et ses résonances [sic], et construisent un lien entre la solitude de la création littéraire et l'effervescence de la rencontre collective* ».  
(4) Selon la forte dénomination de l'animation siesteuse du bar du Théâtre de la Passerelle, scène nationale de Saint-Brieuc.  
(5) Bibliothèque de Chalon-sur-Saône, 29 août 2013.  
(6) Sieste musicale du Cabaret contemporain, la Bellevilloise, Paris, 25 août 2013.  
(7) 20 minutes, Paris, 1<sup>er</sup> février 2011.

## SOMMAIRE

|                         |                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>PAGE 2 :</b>         | Regards sur la surveillance de masse, par <b>LAURENT BONELLI</b> . – Courrier des lecteurs. – A nos lecteurs. – Coupures de presse.                                                                     |
| <b>PAGE 3 :</b>         | Crises d'identités, par <b>VINCENT DESCOMBES</b> .                                                                                                                                                      |
| <b>PAGES 4 ET 5 :</b>   | Évangélistes de Bruxelles dans les campagnes roumaines, par <b>PIERRE SOUCHON</b> . – La politique agricole commune rebat les cartes à l'Est, par <b>MARIUS GARRIGUE ET CLIO RANDIMBIVOLOLONA</b> .     |
| <b>PAGES 6 ET 7 :</b>   | Malaise français, colère bretonne, par <b>JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN</b> . – Fractures territoriales ( <b>J.-A. D. ET L. G.</b> ). – Arithmétique et certitudes, par <b>RENAUD LAMBERT</b> . |
| <b>PAGES 8 ET 9 :</b>   | A Sochi, produire de l'or blanc sur la mer Noire, par <b>GUILLAUME PITRON</b> . – Géopolitique du saut à skis ( <b>G. P.</b> ).                                                                         |
| <b>PAGES 10 ET 11 :</b> | Le « printemps arabe » n'a pas dit son dernier mot, par <b>HICHAM BEN ABDALLAH EL-ALAOU</b> .                                                                                                           |
| <b>PAGES 12 ET 13 :</b> | Au Soudan du Sud, l'écroulement des espoirs démocratiques, par <b>GÉRARD PRUNIER</b> . – Avec les réfugiés du Nil Bleu, par <b>JEAN-BAPTISTE GALLOPIN</b> .                                             |
| <b>PAGES 14 ET 15 :</b> | Que viva Mexico !, par <b>LAURENT COURTENS</b> . – « Pour un art révolutionnaire indépendant », par <b>ANDRÉ BRETON ET DIEGO RIVERA</b> .                                                               |

www.monde-diplomatique.fr

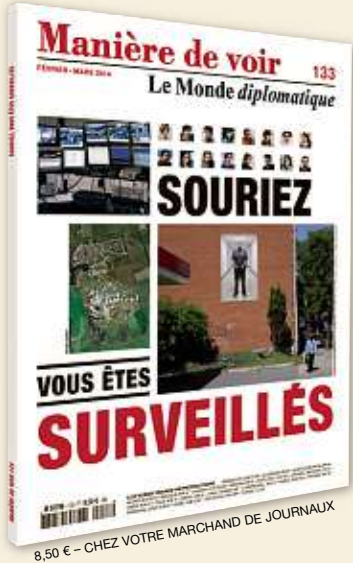
## Février 2014

|                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>PAGES 16 ET 17 :</b> | Révolte américaine contre les ogres du fast-food, suite de l'article de <b>THOMAS FRANK</b> . – Subvention au patronat ( <b>T. F.</b> ).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>PAGES 18 ET 19 :</b> | Pourquoi l'Uruguay légalise le cannabis, par <b>JOHANN HARI</b> . – Vers la fin de la « guerre contre la drogue », par <b>FRANÇOIS POLET</b> .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>PAGES 20 ET 21 :</b> | La Corée du Nord se rêve en futur dragon asiatique, suite de l'article de <b>PATRICK MAURUS</b> . – La télévision, un autre monde ( <b>P. M.</b> ).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>PAGES 22 ET 23 :</b> | L'Agence France-Presse survivra-t-elle au déclin des journaux ?, par <b>MARC ENDEWELD</b> . – Sous pression ( <b>M. E.</b> ).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>PAGES 24 À 26 :</b>  | <b>LES LIVRES DU MOIS</b> : « Premier Sang », de David Morrell, par <b>BERNARD DAGUERRE</b> . – « La Main de Joseph Castorp », de João Ricardo Pedro, par <b>MARIE-NOËL RIO</b> . – Vieux cauchemars chinois, par <b>PHILIPPE PATAUD-CÉLÉRIER</b> . – Berlin, années 1930, par <b>PIERRE DESHUSSES</b> . – Refaire la ville, changer le peuple, par <b>CATHERINE DUFOUR</b> . – André Gorz, héritage et héritiers, par <b>AURÉLIEN BERNIER</b> . – L'affiche bouge, par <b>MATHIEU COLLOGHAN</b> . – Dans les revues. |
| <b>PAGE 27 :</b>        | Les apaches d'Istanbul, par <b>TIMOUR MUHIDINE</b> .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

Le Monde diplomatique du mois de janvier 2014 a été tiré à 193 241 exemplaires. A ce numéro est joint un encart, destiné aux abonnés : « Philosophie magazine ».

DU HALL D'IMMEUBLE AU COMMERCE EN LIGNE

## Sociétés sous surveillance



Une publication **MONDE diplomatique**  
www.monde-diplomatique.fr/mdv